

Corruption : Sellal acquitté, un ex-directeur de cabinet condamné à 3 ans de prison P.4

PROCÈS EN APPEL DE TAHKOUT
Un durcissement des peines requis P.4

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN



LAMAMRA À PROPOS DU SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc ne peut imposer son point de vue

Lire l'article de El-Houari Dilmî page 3

PRÉVUE LE 7 DÉCEMBRE

Grève annoncée à la Santé

Lire l'article de M. Aziza page 3



**COVID-19
Quand des vaccinateurs ne sont pas eux-mêmes vaccinés !**

Lire l'article de Abed Cherifi page 2

ACCORDS RABAT - TEL AVIV

Des milliers de Marocains dénoncent la normalisation

Lire l'article de R. N. page 4



Covid-19

Quand des vaccinateurs ne sont pas eux-mêmes vaccinés !

Alors que la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière a débuté hier lundi, le Pr Kamel Djenouhat, président de la Société algérienne d'immunologie et chef de service du laboratoire central EPH Rouiba, a déclaré qu'« il ne fallait surtout pas confondre entre le vaccin antigrippal et le vaccin anti-Covid, puisque les populations cibles ne sont pas les mêmes ».

Abed Cherifi

Intervenant sur les ondes de la chaîne 3 de la radio nationale, le Pr Kamel Djenouhat a indiqué que le vaccin antigrippal cible «la population vulnérable comme les personnes de plus de 65 ans et les malades chroniques contrairement au vaccin anti-Covid qui concerne toute la population», a-t-il relevé. Revenant sur la réticence des Algériens à se faire vacciner contre le coronavirus alors que plus de 13 millions de doses sont disponibles, le Pr Kamel Djenouhat l'a expliquée en deux points : d'abord ce qu'il a appelé la «mentalité spécifique de l'Algérien qui nécessite des études sociologiques et psychologiques, sans parler de l'influence négative des réseaux sociaux qui se sont transformés en le principal lobby anti-vaccin», a-t-il affirmé. Le deuxième point, toujours selon l'invité de la Radio, est d'ordre mondial, puisque «aucun pays au monde ne pourra atteindre 80 ou 90% de taux de vaccination, cela est impossible», a-t-il relevé. «A moins de rendre le vaccin obligatoire, il sera très difficile d'atteindre l'objectif ciblé par les autorités sanitaires ni en Algérie ni ailleurs», a-t-il insisté. 20% seulement des personnels de la santé sont vaccinés contre le coronavirus. Le président de la Société algérienne d'immunologie a qualifié cette situation de «honteuse», surtout que «le personnel soignant est en contact direct avec le malade», a-t-il affirmé. «Même les médecins ont des lacunes en matière de vaccinologie qui n'est enseigné que pendant 40 minutes durant

leur cursus de formation», a encore révélé le Pr Kamel Djenouhat, se montrant favorable au pass sanitaire plutôt que l'obligation de se faire vacciner pour les personnels de santé et même pour les autres secteurs comme l'éducation nationale, l'enseignement supérieur ou encore le commerce. Au sujet des faux pass sanitaires, l'immunologue a expliqué que ce trafic «existe dans le monde entier, mais reste dans des proportions minimales par rapport à l'ensemble de la population couverte par la vaccination».

Concernant le rebond constaté dans les cas de contaminations, le Pr Djenouhat a confirmé que la situation «est inquiétante puisque nous enregistrons jusqu'à près de 200 cas/jour, et il est à craindre que ce chiffre va aller en augmentant, surtout avec l'arrivée de l'hiver», a-t-il alerté.

Au sujet du nouveau variant, le «Omicron», l'invité de la Radio l'a qualifié de «très préoccupant et d'une contagiosité très élevée parmi les jeunes sujets de 20 à 40 ans», a-t-il affirmé. Le Pr Djenouhat a fait état des mesures prises par les pouvoirs publics pour éviter l'arrivée de ce variant très dangereux en Algérie, «même si l'Afrique reste le continent le moins vacciné dans le monde», a-t-il souligné. Se disant favorable à la vaccination dès l'âge de 6 ans, Pr Djenouhat indique que «la campagne nationale de vaccination anti-Covid, même si elle n'a pas atteint l'objectif escompté, n'a pas pour autant échoué». Et de regretter que des médecins vaccinateurs «ne soient pas eux-mêmes vaccinés», a-t-il conclu.

Coronavirus

192 nouveaux cas et 6 décès

Cent quatre-vingt-douze (192) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (covid-19), 135 guérisons et 6 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé lundi le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 210.344, celui des décès à 6.064 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 144 295 cas.

Par ailleurs, 17 patients sont actuellement

en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 26 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 15 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 7 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Enlisement sécuritaire au Sahel ?

Les opérations militaires menées au Sahel par l'armée française, avec l'aide d'armées alliées, européennes et américaines, s'enlisent-elles dans les sables de cette vaste région désertique ? Des succès militaires sur le plan de la lutte contre les groupes terroristes sont notables, mais l'échec est patent sur les plans de la situation sociale et politique dans les pays voisins de la bande sahélienne, connus par le G5 (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad). Résultat, les transformations du djihadisme dans la région ont compliqué la tâche aux militaires étrangers, arrivés au point de ne plus faire la distinction entre les terroristes et les habitants. Ajouter à cela un mécontentement des populations locales face à l'instabilité politique et les problèmes économiques, qui ont fini par se retourner contre ces militaires étrangers qui ne leur ont apporté rien de bon sur le plan de l'amélioration de leur vie quotidienne. Le mouvement anti-français a commencé au Mali, pour s'étendre aux pays voisins, le Burkina Faso et le Niger. Dans ces deux derniers pays, l'hostilité à la présence de troupes militaires françaises s'est manifestée d'une manière très violente, avec le blocage d'un convoi militaire d'une centaine de véhicules par des manifestants, provoquant des heurts entre militaires et populations civiles locales, où des morts ont été enregistrés. Que reste-t-il de l'intervention de l'armée française et ses alliés au Sahel quand les populations locales se soulèvent contre la présence de leurs troupes militaires ? C'est le plus grand problème auquel se trouve confrontées les opérations militaires étrangères.

amélioration de la vie socioéconomique des populations des pays concernés. Aujourd'hui, les populations locales sont arrivées à appeler les Russes à la rescousse. Au Mali, la route est presque balisée pour une intervention du groupe Wagner. Et on continue encore à sonder d'autres pays pour intervenir au Sahel. La Chine, vu l'intense coopération commerciale avec de nombreux pays du continent africain, avec des échanges directs atteignant plus de 200 milliards de dollars en 2019, semble qualifiée pour jouer un rôle en matière de soutien sécuritaire au Sahel. Un appel direct à la Chine a été lancé dans ce sens par la ministre sénégalaise des Affaires étrangères Aissata Tall Sall. Cette dernière a fait part de son espoir, à l'ouverture du 8^e Sommet Chine-Afrique à Dakar, et à l'issue d'une rencontre avec son homologue chinois Wang Yi, de voir la Chine apporter son soutien dans la lutte contre l'insécurité au Sahel. Quelle sera la réaction de la France et des Etats-Unis après cette invitation à la Chine de s'investir sur un plan sécuritaire au Sahel ? Les deux pays, qui ont manifesté leur opposition à toute présence au Sahel du groupe Wagner, réservent-ils un accueil différent à la Chine ? En tout cas, un déploiement des troupes militaires chinoises au Sahel, aux côtés des troupes militaires françaises et d'autres armées alliées, est impensable. Reste seulement l'option d'une participation financière, qu'on chercherait à faire payer la Chine comme une dîme à ses bénéfices réalisés sur le continent africain.

Variant «Omicron»

L'Algérie «prête à faire face à la pandémie»

Le ministère de la Santé a lancé lundi en coordination avec l'Institut Pasteur-Algérie la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière qui s'étalera sur toute la période automne-hiver.

La directrice de la prévention au ministère de la Santé, Samia Hammadi a indiqué lors d'une conférence de presse au siège du ministère que les préparatifs pour cette campagne avaient été lancés à travers notamment «la mobilisation de 2 millions de doses de vaccin, qui peuvent atteindre 2,5 millions doses, si nécessaire». Le ministère avait donné des instructions la semaine écoulée à tous les directeurs du secteur à travers le pays afin de réceptionner les quotas réservés aux wilayas pour pouvoir lancer «effectivement» l'opération de vaccination, qui «se déroulera comme d'habitude au niveau des établissements de santé publi-

ques et hospitaliers, en plus des pharmacies privées agréées à administrer le vaccin contre le Coronavirus», a déclaré la même responsable.

Rappelant les catégories concernées par la vaccination contre la grippe saisonnière, la même responsable a cité «les personnes âgées, les personnes présentant une pathologie chronique et les femmes enceintes».

Elle a expliqué, dans ce sens, que la réception du vaccin anti-coronavirus et le vaccin contre la grippe saisonnière «ne présente aucun risque», selon les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les données scientifiques actuelles confirment la possibilité de recevoir «les deux vaccins le même jour, mais le vaccin contre la grippe ne protégera pas la personne du Coronavirus et vice versa», a-t-elle ajouté, soulignant dans le même contexte que la vaccination reste la «so-

lution la plus efficace» pour prévenir les complications de la grippe et du Coronavirus.

Mme Hammadi a rappelé «l'importance de respecter les mesures de prévention, notamment le lavage régulier des mains à l'eau et au savon, l'utilisation d'une solution hydro-alcoolique, le port du masque de protection, et la distanciation physique», expliquant que ces mesures sont les mêmes que celles recommandées pour prévenir le Covid-19.

Et de faire observer que «le respect, l'année dernière, du protocole sanitaire a donné lieu à un recul notable en termes de personnes infectées par la grippe saisonnière, dont les enfants», expliquant, par ailleurs, le «relâchement et le non respect des gestes barrières, cette année, a provoqué une re-crudescence des cas affectés par ce virus».

Lancée cette année sous le slogan «Vaccinez-

vous contre la grippe et la Covid-19», la vaccination est gratuite dans tous les établissements hospitaliers publics y compris les polycliniques, a-t-elle rappelé, relevant la possibilité de l'acquérir au niveau des officines, d'autant qu'il est remboursable par la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) pour les personnes assurées.

Par ailleurs, le directeur général des services sanitaires au ministère de la Santé, Lyes Rehal, a affirmé, au sujet du nouveau variant du coronavirus «Omicron» que l'Algérie demeurerait toujours «prête à faire face à la propagation de la pandémie, en témoigne le protocole sanitaire adopté aux frontières». L'Institut Pasteur est mobilisé pour dépister toute éventuelle contamination, selon M. Rehal qui insiste sur l'importance de se faire vacciner contre la grippe saisonnière et le Covid-19.

Lamamra à propos du Sahara occidental

Le Maroc ne peut imposer son point de vue

El-Houari Dilmi

A quatre mois du sommet arabe d'Alger, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, est revenu sur plusieurs questions liées à l'actualité internationale, dans un entretien accordé au journal panarabe, 'Al Qods Al Arabi' paraissant à Londres.

« Utiliser la carte du Sahara occidental pour renforcer le Maroc au détriment de l'Algérie n'est pas une lubie mais une vraie idée qui a toujours cours », a déclaré le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra. « Employer la carte du Sahara occidental comme un moyen de pression pensant que l'Algérie est occupée avec ses affaires intérieures, est une situation d'autant plus fausse que dangereuse, surtout que ces mêmes parties croient que l'ONU a cédé aux pressions des USA et de la France en s'alignant sur la position marocaine qui campe sur sa position de l'autonomie du Sahara occidental, un grave recul de l'organisation onusienne sur l'un de ses principes fondateurs, celui du droit à l'autodétermination comme stipulé par la résolution n°1514 de 1960 », a-t-il déclaré. « Le Maroc sait très bien qu'il est incapable d'imposer son point de vue tant qu'il existe une citadelle inexpugnable qui a pour nom l'Algérie, un pays qui soutient à fond le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, de même que le peuple palestinien, un principe immuable que l'Algérie n'est pas prête d'abandonner », a-t-il souligné. « L'Algérie a commencé à être visée quand tout le monde a pris conscience qu'il était impossible d'imposer la situation du fait accompli dans les territoires sahraouis occupés », a-t-il affirmé, ajoutant que l'Algérie « est consciente de son rôle historique en soutien aux peuples opprimés, en premier lieu le peuple palestinien », a-t-il soutenu. « Une paix raisonnable doit reposer sur le principe de la terre contre la paix et la création d'un Etat palesti-

nien avec Jérusalem-est comme capitale », a encore expliqué le chef de la diplomatie algérienne.

« L'Algérie est restée éloignée pendant plusieurs années de la scène arabe et internationale, notamment lors de la décennie noire, mais après le mouvement populaire « Hirak » et l'accession au pouvoir d'hommes qui tirent leur légitimité d'élections transparentes, le pays a été remis sur rail et retrouvé son influence sur les scènes régionale et internationale », a-t-il déclaré. « Or, les complots dirigés contre l'Algérie n'ont pas cessé pour autant, au point que l'Algérie se sent en confrontation directe avec Israël, un pays que nous avons déjà combattu aux côtés de nos frères arabes », a-t-il ajouté, non sans rappeler le récent accord militaire, sécuritaire et d'échange de renseignements entre l'Etat hébreu, désormais établi à nos frontières, et le royaume du Maroc, un pays voisin, frère et ami », a-t-il déclaré au journal 'Al Qods Al Arabi'.

Le ministre des Affaires étrangères a également indiqué que « la relation du Maroc avec Israël est en train de dessiner les contours d'un nouveau monde arabe », et d'ajouter : « si l'Algérie venait à être assiégée et sa sécurité interne déstabilisée, les normalisateurs et ceux qui attendent, sur le quai, le train de la normalisation, n'hésiteront pas à se débarrasser de l'obstacle qu'est l'Algérie, qui refuse la normalisation par principe », a-t-il soutenu. « L'Algérie fait face à un vieux complot, remontant à l'époque du président français Valéry Giscard d'Estaing et du secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger », a encore déclaré Lamamra, soulignant que « contrairement à ce qui s'est passé en 1975, qui visait le régime en place, ils visent maintenant l'Algérie en tant que nation, menacent son unité nationale, sa souveraineté, son indépendance nationale et intégrité territoriale ». « Les choses sont devenues plus dangereuses ; nous avons le sentiment qu'une guerre totale est menée contre notre pays mais nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de notre patrie », a-t-il conclu.

Lamamra au Forum sur la Coopération sino-africaine

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra prend part, à l'invitation de ses homologues chinois et sénégalais, aux travaux de la 8e session ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) à Dakar (Sénégal), prévue lundi et mardi, a indiqué un communiqué du ministère.

Les ministres participant à cette réunion placée sous le thème «Approfondir le partenariat sino-africain et promouvoir le développement durable Chine-Afrique dans la nouvelle ère», s'atteleront au suivi de la mise en œuvre des conclusions de la 3e session de ce forum tenue en septembre 2018 à Pékin. Il sera également procédé à l'évaluation de la coopération sino-africaine en matière de lutte contre la pandémie, en vue d'amortir son impact économi-

que et financier tout en œuvrant à la relance du développement en Afrique, précise la même source. Les ministres africains et leurs homologues chinois devront adopter un programme d'action et de coopération Afrique-Chine pour la période 2022-2024, outre un document portant les grandes orientations de la coopération sino-africaine à l'horizon 2035 qui constitue la feuille de route de coopération bilatérale à moyen et à long termes. En marge de cette réunion ministérielle, le chef de la diplomatie algérienne aura des rencontres bilatérales avec nombre de ses homologues africains, outre des consultations avec les hautes autorités de la République du Sénégal qui assurera, à partir du mois de février 2022, la présidence tournante de l'Union Africaine (UA), a conclu le communiqué.

Prévue le 7 décembre

Grève annoncée à la Santé

M. Aziza

La Coalition nationale des syndicats de santé (CNSS) regroupant huit syndicats autonomes a décidé de passer à l'action, en appelant à une journée de protestation le mardi 07 décembre à travers le territoire national. Les membres de la coalition dénoncent « une politique de deux poids deux mesures appliquée par la tutelle envers différents corps de la santé, en ignorant les préoccupations des professionnels représentés dans la CNSS ». Le président du Syndicat national des médecins généralistes (SNMG), Salah Laouar, a affirmé lors d'une conférence presse tenue hier par la coalition au siège du SNPSSP à Alger que « les professionnels représentés dans la CNSS se retrouvent étrangers dans leur propre ministère », soulignant que la coalition syndicale a déjà demandé une audience auprès du ministre pour expliquer les motifs du boycott des prochaines assises sur la santé, mais aussi pour faire des propositions, mais leur requête est restée sans réponse. Il précise que le recours à une journée de grève est décidé dans le but justement d'interpeller les pouvoirs publics sur l'urgence de prendre en charge les revendications des huit syndicats, membres de la coalition

UNE FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS DE LA SANTÉ

La CNSS a également annoncé la création de la fédération na-

tionale des syndicats de la santé, regroupant les huit syndicats et dont le dossier sera déposé prochainement auprès du ministère du Travail. Mohamed Yousfi, président du Syndicat des praticiens spécialistes de la santé publique, a affirmé que cette fédération reste ouverte à tous les syndicats du secteur de la santé.

Le Dr Yousfi a affirmé que la création de la fédération donnera du poids aux différents syndicats pour défendre les droits des professionnels de la santé et du secteur de la santé publique.

La fédération regroupe le Syndicat autonome des biologistes de la santé publique (SABSP), le Syndicat des infirmiers algériens (SIA), le Syndicat national autonome des auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation de santé publique (SNAAMARSP), le Syndicat national algérien des psychologues (SNAPSY), le Syndicat national autonome des sages-femmes algériennes de santé publique (SNAS-FASP), le Syndicat national des médecins généralistes de santé publique (SNMGSP), le Syndicat national des professeurs de l'enseignement paramédical (SNPEP) et le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP).



Hamid Dahmani

Pourquoi chez les autres, les vues panoramiques sont captivantes et font rêver les amoureux de la nature. Des coins sauvages qui font leur beauté et qui subliment les envoutants paysages. Des villes et des villages historiques qui font leur bonheur et le plaisir d'y vivre sereinement et de goûter à la belle vie. Des littoraux bien dessinés dans leurs tracés avec des plages et des falaises bien fournis et des forêts luxuriantes qui ombragent l'espace et qui apaisent l'esprit. Des lieux qui incitent à marcher et à profiter de ces environnements époustouflants tout en respirant son air à pleins poumons. De magnifiques décos végétaux toutverts, on dirait presque que c'est le paradis sur terre.

La vie sur cette planète a beaucoup d'autres facettes aussi attrayantes l'une que l'autre et qui font rêver les plus vivants de cette surprenante nature.

Les massifs forestiers regorgent de diverses espèces d'essences grâce aux écologistes qui veillent sur la nature. La faune et la flore sont

surveillées comme le lait sur le feu. À chacun sa vie et sa passion pour bien entretenir sa vie, sa santé. Les sentiers

du bonheur, il y en a beaucoup sur cette merveilleuse terre, et la joie se faufile gracieusement entre les esprits, tous les jours pour nous entraîner et nous faire découvrir le bon côté de la vie dans ces pays. Tout cela grâce à la mobilité des associations et des amoureux des sites et des paysages qui font la renommée des nations qui avancent.

L'Algérie aussi est un magnifique pays avec un territoire majestueux plein de secrets magnifiques où il serait bon vivre. Mais, comme on dit, il ne faut pas trop se leurrer face à tous ces atouts magnifiques qui demeurent abandonnés, menacés, et vantés seulement avec des paroles sans mesures efficaces pour les valoriser et les protéger du déprérissement. Les sites archéologiques, les sites touristiques, et tous les trésors qui relèvent de notre patrimoine, il faut les faire découvrir pour les vendre aux autres et leur donner le cachet touristique et économique qu'ils méritent.

Palestine**Tebboune appelle la communauté internationale à assumer ses responsabilités**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a appelé lundi la communauté internationale à assumer ses responsabilités historiques envers la violation par l'occupation sioniste de la légalité internationale et ses manœuvres visant à imposer la politique du statu quo, à se soustraire de ses engagements et à priver d'effet les conventions en vue de saper le projet d'éification de l'Etat palestinien souverain.

Dans une allocution à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, M. Tebboune a réitéré le soutien de l'Algérie à la lutte du peuple palestinien pour "le recouvrement de tous ses droits spoliés", le président de

la République a rappelé que le statut de la cause palestinienne au regard des crimes perpétrés par les forces d'occupation sioniste "interpellé la communauté internationale à consentir davantage d'efforts afin d'amener l'ONU, notamment son Conseil de sécurité, à honorer ses engagements en matière de défense du droit et de l'ordre internationaux, à œuvrer à demander des comptes à l'occupation sioniste sur les dépassements et les violations commises contre le peuple palestinien et à assurer la protection internationale pour ce peuple".

Accords Rabat - Tel Aviv Des milliers de Marocains dénoncent la normalisation

Si à Al Khalil occupé, les Palestiniens ont affronté dimanche les forces militaires de l'entité sioniste pour s'insurger contre l'incursion du président israélien dans Al Haram Al Ibrahim, hier, lundi, ils étaient des milliers de Marocains à dénoncer la normalisation du royaume de Mohamed VI avec l'entité sioniste.

R. N.

Le Front marocain pour le soutien à la Palestine a, en effet, appelé hier à un sit-in dans pas moins de 27 villes du royaume pour déjuger la décision de leurs gouvernements d'avoir non seulement normalisé leurs relations avec Israël mais aussi d'avoir conclu avec lui des accords militaires et sécuritaires qui risquent de plonger leur pays ainsi que toute la région dans le chaos. L'appel a coïncidé avec la célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien correspondant au 29 novembre de chaque année. «27 villes dont Casablanca, El Jadida, Tétouan (Nord) et Agadir (Centre), ont annoncé leur adhésion à l'appel du Front», ont noté les organisateurs du sit-in dans le communiqué qu'ils ont rendu public dimanche.

Le Front a souligné que «plusieurs sit-in et formes de protestation et de lutte seront organisés, sous le slogan «la lutte continue contre la normalisation et en soutien au peuple palestinien». Il a tenu à préciser que ce mouvement a été déclenché en faveur de «la lutte du Front marocain pour l'instauration de l'Etat palestinien sur tout le territoire palestinien avec comme capitale Al Qods».

Mouvement qui se veut, selon lui, «une expression populaire de rejet de la normalisation avec l'entité sioniste inique, et une demande de l'annulation de la normalisation et l'abrogation de tous les accords y afférents».

Il est important de noter que ce n'est pas la première fois que les Marocains se soulèvent contre leurs gouvernements pour condamner leurs actions officialisant leur rapprochement et leur collaboration avec les sionistes. Il est clair que la visite, du 23 au 25 novembre dernier, du ministre israélien de la Défense à Rabat, a poussé les Marocains dans les rues pour crier leur colère contre la venue «d'un criminel de guerre». Ils étaient nombreux à lancer «on refuse la normalisation ! C'est une honte».

«LA NORMALISATION EST UNE TRAHISON !»

Durant son séjour, le sioniste Benny Gantz a signé deux importants accords avec les responsables marocains, le premier dans le domaine de la défense et le second pour l'acquisition par le Maroc d'armes israéliennes. L'instance marocaine de soutien aux causes de la Oumma a affirmé dans un communiqué, que la visite du ministre sioniste de la Défense est «un acte aux préjudices incomensurables, et la suite du feuilleton humiliant de normalisation avec l'entité sioniste abjecte».

Mercredi dernier, premier jour de la visite du ministre israélien de la Défense, les autorités sécuritaires marocaines sont intervenues à Rabat pour réprimer un sit-in de protestation devant le Parlement contre cette visite d'un responsable sioniste. Plusieurs militants activant sur les réseaux sociaux au Maroc se sont révolté en lançant le hashtag «Non à la réception du terrorisme sioniste».

Il est noté que le hashtag «la normalisation est une trahison» a été classé, pendant deux jours consécutifs, les 23 et 24 novembre, premier sur les réseaux sociaux au Maroc. A Tétouan,

Tanger, Fes et autres contrées marocaines, les manifestants scandaient avec force «Ya sahyoun tlaa bara El Moughrib arth hora (Sioniste va t'en, le Maroc est une terre libre)» ; «Ya sahyoun ya manououl, Palestine fi el ouyoune (Sioniste maudit, la Palestine est dans nos yeux)» ; «Palestine amana oua tatbii khiana»...

Dans un communiqué qu'il a rendu public vendredi dernier à partir de Ramallah, le Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a condamné vivement la conclusion des accords de défense et sécuritaire entre le Maroc et Israël. «Nous avons espéré que le royaume du Maroc qui préside le Comité El Qods, ne franchit pas ce pas dangereux à l'ombre de ce que commet Israël comme exactions racistes contre le peuple palestinien, de son déni de tous les accords de paix tout autant que son refus des négociations, de la solution de deux Etats, sa politique du fait accompli sur la terre et ce par sa construction continue de colonies juives, l'exclusion des Palestiniens d'El Qods occupée, l'intégration progressive des terres palestiniennes à Israël et ses atteintes au caractère arabe et musulman d'El Qods et à sa sacrilité», lit-on dans le communiqué.

L'APPEL DE L'OLP AU MAROC

L'OLP a souligné que «ces accords (entre le Maroc et Israël ndlr) sortent du cadre consacré par les sommets arabes et le consensus arabe ainsi que l'initiative arabe pour la paix, menacent la sécurité nationale dans le monde arabe tout autant que les intérêts de la nation arabe». Par la voix de son comité exécutif, l'Organisation palestinienne appelle le Maroc à annuler ces accords en soutenant que «toute décision arabe qui sort du cadre de l'initiative arabe pour la paix - qui stipule que la normalisation ne peut intervenir qu'après la fin de la colonisation israélienne des territoires palestiniens et arabes- est rejetée parce qu'elle constitue un encouragement à la colonisation».

Pendant que des milliers de Marocains s'indignaient contre les décisions de leurs gouvernements en faveur de l'entité sioniste, de violents affrontements opposaient les Palestiniens d'Al Khalil (30 km au sud d'El Qods) aux forces militaires sionistes qui s'étaient déployées tout autour de la mosquée de Brahim El Khalil pour protéger le président israélien, Ishak Hurzog qui avait décidé de faire incursion à l'intérieur d'El Haram Al Ibrahim. L'arrivée de ce responsable israélien jusqu'au niveau du Minbar Salah Eddine El Ayoubi pour allumer un cierge a provoqué la colère des khalayla. «Al Khalil aarabia, yaskot al ihtilal», scandaient-ils à la face des militaires sionistes.

Contacté par nos soins pour réagir à ce qui se passe dans la région et à propos de la Cause palestinienne, l'ancien ambassadeur au Caire qui était en même temps le représentant permanent de l'Algérie auprès de la Ligue des Etats arabes, Nadir Larbaoui, s'est interrogé en premier, «dans ce monde arabe en ébullition, la Cause palestinienne se trouve-t-elle toujours et encore pour les pays arabes au rang des priorités afin que l'on puisse déterminer les positions de certains

pays dans l'équation, ou plutôt les équations régionales et internationales ?». Nommé récemment représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, à la faveur du dernier mouvement diplomatique, Larbaoui estime en réponse à sa question que «ces pays, le Maroc notamment s'est transformé en outil fonctionnel au service des intérêts sionistes».

«C'EST DIRE L'ŒUVRE GIGANTESQUE DE RECONSTRUCTION DE L'UNITÉ ARABE»

L'ambassadeur algérien tient à rappeler que «c'est dans ce contexte que fut rejeté par la Ligue arabe, le projet de résolution soumis par la Palestine apportant à la condamnation des accords de normalisation de certains pays arabes avec l'entité sioniste». Et, note-il, «comble de la dérision et du ridicule, la ligue continue dans ses résolutions et depuis des années, à rendre un vibrant hommage au Roi du Maroc pour son rôle jugé positif à la tête du Comité Al Qods, alors que tout le monde sait que le souverain marocain oppose depuis 2014, un veto à toute réunion de ce Comité, pendant que la ville occupée d'El Qods est soumise aux violations israéliennes les plus odieuses et à un processus systématique de judaïsation, ceci, sans que le Maroc, président en exercice du comité, ne bouge le petit doigt».

Nadir Larbaoui relève ainsi qu'«au contraire, le Maroc récompense son allié israélien par la normalisation et la conclusion d'accords de coopération qui menacent non seulement la sécurité de la région, mais également la sécurité collective arabe ou ce qu'il en reste, telle que prévue par la Charte de la Ligue». Il fait savoir «pour l'histoire, (que) l'ambassadeur de Palestine à Rabat fut même déclaré à l'époque, persona non grata, pour avoir simplement osé dans une déclaration à la presse, inviter le Maroc à réunir ledit Comité». Le nouveau représentant permanent de l'Algérie auprès des nations unies affirme alors que «le monde arabe vit actuellement l'étape la plus sombre et incertaine de son histoire». Et en conclut qu'«une lecture objective et une analyse lucide des évolutions géopolitiques dans le monde arabe, nous conduit à nous interroger sur le devenir de ce monde dont la sécurité collective menacée, soulève désormais de nombreuses questions à la lumière des nouveaux changements dans la région, particulièrement la série de normalisation des relations de certains pays arabes avec Israël». Larbaoui est convaincu qu'à l'évidence, un nouveau système arabe tarde à émerger mais dont on voit se profiler les éléments constitutifs avec une double obsession qui a pour effet de structurer désormais les nouvelles stratégies d'alliance». Il s'agit, dit-il, «de l'obsession iranienne et celle de l'islamisme politique représenté par le mouvement des Frères musulmans avec les signes d'une nouvelle géopolitique arabe après l'établissement des relations diplomatiques de certains pays arabes avec Israël». Et déclare en dernier, «c'est dire, l'œuvre gigantesque de reconstruction de l'unité et de la solidarité arabe que doit relever notre pays à l'occasion du prochain Sommet arabe prévu à Alger, au cours du mois de mars prochain».

Corruption Sellal acquitté, un ex-directeur de cabinet condamné à 3 ans de prison

Le Pôle pénal spécialisé dans la lutte contre le crime financier et économique du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, lundi, l'ancien directeur de Cabinet du Premier ministre, Mustapha Karim Rahiel, à 3 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA, tandis que l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal a été acquitté, dans des affaires liées à la corruption dans la wilaya de Bejaïa.

Dans le cadre de la même affaire, l'homme d'affaires Laâlaoui Mahmoud a écopé de (2) ans de prison ferme assortis d'une amende de 100.000 DA, tandis que l'ancien wali de Bejaïa, Ouled Salah Zitouni et de l'ancien Secrétaire général de la wilaya, Idir Brahim, ainsi que de l'homme d'affaires Laâlaoui Mahmoud.

L'ancien Premier ministre et son directeur de cabinet sont poursuivis dans des affaires de corruption dans la wilaya de Bejaïa, notamment pour «abus de fonction et octroi d'indus avantages».

Procès en appel de Tahkout Un durcissement des peines requis

Le procureur général de la Cour d'Alger a requis, dimanche, le durcissement des peines contre les principaux accusés dans l'affaire de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, en tête desquels les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal.

Ces accusés sont poursuivis pour détournement de fonds publics, octroi d'indus avantages et passation de marchés en violation de la loi en vigueur.

Le procureur général a requis le durcissement des peines contre les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal et les anciens ministres de l'Industrie et des Transports, respectivement Youcef Yousfi et Amar Ghoul, ainsi que l'homme d'affaires Tahkout Mahieddine, son fils Bilal et ses frères Nacer, Rachid et Hamid.

Une peine de cinq ans de prison ferme assortie d'une amende de deux millions de dinars a été requise contre les accusés acquittés des chefs

d'inculpation de détournement de fonds publics et octroi de priviléges à autrui.

A rappeler que cette affaire a été ré-enrôlée à la Cour, après que la Cour suprême ait rejeté, en mai dernier, tous les pourvois en cassation introduits par les accusés et accepté celui du parquet général concernant les peines prononcées le 18 novembre 2020 par la Cour d'Alger à l'encontre de certains accusés.

Les pourvois en cassation introduits par les parties civiles et l'agent judiciaire du Trésor public ont été acceptés en la forme et au fond.

La Cour d'Alger avait condamné l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout à quatorze (14) ans de prison ferme et les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal à une peine de cinq (5) ans de prison ferme. Les anciens ministres Youcef Yousfi et Amar Ghoul ont écopé de dix-huit (18) mois de prison avec sursis et l'ancien ministre Abdelghani Zaâlane a été acquitté.

Les procès de l'ex-ministre Hattab et un ex-wali de Djelfa reportés

Le Pôle pénal spécialisé dans la lutte contre le crime financier et économique du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté, lundi, le procès de l'ancien ministre de la Jeunesse et des sports, Mohamed Hattab au 8 décembre prochain.

Ce procès a été reporté trois (03) fois, en raison de l'absence de la défense qui boycotte l'action judiciaire du 29 novembre au 02 décembre, en contestation contre le système fiscal appliqué dans la loi des finances (LF) 2022, adoptée récemment par les deux chambres du parlement.

Mohamed Hattab est poursuivi pour «dilapidation de deniers publics, abus de fonction et octroi d'indus avantages» lorsqu'il qu'il était wali

de Mostaganem. Par ailleurs, le Pôle pénal spécialisé dans les crimes financiers et économiques du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a décidé, lundi, de reporter au 6 décembre prochain, le procès de l'ancien wali de Djelfa, Hamana Guenfaf et ses coaccusés poursuivis dans des affaires liées à la corruption.

La décision de report est intervenue après que tous les accusés aient réclamé la présence de leur défense.

Les avocats étaient absents à cette séance en raison de leur boycott de l'action judiciaire du 29 novembre au 02 décembre pour dénoncer le système fiscal appliqué dans la loi de finances (LF) 2022 adoptée récemment par les deux chambres du parlement.

Epidémie

Réunion des ministres du G7 face au nouveau variant Omicron

Les ministres de la Santé du G7 se Réunissent depuis hier en urgence à Londres lundi face à l'inquiétude suscitée par le nouveau variant Omicron du coronavirus, qui continue à se propager à travers le monde malgré les fermetures de frontières.



Les ministres de la Santé de la France, des Etats-Unis, du Canada, d'Allemagne, d'Italie, du Japon et du Royaume-Uni se retrouvent «pour discuter de l'évolution de la situation sur Omicron», lors d'une «réunion d'urgence», a annoncé Londres, à la tête de la présidence tournante du G7.

Cette décision intervient alors que des cas liés à la nouvelle souche ont été détectés à travers les pays du G7, du Canada à l'Italie, en passant par la Grande-Bretagne et l'Allemagne. En France, la détection du variant Omicron est «très probablement une question d'heures», a estimé dimanche le ministre de la

Santé Olivier Véran. Alors que la pandémie a déjà fauché plus de cinq millions de vies dans le monde depuis fin 2019, l'arrivée du variant Omicron a été jugée «préoccupante» par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Pour autant, l'OMS plaide pour un maintien de l'ouverture des frontières,

alors que l'Afrique du Sud, où a été détecté le nouveau variant, et plusieurs autres pays, se voient fermer de nombreuses frontières. Se jugeant déjà «punie» pour avoir révélé l'existence du variant, l'Afrique du Sud a demandé la levée «immédiate et urgente» des restrictions de voyage. Le Malawi a dénoncé quant à lui des restrictions de voyage relevant de «l'afrophobie».

PREMIÈRE IMAGE D'OMICRON

Le prestigieux hôpital Bambino Gesù de Rome a publié une première «image» du nouveau variant, qui montre qu'il présente beaucoup plus de mutations que le variant Delta actuellement dominant. «D'autres études nous diront si cette adaptation est neutre, moins dangereuse ou plus dangereuse», ont précisé les chercheurs.

Les cas se sont en tout cas multipliés, notamment en Europe. Aux Pays-Bas, les autorités sanitaires ont annoncé que 13 passagers arrivés d'Afrique du Sud vendredi à Amsterdam étaient porteurs du variant. Un couple faisant partie du groupe a été arrêté dans un avion qui s'apprétait à décoller vers l'Espagne, après avoir fui l'hôtel où ils étaient confinés. Le couple, composé d'un Espagnol de 30 ans et d'une Portugaise de 28 ans, a été placé en quarantaine et risque des poursuites pour «atteinte à la sécurité publique».

Le nouveau variant B.1.1.529 représente un risque «élevé à très élevé» pour l'Europe, selon l'agence de santé de l'Union européenne. Avant même son apparition, le continent affrontait une flambée épidé-

mique liée au variant Delta, avec le rétablissement de restrictions sanitaires pas toujours bien acceptées comme aux Pays-Bas, dans les Antilles françaises ou en Suisse. Ce pays a néanmoins largement validé dimanche un pass Covid.

En Autriche, des dizaines de milliers de personnes ont quant à elles défilé ce week-end contre l'obligation vaccinale. Selon l'OMS, les données préliminaires suggèrent que le variant Omicron présente «un risque accru de réinfection». Jamais un variant n'avait provoqué autant d'inquiétude dans le monde depuis l'émergence de Delta, déjà très contagieux.

«COURSE CONTRE LA MONTRE»

Aux Etats-Unis, qui venaient de se rouvrir au monde début novembre, les frontières seront fermées à partir de lundi aux voyageurs venant de huit pays d'Afrique australe. Du côté des fabricants de vaccins, AstraZeneca comme Pfizer/BioNTech, Moderna et Novavax se sont déclarés confiants dans leur capacité à combattre la souche Omicron.

Il faudra «plusieurs semaines» pour comprendre le niveau de transmissibilité et de virulence du nouveau variant, a souligné vendredi l'OMS. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a estimé à «deux à trois semaines» le délai nécessaire aux laboratoires pour déterminer s'ils doivent adapter leur vaccin, appelant dimanche à redoubler de précautions sanitaires pour «gagner du temps» durant cette «course contre la montre».

Nucléaire

L'Iran se dit «fermement déterminé» à parvenir à un accord à Vienne

L'Iran est «fermement déterminé» à parvenir à un accord avec la communauté internationale sur le dossier nucléaire, lors des pourparlers qui reprennent lundi à Vienne, a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères. «La délégation de la République islamique d'Iran est à Vienne avec la ferme détermination de parvenir à un accord et envisage des pourparlers fructueux», a déclaré à la presse Saïd Khatibzadeh. «Le gouvernement a montré sa volonté et son sérieux en envoyant une équipe de qualité connue de tous. Si l'autre côté montre la même volonté, nous serons sur la bonne voie pour parvenir à un accord», a-t-il ajouté.

Selon des médias iraniens, la délégation iranienne conduite par le vice-ministre des Affaires étrangères Ali Bagheri, a été fortement étoffée pour ce nouveau round de négociations. «Si les Etats-Unis viennent à Vienne avec la détermination de sortir de l'impasse et de surmonter les problèmes sur lesquels nous n'étions pas d'accord lors des rounds précédents, la voie du dialogue sera certainement plus facile», a souligné le porte-parole. Suspensions depuis juin, les négociations sur le nucléaire iranien doivent reprendre entre Téhéran et les pays encore parties à l'accord conclu en 2015 soit l'Allemagne, la Chine, la France, le Royaume-Uni et la Russie.

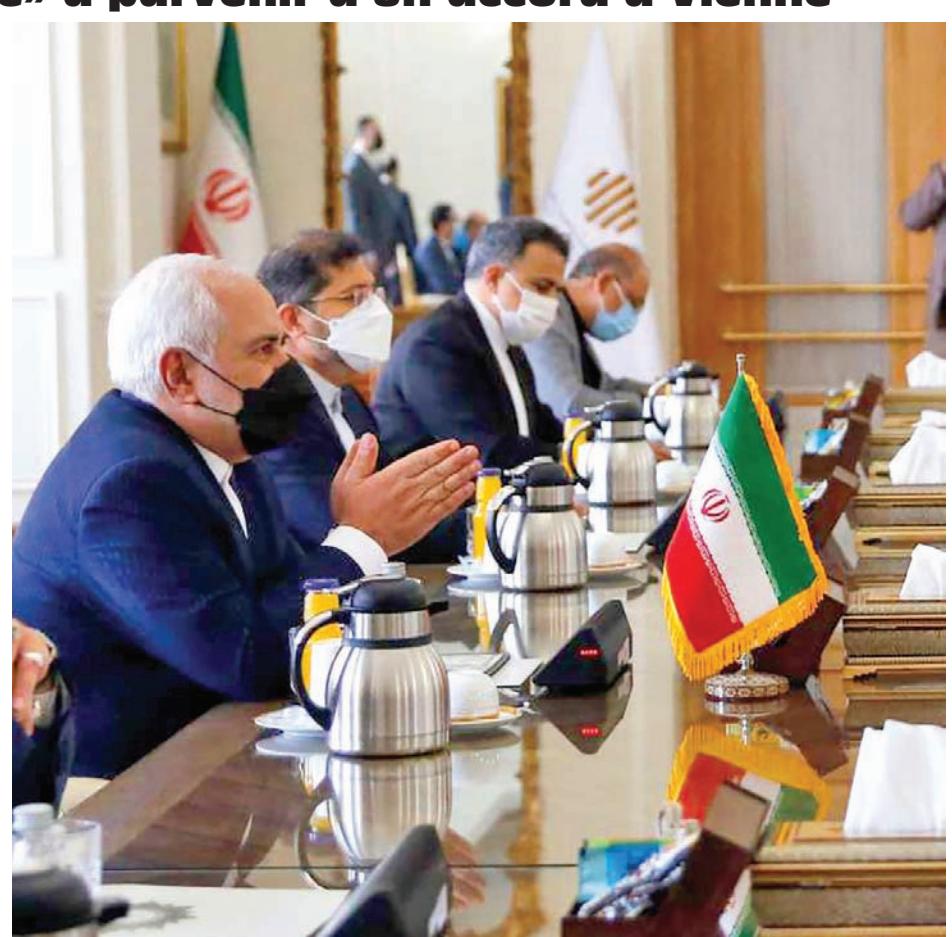
Les Etats-Unis, qui ont quitté le pacte en 2018 sous la présidence de Donald Trump, doivent participer de manière indirecte aux discussions. L'accord de Vienne, connu sous son acronyme anglais JCPOA, offrait à Téhéran la levée d'une partie des sanctions étouffant son économie en échange d'une réduction drastique de son program-

me nucléaire, placé sous un strict contrôle de l'ONU. Revenant toutefois sur la méfiance de son pays vis-à-vis des Etats-Unis, M. Khatibzadeh a insisté: «Nous recherchons une vérification pratique de la mise en œuvre des engagements américains dans le cadre de l'accord nucléaire. C'est un de nos axes principaux de la poursuite des pourparlers». Le porte-parole a dit espérer «arriver à un accord le plus tôt possible afin de lever les sanctions».

«JOUR ET NUIT»

En se retirant de l'accord en 2018, les Etats-Unis ont réintroduit des sanctions contre Téhéran, l'accusant de toujours chercher à se doter de l'arme atomique sous couvert de programme nucléaire civil. Téhéran, qui dément ces intentions, a en retour progressivement abandonné ses engagements. Interrogé sur la récente visite à Téhéran de Rafael Grossi, chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Khatibzadeh a répondu: «De bonnes conversations ont eu lieu à différents niveaux. Ces pourparlers sont restés inachevés car nous ne sommes pas parvenus à un accord sur certains mots et concepts importants pour les deux parties, mais les termes de l'accord ont été presque finalisés».

«La délégation de la République islamique d'Iran aura des réunions avec l'Agence (AIEA) dans les prochains jours concernant la finalisation du texte. Les relations entre les deux parties se poursuivront à différents niveaux», a-t-il précisé. Le porte-parole a par ailleurs critiqué la ministre britannique des Affaires étrangères pour l'ar-



ticle qu'elle a cosigné dans le quotidien Telegraph avec son homologue israélien Yair Lapid, la veille de la reprise des négociations, et affirmant qu'ils «travailleront jour et nuit pour empêcher le régime iranien d'avoir un jour l'arme nucléaire». «Vous constaterez qu'au moins certains

pays européens ne viennent pas à Vienne avec la volonté nécessaire de lever les sanctions. Cela montre que non seulement certains de ces pays ne sont pas sérieux, mais qu'ils veulent prolonger les pourparlers et retarder la levée des sanctions», a affirmé M. Khatibzadeh en allusion à cet article.

Israël – Maroc, les non-dits d'une liaison

Que le régime marocain excelle dans la politique de rapprochement avec l'entité sioniste au point de recevoir sur son territoire celui qui incarne l'un des symboles majeurs de la répression du peuple palestinien et de la profanation d'El Aqsa, cela relève, certes, de ses choix souverains comme continuent de nous le rappeler avec insistance ces observateurs qui oublient de nous dire que ces liens entre le Maroc et Israël remonteraient déjà à la création de cette entité en 1948.



Par Salim Metref

Il s'agit en réalité d'une liaison très ancienne et il serait opportun de noter, dans ce contexte, que la communauté juive marocaine qui œuvre, sans relâche, pour le rapprochement avec son pays d'origine a été la plus nombreuse à s'installer dans cette entité dès sa création, contrairement par exemple aux juifs algériens qui ont préféré, pour certains rester en Algérie par ce qu'ils y vivaient en paix, loin de l'antisémitisme congénital de l'Europe où pour d'autres d'émigrer plutôt en France et aux Etats-Unis quitte à subir plus tard en Israël un véritable procès en bonne et due forme pour manque d'enthousiasme à l'égard de cette entité nouvellement créée.

Si chaque régime politique est libre de s'émanciper ou pas, de toute obligation y compris morale à l'égard de toute cause juste dans le monde et notamment de celle qui a toujours fait consensus au sein de la communauté musulmane, celle d'un peuple dépossédé de sa terre, de ses biens et condamné à l'errance et à l'exil, depuis 1948, le rapprochement Tel-Aviv–Rabat constitue-t-il, pour autant, un axe véritablement construit au sens géopolitique du terme puisque ce dernier est censé désigner l'alliance scellée entre deux ou plusieurs pays, d'égale envergure, autour d'objectifs géostratégiques communs ?

Cet accord, discrètement soutenu par la France et les Etats-Unis, est-il véritablement porteur de dividendes pour le Maroc et surtout pour le peuple marocain ou constitue-t-il simplement une véritable reddition avec armes et bagages d'un régime qui aurait pu faire autrement ?

Ces questionnements méritent d'être élucidés en les étaignant sur certains éléments d'analyse qui bien qu'occultés par l'analyse convenue des grands médias occidentaux restent néanmoins réels et pertinents.

Le Maroc n'a pas le même format de puissance que celui supposé de son nouvel allié et ce mariage sans consentement mutuel puisque le peuple marocain semble ne pas avoir été consulté ressemble à une verticale mise sous tutelle de ce royaume qui aurait pu devenir l'allié de l'Algérie puisque les éléments de communauté de destins semblent avoir tout de même, toujours existés. Mais fallait-il aussi qu'ils soient perçus par tous, loin de toute propension congénitale, à la trahison et à la compromission ?

L'accord signé avec le Maroc semble ainsi plutôt destiné à protéger le régime marocain et à assurer la pérennité du caractère monarchique de ce régime.

Cette protection se fera certainement pour contrer les convulsions de la société marocaine et de veiller, d'anticiper et de mater toute volonté d'émancipation des élites marocaines y compris militaires. Et le régime sioniste qui a soutenu de nombreuses dictatures dans le monde notamment en Amérique latine excelle en la matière. Il s'agit donc, en premier lieu, de protéger le régime marocain contre le peuple marocain lui-même. L'entité sioniste fera également et par la même occasion main-basse sur toute l'économie marocaine et essaiera de s'accaparer en dépit des résolutions internationales, les richesses du Sahara occidental qui rappelons-le appartiennent au peuple sahraoui.

L'expertise en termes de renseignement, d'anticipation, de répression et d'assassinats ciblés notamment par l'utilisation de drones déjà validée à l'égard du peuple palestinien et de certains dirigeants de la résistance palestinienne, sera consolidée dans les territoires sahraouis pour y installer la supposée stabilité durable nécessaire à la sécurité des investissements et la formation en la matière sera donc certainement l'une des pièces maîtresses de ce rapprochement. En donnant par cet accord à l'entité sioniste une vitrine

et une exposition dont elle ne rêvait même pas, le régime marocain participe à la validation et à la normalisation du projet sioniste de liquidation de la question palestinienne qui demeurera pourtant toujours la clé de voûte de tout l'édifice des relations internationales et ce, tant qu'il restera encore sur terre une once d'honneur et de dignité. Et ce soutien apporté par le Maroc se fait au moment où l'entité sioniste continue de subir non seulement les assauts de la résistance islamique palestinienne incarnée par le Hamas et le Djihad islamique palestinien, de vivre encore les traumatismes induits par la défaite infligée par le Hezbollah libanais mais de souffrir aussi d'un véritable isolement sur le plan international.

L'accord israélo-marocain bouleversera-t-il pour autant les rapports de force dans la région comme le prétendent certains observateurs et autres éperviers du néocolonialisme où comme le souhaitent ceux qui l'ont pensé et qui en réalité piaffent surtout d'impatience de voir s'effondrer la puissante Algérie ? Pas si sûr ! Et chacun a le droit de rêver comme il l'entend. Les choses sont pourtant simples. Cet accord est un véritable coup d'épée dans l'eau. Pire, un coup de bluff destiné à impressionner le voisinage du Maroc. Israël dont l'armée n'est plus ce qu'elle était n'est pas au mieux de sa forme. L'entité sioniste se doit de composer désormais avec plusieurs turbulences en même temps. Internes avec notamment une société qui n'est plus aussi soudée et solidaire qu'on veut bien nous le faire croire et externes avec une multitude de foyers de tensions qui peuvent à tout moment s'embalier et se transformer en véritables enfers. Il s'agit en réalité d'un coup de semonce pour espérer faire pression à la veille d'un sommet arabe qui aura lieu en Algérie. Ce sommet sera déterminant pour la Cause palestinienne puisqu'il se veut dès à présent rassembleur et un soutien sans concession à la résistance du peuple palestinien.

Arrimer le monde arabe à l'axe de la résistance contre celui des apôtres de la reddition sans aucune contrepartie. Il n'est pas exclu, dans ce contexte, qu'une opération militaire israélo-marocaine conjointe contre l'Algérie soit pensée et concrétisée à la veille de ce sommet pour affaiblir la résonance de cet événement et infléchir ses décisions. Les enjeux économiques ne seront pas absents de cet accord. L'entité sioniste espérait toujours pourvoir inonder l'Afrique de ses produits et empêcher l'Algérie de pénétrer de sa puissance cet immense marché qui lui est acquis grâce à son légendaire soutien et son aide généreuse octroyés à toutes les causes justes de ce continent.

L'avenir risque cependant de réservé des surprises. La supposée quête assidue par Alger d'alliés pour faire face à ce supposé axe Tel-Aviv/ Rabat n'existe en réalité que dans l'esprit de ceux qui la prêchent. L'Algérie dispose de sa propre puissance et connaît aussi ses alliés qui ne comptent pas parmi ceux qui combattent l'Islam et rêvent d'anéantir la Cause palestinienne.

La détermination de l'Algérie à contrer et à éliminer toute tentation hostile à son égard ne vaut surtout que par la détermination de son peuple à relever et gagner tous les défis et qui elle, en l'occurrence, reste toujours intacte et sans égal. Ce qui fait vaincre c'est l'effet de surprise et dans les grands engagements à venir, il ne faut surtout pas révéler tous ses atouts. Nous ne le répéterons jamais assez. Ceux qui veulent normaliser leurs relations avec Israël sans aucune contrepartie pour le peuple palestinien découvriront un jour qu'ils auront été les véritables dindons de la farce et pourront méditer un jour cette terrible phrase du criminel Ariel Sharon qu'il serait peut-être opportun de leur rappeler s'il faut négocier un jour, je le ferai avec les durs, avec le Hamas et le Djihad Islamique, car seuls ces derniers ont une parole et honoreront leurs engagements !

Pandémie de la gouvernance par la terreur policière

«Les officiants de l'appareil répressif ont toujours eu le sens de l'ordre avant celui de la légalité, le sens de l'État avant le souci du citoyen.»

Philippe Boucher

Khider Mesloub

1re partie

De puis quelques années, à la faveur de l'entrée du capitalisme dans sa phase de crise économique et sociale systématique, subseq̄ument accompagnée de soulèvements populaires déferlant partout dans le monde, l'unique réponse apportée par les gouvernants aux manifestants revendiquant leur droit de vivre dignement est la répression.

Sans conteste, dans tous les pays en proie aux révoltes sociales, l'État ne cesse de muscler son bras armé, affirmer sa puissance, affermir son autorité, manifester sa force écrasante, dresser des remparts de plexiglas pour défendre l'ordre établi. Aux multiples revendications socioéconomiques ou politiques des manifestants, les gouvernants répondent, avec toujours plus de férocité, par la répression. Quand la répression policière ne suffit pas à tempérer les ardeurs revendicatives des populations en lutte, l'État déploie l'armée pour procéder à la pacification du pays, parfois par l'usage de balles réelles contre les civils, comme au Soudan, au Chili ou l'Irak. Y compris en Europe «démocratique» où l'utilisation de balles réelles vient d'être inaugurée par les Pays-Bas.

En effet, lors de la énième répression ultra-violente d'une manifestation anti-restrictions sanitaires, la police néerlandaise a ouvert le feu à balles réelles sur des protestataires, faisant sept blessés dont trois graves. Ce dérapage répressif aux Pays-Bas, qui plus est membre de l'Union européenne, où des forces de l'ordre ont tiré à balles réelles sur des manifestants, marque un point de basculement dans l'histoire contemporaine en fait de gouvernance par la terreur. Cela rappelle l'écrasement de la grève générale de Berlin en janvier 1919 par les milices paramilitaires Corps Francs, dépeçées par le ministre social-démocrate Gustav Nosk, père putatif d'Adolf Hitler en matière de répression meurtrière. Cette répression sanglante, perpétrée par un gouvernement social-démocrate dirigé par Friedrich Ebert, contre le mouvement ouvrier allemand constitue la préfiguration du durcissement autoritaire de l'Etat allemand et de l'avènement du nazisme.

Effectivement, après l'écrasement de l'insurrection de janvier 1919 par les milices d'extrême-droite mobilisées par le gouvernement social-démocrate - on observe aujourd'hui le même phénomène d'extrême-droiteisation de la classe politique «démocratique» européenne, au plan politique, objectivé par un racisme décomplexé, et bientôt militaire, matérialisé par les affrontements armés en préparation -, une vague de répression s'abattra sur l'ensemble du mouvement révolutionnaire, symbolisée par l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, suivie de l'étouffement de la démocratie et de l'anéantissement total de tout projet d'émancipation social, tous deux pénalement criminalisés - encore des similitudes avec notre époque marquée par la criminalisation du militantisme politique et de l'action revendicative partout mise sous cloche répressive.



À notre époque, dans la majorité des pays, les répressions policières prennent des formes de plus en plus brutales. Qui plus est, les forces de l'ordre usent de moyens coercitifs et répressifs hautement sophistiqués. De fait, la police s'appuie sur un armement toujours plus impressionnant et technologique pour défendre l'ordre établi. Outre l'exhibition effrayante d'un redoutable équipement répressif à la technologie militaire meurtrière effroyablement développée (symbolisée par l'armature robocop), l'État n'hésite pas à déployer des milliers de policiers lors d'une simple manifestation pacifique. Manière épouvantable d'intimider et de terroriser les manifestants. Outre l'usage de balles réelles, à l'instar des policiers néerlandais qui n'ont pas hésité à ouvrir le feu sur des manifestants, désormais les Etats mobilisent des forces spéciales antiterroristes pour neutraliser de simples contestations sociales, comme le gouvernement Macron vient de l'illustrer avec l'envoi du GIGN et du Raid en Guadeloupe, c'est-à-dire des forces armées qui interviennent ordinairement dans des situations de terrorisme et de guerre.

La militarisation des fonctions policières, autrement dit l'application des techniques d'entraînement et d'intervention répressive militarisées, induit inéluctablement une logique de violence. Il existe une corrélation entre l'introduction de la force paramilitaire comme technique de maintien de l'ordre, notamment par l'adoption d'équipements militaires (casques, boucliers, gonnillères, armes létale, etc.) et l'augmentation du degré de violence employée dans les opérations de maintien de l'ordre. Les forces de

police militarisées, matérialisées par leur déploiement inégalé de techniques et d'équipements militaires, induisent une véritable logique de guerre. En France, lors du mouvement des Gilets jaunes, à chacune des manifestations organisées le samedi, on dénombrait des dizaines de blessés graves causés par la répression policière (au total on déploie plus de 4000 blessés). Des centaines de manifestants furent éborgnés ou estropiés par les tirs des flash-ball et de grenades de désencerclement. Plus d'une dizaine de personnes furent tuées. Contre les manifestants, la police utilisait régulièrement des armes de guerre (les sinistres LBD). À chaque manifestation des Gilets jaunes, les forces répressives visaient leurs réserves de gaz lacrymogène et de grenades, preuve de l'acharnement de ces forces de l'ordre à charger et à mater violemment les manifestants. En outre, les charges sans sommation, les tirs de balles en caoutchouc et de grenades se multiplient notablement.

LA DISTINCTION ENTRE POLICE ET ARMÉE TEND À S'AMENUISER

Une chose est sûre : cette barbarie policière n'est nullement contingente mais structurelle, systématique. Elle reflète la banalisation des répressions policières, sources d'accroissement des tensions entre les « citoyens » excédés et l'État discredité. Comme l'avait écrit Lénine : « l'État, c'est l'organisation de la violence destinée à mater une certaine classe », en l'espèce le prolétariat. Particulièrement vrai en période de crise économique et sociale où l'État dévoile sa hideuse figure répressive. À cet égard, il est utile de relever que, pour les États, en particulier les puissances impérialistes, la gestion du maintien de l'ordre à l'intérieur de leur espace public, avec comme dessein l'opération de contention des foules et de neutralisation d'éléments turbulents des classes populaires, s'inscrit dans le même esprit

que leurs interventions militaires à l'extérieur des frontières. C'est la même logique dominatrice et répressive qui est à l'œuvre. En effet, les gouvernants ont objectivé le concept de guerre permanente et globale à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Pour les puissants périls de cynisme, lancer des LBD ou des grenades de désencerclement contre les manifestants et lâcher des bombes contre les populations en Syrie ou en Afghanistan, avec tous les dommages collatéraux inhérents à ce genre d'interventions militaires, relèvent de la même logique de gouvernance par la terreur. En particulier, en période de crise économique et sociale, propice aux turbulences sociales, où l'amenuisement de l'État providentiel s'accompagne d'un durcissement autoritaire du pouvoir.

Désormais les frontières entre gestion policière et militaire du maintien de l'ordre ont éclaté. La distinction entre militaires et policiers s'estompe. Ces deux corps constitués armés remplissent les mêmes missions guerrières de combat indifféremment contre l'ennemi extérieur et intérieur (la preuve nous est administrée par l'utilisation de balles réelles par les policiers néerlandais et le déploiement du corps d'élite du GIGN et du Raid, ordinairement employé dans des opérations contre les terroristes, en Guadeloupe). La distinction entre police et armée tend à s'amenuiser, surtout à notre époque où les frontières entre l'ennemi intérieur et extérieur se volatilisent.

Ces dernières décennies, les répressions policières se sont étendues des marges de la société turbulente et insurgée à la population civile pacifique. Particulièrement vrai lors des mobilisations populaires revendicatives, toujours en pleine expansion du fait de l'accentuation de la crise économique. Cependant, même en temps ordinaire, les exactions et brutalités policières sont devenues fréquentes, notamment lors des récurrentes interpellations mus-

clées, matérialisées par les techniques de neutralisation militaires extrêmement violentes, symbolisées par la technique dite de la clé d'étranglement respiratoire ou san-guin et le plaquage ventral, employés ordinairement par les policiers et les gendarmes.

Ces techniques d'arrestation sont régulièrement responsables de centaines de « bavures policières », ces crimes institutionnalisés couverts par la Police des polices (institution policière opaque en charge de la protection de leurs frères d'arme, les voyous policiers) et la Justice, cette autre institution de classe au service des puissants, qui acquitte systématiquement les policiers accusés de violences.

Aussi, assistons-nous à la banalisation de la répression, à la généralisation des violences policières, notamment en France. Ces exactions et brutalités policières ne sont en rien une exception. Les contrôles et interpella-tions de la police « démocratique », particulièrement contre les jeunes ou les immigrés, s'effectuent quotidiennement avec des méthodes vexatoires et avilissantes, dans le mépris de la loi et de la personne, accompagnées fréquemment d'insultes racistes et de propos humiliants.

Ainsi, après avoir sévi longtemps contre les manifestations politiques et les quartiers populaires en ébullition, les répressions policières se sont généralisées à toute la « société civile » mobilisée dans les mouvements sociaux. Elles s'abattent désormais sans distinction sur tous les rassemblements et manifestations, quel que soit le but des revendications, comme on le constate actuellement dans tous les pays où les manifestations sont brutalement réprimées.

L'objectif est d'éviter l'occupation de la Rue par le « peuple » opprimé et le prolétariat en lutte. D'empêcher la transformation de la rue en Espace public de Liberté. (Ce sera l'objet de notre prochain texte).

A suivre

BOUIRA

Un homme retrouvé mort dans son domicile

Farid Haddouche

Les éléments de la protection civile de l'unité du secteur d'Ahnif sont intervenus pour évacuer le

corps d'un mort dans le village de Tikramtas, commune d'Ahnif. La victime a été retrouvée gisant au sol et semblait qu'elle était suspendue à un fil électrique dans une pièce de la mai-

son, selon les déclarations de sa famille. La victime est un homme de 27 ans, qui a été transféré par la protection civile au service mortuaire de l'hôpital de la daïra de M'chedallah.

Le cadavre d'un septuagénaire dans un oued

Avant-hier vers les coups de 22h 55, les ambulanciers de la protection civile de l'unité secondaire de Sour El Ghozlane sont intervenus afin de transporter le cadavre d'un homme qui a été retrouvé dans un

oued, à proximité de la RN 8. La dépouille, qui a été évacuée au service mortuaire de Sour El Ghozlane, correspond à un homme de 70 ans.

F. H.

Retard des cotisations : la CNAS sensibilise les employeurs

Cette campagne, qui se poursuit de manière active, a pour objectif principal, selon Adel Chirouf, directeur de la CNAS de la wilaya de Bouira, «de développer le plus largement possible les facilitations portées sur l'instruction n°12/21 du mois d'août 2021. Ces facilitations sont des mesures claires à l'avantage des employeurs et des patrons, principalement ceux dont l'activité a été défavorisée par la crise sanitaire due au Covid-19». Et la suppression des retards dans les cotisations et celle des pénalités encourues sont l'essentiel de ces mesures.

Dans ce cas, cette campagne de sensibilisation est surtout destinée, selon les propos du directeur de la CNAS, «aux employeurs et des personnes non-salariées exerçant une activité pour leur propre compte et qui sont redevables en matière de cotisations de Sécurité sociale, pour qu'ils se rapprochent de nos agences pour régulariser leurs situations, soit en payant la totalité de leurs redevances ou en élaborant,

de commun accord et selon leurs capacités financières, un calendrier de paiement, à l'effet de normaliser leurs situations sur une durée déterminée. Effectivement qu'ils seront exonérés de toutes les majorations et les pénalités de paiement». Nous saurons par le biais du coordinateur des recouvrements de la CNAS que dans la wilaya de Bouira, ce sont 3.500 employeurs et entreprises qui sont endettés envers la caisse. Par contre, depuis le lancement de cette campagne de sensibilisation, le responsable de la CNAS nous affirmera qu'il y a eu 1.457 employeurs qui ont bénéficié de ces mesures de facilitations. Seulement 69 employeurs ont réagi à cet appel, dans le but de bénéficier d'échéanciers, ce qui est un nombre insignifiant suivant le raisonnement du responsable de la CNAS. Devant cet état, les employeurs sont exhortés à se présenter aux agences dans le but de régler leur situation, avant le 31 janvier 2022 qui est fixé comme date butoir. Au-delà, la CNAS

passera aux mesures coercitives et autres mises en demeure. Il est certes clair que la situation est préoccupante quand il nous a été fait part par ces mêmes services, que les cotisations connaissent une baisse inquiétante et les prestations une hausse vertigineuse. De ce fait, la raison de ses mesures suivant le raisonnement d'Adel Chirouf, directeur de la CNAS, c'est «la préservation du tissu économique impacté par 2 années de la pandémie du coronavirus. Et à ce titre, ces mesures exceptionnelles viennent à point nommé pour faire bénéficier les salariés et non-salariés pratiquant une activité libre et rencontrant des difficultés à honorer leur engagement vis-à-vis de la sécurité sociale». De la sorte et en somme, nous comprenons que ces mesures singulières aspirent à accompagner et à aider les employeurs à supporter, d'une part, les impacts négatifs dus à la propagation du Covid-19 et à leur permettre de contribuer à renflouer les caisses qui souffrent d'un déficit préoccupant. F. H.

BLIDA

Le Salon régional Mitidja reporté au 6 décembre prochain

La 1^{ère} édition du Salon régional Mitidja pour la production et l'exportation, prévue mardi prochain à Blida, a été reportée au 6 décembre, a-t-on appris dimanche de la direction régionale du commerce et de la promotion des exportations, Samia Ababsa. Mme Ababsa a expliqué le report de cet événement économique pour la période allant du 6 au 9 décembre prochain, par le changement de l'agenda du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, qui devrait procéder à son inauguration. Mme Ababsa, qui a signalé l'entame de l'installation des chapiteaux qui accueilleront cet événement au niveau du parking du stade Mustapha Tchaker de Blida, a indiqué que plus d'une centaine d'opérateurs économiques, issus des wilayas de Blida, Médéa, Bouira, Tizi-Ouzou, Djelfa et Aïn Defla, sont attendus à cette manifestation.

Des représentants de plusieurs consultats accrédités en Algérie ont été, aussi, invités à cet événement économique, destiné à faire connaître le pro-

duit algérien et sa qualité, afin d'offrir l'opportunité aux opérateurs économiques de discuter, avec ces représentants diplomatiques des modalités de partenariat ou d'exportation vers leurs pays, ceci d'autant plus qu'ils ont manifesté leur intérêt pour le produit algérien lors de leur participation à de précédentes manifestations similaires», a souligné Mme Ababsa. Cet événement, inscrit dans le cadre de la politique nationale de promotion des exportations, est organisé par la Direction régionale du commerce et de la promotion des exportations, en coordination avec la Confédération algérienne du patronat, le Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement, le Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (CEIMI) et les chambres de commerce et d'industrie des wilayas de Blida, Médéa, Bouira, Tizi-Ouzou, Djelfa et Aïn Defla.

Elle a, à ce titre, souligné à

ALGER

Transport ferroviaire : perturbations du trafic vers Zéralda

Zéralda étaient temporairement limités à

Birtouta, selon la même source. En revanche, les trains en partance de Zéralda vers Alger, étaient, dimanche, à l'arrêt.

Les autres trains de la banlieue Ouest (vers Blida et El Affroun) circulent normalement, a ajouté le communiqué.

La SNTF assure qu'elle «mettra en œuvre tous les moyens humains et techniques dont elle dispose, pour rétablir la situation normale dans les plus brefs délais».

Le Festival international du cinéma reporté à 2022

Le Comité d'organisation du Festival international du cinéma d'Alger (Fica) a annoncé, dimanche dans un communiqué, le report d'une année de la 11^e édition (2021), après concertation avec le ministère de la Culture et des Arts, pour cause de Covid-19. «Nous vous donnons rendez-vous en 2022 pour une 11^e édition encore plus étoffée et plus conviviale (...), qui coïncidera avec la célébration du soixantième anniversaire de l'Indépendance nationale», peut-on lire dans le communiqué du comité organisateur, qui invoque comme raison de ce report, l'évolution de la pandémie. Travailleur à «l'esquisse de la personnalité de la prochaine édition», l'élan de tous les préparatifs auxquels le comité s'est astreint depuis des mois pour être au rendez-vous de ce grand événement annuel du 7^e Art (visionnage des différents films proposés à la sélection ainsi que tout travail de prospection et les con-

tacts des cinéastes...) a dû être stoppé net devant l'imminence de la possibilité d'une quatrième vague de la pandémie, explique-ton encore. «Trop d'incertitudes planent encore sur l'évolution de la pandémie et la reprise du trafic aérien», argumentent les organisateurs, avant d'ajouter, «Nous ne pouvons donc envisager de prendre des risques sanitaires et organisationnels inconsidérés qui compromettent l'édition 2021 du Festival international du cinéma d'Alger dédié au film engagé», traditionnellement organisé le mois de décembre de chaque année.

En raison de l'organisation des élections présidentielles le 12 décembre 2019, le 10^e Fica a eu exceptionnellement lieu le mois de novembre de la même année et a connu la distinction du Grand Prix du Jury du film documentaire «143, rue du désert» du réalisateur algérien Hassen Ferhani et «The Tower (wardi)», une fiction du Norvégien Mats Grorud.

EL-MENEA

10.000 hectares réservés à la céréaliculture

Une superficie globale de dix mille (10.000) hectares sous pivots a été réservée à la céréaliculture, à travers la wilaya d'El-Menea, au titre de la saison agricole 2021-2022, a indiqué lundi la direction locales des services agricoles (DSA). Une surface de 9.000 ha sera ensemencée en blé dur, 800 ha en orge, 100 ha en blé tendre et autant en avoine au niveau des exploitations agricoles situées dans les régions de Hassi-Lefhal, Hassi-Ghanem, Hassi El-Gara et El-Menea, a affirmé à l'APS le DSA d'El Menea, Youcef Mosbah. La campagne labours-

semailles, qui a débuté le week-end dernier, s'annonce sous de «bons auspices» dans la wilaya d'El-Menea, marquée une pluviométrie en cette fin du mois et par une hausse «appréciable» de la superficie à emblaver sous pivot, soit 10.000 ha consacrés à la céréaliculture, contre 8.000 ha l'an dernier.

La surface consacrée à la production céréalière sous pivots a connu une courbe ascendante depuis 2010, passant d'un millier d'hectares à 5.000 ha en 2018, avant d'atteindre les 10.000 ha en 2021, a souligné le DSA.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

25 rabi ethani 1443

El Fedjr
06h10Dohr
12h37Assar
15h14Maghreb
17h35Icha
18h59

TÉBESSA

Après ces élections que faut-il espérer ?

Que faut-il espérer de cette nouvelle consultation électorale, la troisième depuis l'arrivée de Président Abdelmajid Tebboune à la tête de l'Etat ? D'ailleurs le président de la République en a fait un de ses engagements, dans l'agenda des réformes touchant aux institutions de l'Etat.

Ali Chabana

Selon les opinions des citoyens recueillies, ceux-là disent «Peu importe la prochaine configuration politique des assemblées locales élues, le plus important serait de juger les nouveaux locataires des mairies et assemblées populaires de wilaya sur leurs actes.» Une sentence qui fera réfléchir plus d'un parmi les candidats postulant aux fonctions municipales.

Le renouvellement du personnel politique et gestionnaire viendra du bas, ne dit-on pas que la commune est la cellule de base, du socle institutionnel de l'Etat ? Et pour commencer, il faudra changer certaines pratiques sclérosées, les mentalités périmentées, maux de la gabegie et du laisser-aller dans la gestion que les collectivités locales endurent depuis des décennies.

Il n'y a pas d'autres issues, que celle de la transparence d'une gouvernance locale appelée à mieux s'adapter aux exigences d'un développement local, pris aux pièges des ornières engloutissantes, les administrés voudraient se retrouver au centre des débats, quand il s'agit de parler de l'amélioration des conditions de vie, dans leurs com-

munes respectives. Notamment celles à vocation rurale, longtemps soumises et remises à l'incompétence. Des communes rurales, points noirs encombrants, lorsqu'il est question d'équilibrer les fléaux de la balance d'un développement à deux vitesses. Les prochains locataires des APC et APW auront la lourde tâche d'assurer la transition d'une gestion aléatoire, vers un nouveau mode de gestion caractérisé par le recours aux ressources humaines performantes, à la rationalité des dépenses, à l'ouverture sur l'environnement socio-économique, à la libération des énergies, à l'écoute des propositions venues d'une société civile encore en gestation.

Le concept de démocratie participative suit son chemin, en comptant le concrétiser sur le terrain. «Nous électeurs quel que soit notre nombre, on voudrait bien voir nos élus, plus proches de nos préoccupations, leurs bureaux faciles d'accès. Un mandat de cinq ans est limité dans le temps, sans un travail méthodique et d'équipe, les locataires des mairies seront débordés par la masse des revendications et problèmes soulevés par les citoyens», dira Kamel spécialiste en Droit administratif. Même

EL TARF

Un appartement ravagé par un incendie

A. Ouélaa

Un violent incendie s'est déclaré dimanche, vers 10h30, dans un appartement sis au 5^{ème} étage d'un immeuble de la cité 'Sidi Belgacem' dans la commu-

ne d'El Tarf. Selon les services de la Protection civile, 24 secouristes de différents grades, 2 camions-citernes, 2 ambulances et 1 échelle mécanique des Unités d'intervention d'El Tarf et Boutheldja ont été mobilisés pour venir à bout de ce sinistre. Aucune victime n'est à déplorer dans cet incendie qui a tout ravagé à l'intérieur de cet appartement. Une enquête a été ouverte pour connaître les causes de cet incendie.

GUELMA

Signature d'une Convention de coopération entre l'Université et l'ANVREDET

L'Université '8 Mai 1945' de Guelma a signé une Convention cadre de coopération avec l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET) en vue de soutenir et d'accompagner les porteurs de projets de recherche au sein de l'incubateur de cette structure de l'Enseignement supérieur. En vertu de cet accord, l'ANVREDET prendra en charge, dans une première étape, l'installation de quatre projets au sein de l'incubateur de l'Université de Guelma et assurera leur accompagnement et financement, a indiqué Nedjoua Demmouche Mounsi, directrice générale

de cette agence, au terme de la cérémonie de signature tenue au rectorat. Les porteurs de projets sont les lauréats du concours national en ligne organisé du 27 février au 1^{er} mars 2020 qui vont bénéficier d'un programme de formation et d'accompagnement, a-t-elle précisé, ajoutant que le soutien de l'ANVREDET s'effectuera durant les diverses étapes de leurs projets incluant la propriété intellectuelle, la communication et le marketing. De son côté, le recteur de l'Université, Salah Aggoune, a indiqué que l'incubateur, créé en 2019 à l'Université de Guelma, œuvre à concrétiser les projets de création d'entreprises innovantes et à valoriser

les compétences et les résultats des laboratoires de recherche, ajoutant que cette université compte 27 laboratoires et 121 équipes de recherche composées de 520 chercheurs.

L'incubateur a reçu, durant ce concours national organisé en ligne en raison de la pandémie de la Covid-19, 50 idées de projets innovants, dont 21 ont été présélectionnés, avant d'en choisir quatre pour être accompagnés et financés, a précisé M. Aggoune. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence des partenaires sociaux et économiques de l'Université de Guelma, ainsi que des porteurs de projets et des cadres de l'université.

CONSTANTINE

Saisie de 6,7 tonnes de viandes impropre à la consommation

Au total, 6,7 tonnes de viandes rouges impropre à la consommation ont été saisies dimanche soir par les services de la direction du commerce de la wilaya de Constantine, a-t-on appris lundi auprès de cette direction. Cette quantité de viandes avariées a été découverte dans la chambre froide d'une boucherie située à la cité El Djedour, au chef-lieu de

wilaya, a précisé à l'APS le directeur du secteur, Rachid Hedjal. L'opération de saisie, réalisée par les brigades d'inspection relevant de ce secteur, s'inscrit dans le cadre du contrôle routinier visant la protection de la santé des citoyens, a souligné le même responsable, ajoutant que la quantité de viandes saisie est estimée à environ 5 millions de DA.

M. Hedjal a également révélé que l'analyse vétérinaire a démontré que la viande découverte est impropre à la consommation et, par conséquent, a été détruite en présence de représentants des services de la direction de la santé. Une procédure judiciaire a été ouverte à l'encontre du contrevenant, a indiqué la même source.

Numérisation des entreprises

Plus de 40 entreprises industrielles et économiques activant à travers le pays ont bénéficié, durant les trois dernières années, de la numérisation de leur système de gestion administrative, assurée par des start-up implantées dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris, dimanche, du conseiller à la numérisation auprès des instances publiques, Seif Eddine Salhi.

Plusieurs start-up de la wilaya de Constantine activent dans le domaine de la transition numérique et la modernisation des systèmes de communication ont procédé, durant cette période, à la réhabilitation des systèmes de gestion administrative et de conception de portails électroniques pour des entrepri-

ses et plates-formes de transactions économiques avec leurs clients, a précisé, à l'APS, M. Salhi, spécialiste également en marketing électronique et développement des technologies de la communication.

La transition numérique institutionnelle constitue «un projet ambitieux, inscrit dans le cadre du programme du gouvernement» que les pouvoirs publics ouvrent à concrétiser dans tous les secteurs pour améliorer le climat des affaires et faciliter les procédures administratives en Algérie, a ajouté la même source. Des startups constantinoises, a-t-il ajouté, dont «Media Smart» et «Tenders» sont parvenues grâce aux compétences de jeunes universitaires, à numériser des organi-

sations syndicales dont le Conseil national de l'Ordre des architectes et des entreprises économiques et industrielles de plusieurs wilayas, activant dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics, de la santé, des ressources hydriques et du tourisme. Elles ont également fourni à de grands clubs de la Ligue professionnelle 1 de football des systèmes de commerce électronique pour la vente des tickets de matchs.

Plusieurs critères sont nécessaires pour la transition numérique d'une entreprise, a souligné M. Salhi qui a indiqué que l'évolution des technologies permet aujourd'hui de développer des applications Android pour permettre une plus grande visibilité pour les entreprises.

OUARGLA

Université : formation et partenariat en débat



La formation et le partenariat constituent des éléments essentiels pour le développement de la Recherche scientifique dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), permettant de faire émerger des solutions innovantes aux enjeux socioéconomiques, ont indiqué lundi, des responsables de l'Université «Kasdi Merbah» de Ouargla (UKMO). Cet objectif doit passer par le renforcement de la formation spécialisée dans ce domaine, le rapprochement de l'université de son environnement, à travers notamment la conclusion d'accords intersectoriels, et l'appui ainsi des compétences nationales installées à l'étranger, a affirmé à l'APS le doyen de la Faculté des Mathématiques et des Sciences de la Matière à l'UKMO, Pr. Kamel Eddine Ayadi.

«Il s'agit de la création d'un écosystème d'innovation, dans lequel les scientifiques vont mettre leurs connaissances au service de la Recherche scientifique, en collaboration avec le secteur industriel notamment», a-t-il dit en signalant que l'UKMO mise sur la coopération autour d'un partenariat national et international «gagnant-gagnant», et ce dans le but de réaliser des projets permettant l'émergence de nouvelles thématiques innovantes. «LIA a déjà fait ses premiers pas en Algérie, mais il reste beaucoup à faire pour atteindre les aspirations souhaitées à ce propos», a soutenu M. Ayadi, dont la déclaration a été faite en marge de l'introduction de l'enseignement de cette nouvelle spécialité à l'UKMO. La nomenclature pédagogique à l'Université

de Ouargla a été renforcée, au titre de l'actuelle saison (2021/2022), par l'ouverture, cette année, d'une nouvelle offre de formation en master dans le domaine de l'I.A., qui s'ajoute à d'autres spécialités concernant l'Orthophonie en licence et la Physique médicale en master, selon la cellule de communication de l'UKMO qui signale que l'introduction de ces spécialités vise à favoriser les opportunités de formation offertes aux étudiants. M. Ayadi a déclaré que l'ouverture cette année de l'Ecole nationale supérieure de l'Intelligence artificielle (Alger) est considérée comme «une véritable avancée dans le cadre des efforts consentis pour la promotion de la formation dans ce créneau qui s'occupe de la réalisation des machines aptes à simuler l'intelligence humaine».

Il s'agit d'un vaste domaine comprenant de nombreux concepts et technologies, applications d'algorithme, analyse mathématique, statistique, physique quantique et cognition humaine, entre autres, a-t-il expliqué. Quant aux applications de l'IA, notre interlocuteur a fait savoir que cette dernière concerne différents aspects de la vie socioéconomique, à titre d'exemple le secteur de la santé, à travers l'exploitation des moyens de diagnostic de pointe, le smart business, le développement industriel et agricole, les médias, le e-learning et la sécurité des réseaux informatiques.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

25 rabie ethani 1443

El Fedjr 05h56	Dohr 12h23	Assar 15h01	Maghreb 17h22	Icha 18h46
----------------	------------	-------------	---------------	------------

Travaux post-intervention inexécutés Un linéaire de 78 km de voirie non remis en état

Le vrai-faux argumentaire du «mal utile» est devenu un leitmotiv dans le milieu entrepreneurial - et institutionnel même parfois - pour faire taire toute voix s'insurgeant contre les dégâts de voirie occasionnés par des travaux très approximatifs et peu regardants sur l'impact urbain.

Houari Saaïdia

En principe, l'argument «c'est un mal nécessaire», en vogue depuis l'époque Tahar Sekrane, ex-wali d'Oran, par lequel l'on rétorquait à chaque constat de dégradation de la voirie urbaine par tel chantier, devait perdre de sa force de pertinence, par abus d'usage à tout le moins. Ce prétexte tout fait ne tient plus la route aujourd'hui. «Ce n'est pas l'exécution de travaux sur et sous le sol, avec son lot inévitable et irréductible d'actes d'intervention sur la voirie et de désagréments pour la ville et les citoyens, qui est blâmable, mais précisément la non-remise en état du domaine public endommagé, en fin de chantier. Personne ne peut être contre une opération d'utilité publique, telle la rénovation d'un réseau AEP, la mise en place de la fibre optique, le déplacement d'une ligne de gaz ou d'électricité pour les besoins d'un projet structurant. Mais, en revanche, il est intolérable qu'on prenne ses cliques et ses claques en laissant les tripes de la voirie en l'air». Un chiffre, à lui seul, donne une idée sur le taux très faible, à Oran, de l'observation des dispositions de la remise en état : rien qu'en 2019-2021, un total linéaire de 78 km de voirie a été laissé tel quel après des travaux entrepris par les différents concessionnaires de réseaux. Soit, donc, presque la distance Oran-Mostaganem laissée chaussée éventrée, par endroits, et parsemée de nids-de-poule et tranchées, par d'autres. Les artères entrant en ligne de compte dans ce bilan noir sont nombreuses, et on peut en citer, à titre d'exemple, la route de Ras El-Aïn ayant fait l'objet de travaux d'assainissement (réseau pour la partie basse d'Oran), l'avenue Sidi Chahmi, axe longitudinal et ruelles transversales comprises, à l'occasion de la réfection du réseau d'adduction d'eau potable, la route du port entre l'ancienne usine «Bastos» et l'entrée principale du port à la faveur des travaux de réseaux Sonelgaz. «C'est bien qu'on rénoive et remette à niveau le réseau d'alimentation en eau. C'est à saluer ! Mais encore faut-il rétablir la voirie, et dans les délais, sinon on aurait réglé un problème pour en créer un autre», regrette le gérant d'une entreprise de services, pignon sur avenue Sidi Chahmi.

LA NON-REMISE EN ÉTAT QUASI GÉNÉRALISÉE

Faute, donc, d'une prise en charge par les concessionnaires de réseaux et leurs sous-traitants respectifs, de la remise en état de la voirie endommagée, c'est l'Etat lui-même qui s'en occupe, pour ne pas dire qui «paie les pots cassés». Y aura-t-il en fin de circuit une facturation du coût de l'opération au nom de l'opérateur contrevenant ? C'est très souvent l'une ou l'autre commune du grand groupement urbain d'Oran (Oran, Bir El-Djir, Es-Sénia) et la direction des Travaux publics (DTP) qui prennent en charge conjointement un programme via un montage financier APC-DTP-Fonds de wilaya, qui consiste en la réfection de la voirie endommagée. D'ailleurs, les opérations de réfection et de mise à niveau des routes ont bénéficié d'une enveloppe supplémentaire de 30 milliards DA pour l'exercice 2021. Une opération similaire a été consacrée à la réalisation des travaux de mise à niveau des réseaux de la voirie urbaine, totalisant un linéaire de 40 km. Une autre opération est dédiée exclusivement au réseau des grands ensembles urbains relevant du grand groupement d'Oran, d'un montant de 60 millions DA, prélevé du budget communal de

la ville d'Oran et soutenu par une aide financière de la wilaya. La DTP s'est vu, d'autre part, confier une autre opération de réfection des routes et voiries et l'enfoncement des trous à l'intérieur des cités et quartiers à la commune d'Oran ainsi que le réseau des grands boulevards et des périphériques.

L'ÉTERNELLE PROBLÉMATIQUE

«Inscrivez les nids-de-poule et les tranchées sur votre tableau de bord. Je veux une prise en charge substantielle de l'entretien de la voirie», disait un ex-wali d'Oran à l'adresse des neuf chefs de daïra. Mais c'est a priori l'éternelle problématique de la non-remise en état de la voirie par les concessionnaires de réseaux, à l'encontre desquels on avait beau brandir la menace de l'action en justice, visant les contrevenants en tant que personnes physiques, concernant les dispositions réglementaires et légales relatives à l'intervention sur la voirie (Ndrl: le décret exécutif N°04-392 du 1^{er} décembre 2004, relatif à la permission de voirie), notamment celles ayant trait à la remise en état de la voirie, mais cela n'a servir presque à rien, semble-t-il. Plusieurs années après, il semble a priori que les opérateurs Sonelgaz, Seor et Algérie Télécom n'ont pas appris la leçon au regard des cas de «récidive» qui se comptent par centaines à travers le réseau routier communal, départemental et même national. On aura beau injecter de l'argent dans le développement et la mise à jour du circuit routier local, cela reste non suffisant, voire même inutile, si le maillon entretien ne suit pas. La maintenance routière n'est pas du consommable mais un mécanisme en soi. Cependant, à quoi sert la réalisation d'une infrastructure routière, quel qu'en soit le gabarit, si celle-ci n'est pas régulièrement entretenue par la suite. Une route neuve aujourd'hui, c'est une route vieille demain. La route vieillit plus vite qu'on ne le pense. Sa durée de vie et sa rentabilité dépendent du degré de soin qu'on lui accorde», estime un membre de la commission de la circulation et du transport de l'APW d'Oran.

DES USIR DÉPASSÉES PAR L'AMPLEUR DU PLAN DE CHARGE

Il faut rappeler que la DTP s'est dotée en 2015-2016 de 12 unités de surveillance et d'intervention routière (USIR), et devait porter cette flotte à 20 à la fin 2017, pour couvrir un réseau routier de 1.100 km, consistant en 20 km d'autoroute, 580 km de routes nationales (RN), 580 km de chemins de wilaya (CW) et 275 km de chemins communaux (CC). Ces unités devaient être réparties sur les quatre subdivisions de la wilaya, à savoir : Oran (188 km), Arzew (315 km), Es-Sénia (300 km) et Aïn El Turck (300 km), sachant que chaque USIR est équipée d'un camion de 2,5 tonnes, un pick-up, un outillage, des fournitures de voirie, des accessoires de sécurité routière et de signalisation temporaire. Au vu de l'état physique du réseau routier local, notamment les chemins intercommunaux, le moins qu'on puisse dire, c'est que l'impact du dispositif USIR est limité. D'aucuns estiment en fait que le plan de charges dépasse, et de loin, les moyens d'intervention effectifs mis à l'œuvre. Et quand on y ajoute le manque, voire l'absence, de coordination intersectorielle, notamment «collectivités locales-secteurs intervenants», le résultat ne peut être que négatif.

Alliances et tractations pour désigner le nouveau maire à Es-Sénia Le candidat du MSP s'insurge

Houari Barti

Les jeux d'alliances ayant suivi la déclaration des résultats officiels de la nouvelle composante de l'Assemblée populaire communale d'Es-Sénia semblent avoir écarté, hier, le candidat du parti majoritaire, avec six sièges sur 19, en l'occurrence le MSP, du poste de la présidence de cette APC. Une manœuvre qui a provoqué l'ire des partisans du parti au niveau de cette la localité lesquels se sont rassemblés devant le siège de la commune en guise de protestation, estimant que le poste de président de l'APC leur revient de droit. Pour les contestataires, «toutes les manœuvres déployées pour écarter leur candidat, à savoir M. Derrar Ghalem, sont contraires à la volonté et à la légitimité populaire qui lui ont donné le plus de

voix au niveau de toute la commune, à savoir pas moins de 1.433 voix». Il importe de rappeler à cet égard que le Mouvement de la société pour la paix (MSP) serait en tête des résultats des élections communales à Es-Sénia avec 6 sièges obtenus, suivi du Front de libération nationale (FLN) et du parti El Bayan avec 4 sièges chacun, des indépendants avec 3 sièges et du Rassemblement national démocratique (RND) avec 2 sièges. Toutefois, les résultats officiels devaient être communiqués en fin d'après-midi.

Pour pouvoir prétendre au poste de président de l'APC, il est indispensable d'avoir la majorité absolue, soit 10 sièges sur les 19 que compte l'Assemblée, et c'est là qu'intervient le jeu des tractations et des alliances entre les partis, selon le poids de chacun qui

Les rejets anarchiques prennent de l'ampleur 720 tonnes de déchets inertes collectées en trois jours

J. Boukraa

Dans le cadre d'une campagne de nettoyement menée ce week-end, une importante quantité de déchets a été enlevée à travers plusieurs quartiers de la commune d'Oran. Selon un communiqué de la wilaya, pas moins de 720 tonnes de déchets inertes ont été collectées en trois jours. Cette campagne de volontariat a touché quelques points noirs dans les communes de Sidi Chahmi, Mers El-Kébir, Misserghine, Oran, El Kerna et Boulélis, dans le cadre de la mise en œuvre des efforts visant à protéger et à traiter l'environnement. D'importants moyens ont été mobilisés dans le cadre de cette action qui a permis l'éradication de plusieurs points noirs... Depuis le mois de septembre 2017, un programme de nettoyement a été établi par les services de la wilaya avec la collaboration de multiples acteurs. Toutefois, toutes sortes de déchets continuent d'être jetés dans la nature, à commencer par les matériaux de construction, le plastique, ainsi que d'autres produits toxiques. La croissance démographique et l'impor-

tante évolution des niveaux de vie des citoyens à travers le monde impactent lourdement le volume des déchets générés au quotidien, et par conséquent l'état de l'environnement. Malgré les efforts des pouvoirs publics, le phénomène des déchets inertes se pose toujours et ne cesse d'envahir la plupart des quartiers et des rues d'Oran. Les déchets inertes sont des déchets minéraux non souillés dont le caractère polluant et la nature évolutive sont très faibles.

Ils proviennent principalement des chantiers des travaux publics, du génie civil (ponts...) et du bâtiment. Pour rappel, dans le cadre de l'application des directives du premier responsable de la wilaya d'Oran qui a insisté sur la nécessité de consolider les efforts des communes pour la lutte contre le phénomène des décharges sauvages, la commune d'Oran sera renforcée prochainement par quelque 1.400 nouveaux bacs à ordures ménagères. Ce quota supplémentaire sera distribué en prévision des jeux Méditerranéens. La

wilaya d'Oran a longtemps suffert des ordures ménagères et même industrielles jetées un peu partout aux abords des routes, champs labourés et même près des immeubles. La ville d'Oran en constitue un exemple concret.

A eux seuls, les éboueurs de la commune d'Oran procèdent, quotidiennement, à l'enlèvement d'une moyenne de quelque 700 tonnes d'ordures ménagères. Une situation liée à plusieurs facteurs partagés entre les services communaux et le citoyen, notamment en ce qui concerne la prolifération des décharges sauvages, le non-respect des heures de passage des camions de collecte à l'origine de la présence de déchets ménagers à longueur de journée.

L'incivisme n'épargne personne à Oran même les poubelles ne font pas exception. Des poubelles en plastique de couleur verte installées sur les principaux boulevards de la ville ont fait l'objet de vol. Un phénomène qui pèse trop lourd sur le budget financier des services techniques de l'APC.

Gambetta

Un dealer

sous les verrous

K. Assia

Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire BMPJ de Dar El Beïda sont parvenus à mettre la main sur un dealer de 41 ans connu par les services dans des affaires de

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BELABID Badra, 47 ans, Les Amandiers

TAHIR Rahma, 77 ans, Victor Hugo

RELBAL Badra, 101, St Eugène

BACHA Malik, 50 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

25 rabie ethani 1443

El Fedjr 06h23	Dohr 12h51	Assar 15h32	Maghreb 17h54	Icha 19h16
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Environnement, hygiène, inondations... Un plan de travail pour régler le problème de l'entretien de la ville

K. Assia

Un plan de travail définissant les missions de chacun des membres de l'exécutif a été mis en place par le wali d'Oran M. Saïd Sayoud à l'issue de la réunion tenue, avant-hier, en présence des chefs de daïras, des directeurs de l'exécutif et du représentant de la commission des Jeux méditerranéens.

Ce plan destiné aux chefs de daïras et aux directeurs de l'exécutif explicite le travail devant être élaboré en matière d'entretien de l'environnement, de collecte des déchets ménagers, de pompage des eaux pluviales, de traitement des points noirs, de nettoyage des avaloirs et de réfection des points lumineux défectueux.

Dans ce registre, des directives fermes ont été données aux responsables pour respecter et concrétiser les missions définies dans ce plan de travail et de régler tout problème relatif à l'environnement.

En effet, les fortes pluies qui se sont abattues sur la région durant ce der-

nier week-end n'ont pas été sans conséquences puisque plusieurs carrefours et boulevards ont été inondés et fermés à la circulation. Oran par sa position géographique a déjà été exposée à de terribles inondations. La gestion de crise en cas d'inondation peut-être renforcée, mais rien n'empêchera ce genre de catastrophe.

En effet, plusieurs quartiers et cités entières ont souffert à la moindre pluviuosité, des flaques et des lacs d'eaux pluviales se constituent, obstruant tout accès et toute circulation automobile. La protection de certaines communes contre les inondations est l'une des priorités du secteur de l'hydraulique à Oran car, il faut le reconnaître, les Oranais piétons et automobilistes sont habitués à vivre, la mort dans l'âme, chaque hiver des situations des plus pénalisantes, lorsque la pluie aidant, pratiquement tous les avaloirs de la ville sont rapidement obstrués, créant dans les ronds-points notamment de véritables bassins où toute circulation devient impossible. Le moindre dépla-

cement, la moindre activité se transforme en épopee et en épreuve «dé-cathlonienne». Rues et ronds-points gorgés d'eau, quartiers inondés par les eaux pluviales et la boue.

La protection civile estimait dans un rapport sur les risques d'inondation qu'il n'existe pas de régions présumées contre ce risque et que ces événements sont imprévisibles dans le temps et dans l'espace. Ces inondations sont les catastrophes naturelles les plus fréquentes et les plus destructrices qui provoquent d'importants dégâts humains et matériels. Sur ce, le chef de l'exécutif a instruit les responsables des services concernés à prendre en charge le problème de stagnation des eaux de pluie et le traitement de tous les points noirs à travers le curage des avaloirs. Il a également insisté sur le nettoyage de la ville avec la collecte des déchets ménagers. Par ailleurs, le wali d'Oran a également mis l'accent sur l'avancement des travaux concernant les projets d'équipements publics en prévision des Jeux méditerranéens.

Plus de 15.000 habitations précaires recensées dans 25 sites

Près de 50 hectares occupés par des constructions illégales



Ph.: Arch.

J. Boukraa

Selon un récent bilan des services de l'habitat à Oran, pas moins de 15.058 habitations précaires sont recensées à travers 25 sites répartis dans 10 communes de la wilaya d'Oran. Le plus grand site d'habitat précaire est enregistré dans la commune de Hassi Bounif avec un total de 3.000 habitations, Benfréha (2.820), les communes de Bir El Djir et Arzew (2.000 chacune) et Sidi Chahmi (1.953). Ce recensement a également touché 655 habitations dans la commune d'Aïn El Turck, 400 à El Ançor, 180 à Bousfer et 150 maisons à Sidi Benyebka, a-t-on indiqué. La résorption de l'habitat précaire permettra la récupération d'un foncier de 150 hectares, soit une moyenne de 100 habitations par hectare. Pour éradiquer définitivement ce phénomène, la wilaya d'Oran nécessite l'inscription de 15.000 logements publics locatifs (LPL), ainsi qu'une autre opération de prise en charge des travaux d'aménagement et d'amélioration urbaine. Ce recensement ne concerne pas Haï Sanawbar (ex-Les Planteurs) qui compte actuellement 20.000 habitations précaires contre 9.500 en 2007.

Par ailleurs, l'empiétement sur le domaine forestier à Oran prend des proportions alarmantes, avec l'avancée inexorable des constructions illégales dans plusieurs quartiers d'Oran et des communes limitrophes. Près de 50 hectares de terres

forestières ont été envahis par des constructions illégales au niveau de trois secteurs urbains. Selon des sources proches de la commission de l'environnement, des constructions illégales sont régulièrement répertoriées au niveau des secteurs urbains de Boumama et Sidi El Houari.

Ces constructions illégales sont à l'origine de la déforestation puisque des dizaines d'arbres sont arrachés au profit de l'illicite. A ce titre, et dans le cadre du suivi du programme du secteur de l'habitat et en prévision des prochaines opérations de relogement, le wali d'Oran a installé, dernièrement, deux commissions relevant de la daïra d'Oran. Ces dernières ont la charge de recenser les familles habitant les immeubles menaçant ruine et classés rouge dans la circonscription de la commune d'Oran et validés par le CTC pour la première commission. Pour ce qui est de la deuxième, elle aura la responsabilité de mettre à jour le nombre de familles qui habitent les bidonvilles.

Il y a lieu de signaler que les services de la wilaya d'Oran procéderont à partir du mois de décembre à la distribution de plus de 3.000 logements sociaux au profit des habitants des bidonvilles, a-t-on appris de sources proches de la wilaya. Ces mêmes services indiquent que le quota réservé à ces familles est fin prêt. Il s'agit des familles recensées au niveau des bidonvilles de Ras El Ain, Es-Senia et Sidi Chahmi. Dans un premier temps

il sera procédé au relogement des familles du bidonville de Sidi Chahmi, pour lesquelles un quota de quelque 1.000 logements a été consacré. Le relogement de ces familles qui était prévu il y a plus d'un mois a été retardé et devrait intervenir en principe au courant du mois de décembre. Dernièrement le wali d'Oran, qui s'exprimait en marge de l'attribution de 8.800 logements toutes formules confondues, avait annoncé que la tranche de logements qui leur est consacrée, touche à sa fin, signalant que les opérations de recensement se poursuivent pour l'établissement des listes des bénéficiaires et que les premières enquêtes en cours ont fait apparaître de grandes disparités entre les citoyens recensés au tout début de l'opération et les habitants qui squattent actuellement les sites sus-indiqués.

Auparavant les services de la wilaya avaient indiqué que les travaux de réalisation de 3.000 logements à Bethioua, Oued Tlélat et Benfréha ont été achevés mais que leur distribution a été retardée à cause de la finalisation des listes des bénéficiaires. Initialement prévue pour le mois de mars dernier, l'opération de relogement de ces familles a été reportée et ce pour permettre l'achèvement des derniers travaux d'aménagement extérieur. Il s'agit des bidonvilles de Sidi Chahmi, Ras El Ain et la CUMO. Les mêmes sources indiquent que les opérations de relogement se feront par étapes.

Des dispositions pour organiser le secteur de l'agriculture Une commission pour recenser les terres agricoles exploitées sans documents

D. B.

Dans le cadre des dispositions prises pour organiser le secteur de l'agriculture, une commission pour recenser les agriculteurs qui exploitent des terres agricoles sans documents, créée par circulaire ministérielle de juillet 2018, effectue des sorties dans différentes daïras d'Oran. Regroupant les représentants de plusieurs directions et instances dont la direction des domaines, le cadastre, les collectivités locales, la DSA et l'ONTA, cette commission mixte est chargée de recenser tous les agriculteurs exploitant des terres sans détenir les documents nécessaires.

Cette commission a déjà effectué plusieurs sorties sur le terrain dans les daïras d'Es-Sénia, Oued Tlélat et Bethioua. Ce recensement s'inscrit dans une démarche visant à organiser le secteur. Le ministère de tutelle

avait lancé en 2017 une opération pour le recensement des terres agricoles non exploitées, a-t-on rappelé.

D'autres part, dans le cadre des dispositions prises par le ministère de l'Agriculture pour l'assainissement des terres agricoles, une superficie de plus de 100 hectares de terres non exploitées a été récupérée à travers les communes de la wilaya d'Oran par les services de l'Office national des terres agricoles (ONTA) pour régulariser leur situation, a-t-on appris de sources proches de la wilaya.

Il s'agit, selon les mêmes sources, d'agriculteurs qui exploitent des terres dans différentes communes de la wilaya et qui ne disposent pas de titres de propriété. Nos interlocuteurs indiquent que les dossiers font l'objet d'une étude par la tutelle.

Exploités illicitement vers la récupération de 20 parkings par la commune d'Oran

K. Assia

kings gérés de manière illicite.

Ainsi et pour barrer la route à tout dépassement, l'APC d'Oran a procédé à l'installation d'un panneau de signalisation de la commune d'Oran et autorisant l'accès gratuit à cette aire de stationnement. Un véritable soulagement pour de nombreux automobilistes qui ont toujours dénoncé le diktat imposé par des individus se proclamant gardiens de parkings. Ces dépassements entraînent souvent des comportements irrespectueux envers des automobilistes qui finissent parfois par des agressions verbales et même physiques.

Au centre-ville d'Oran, un parking situé au boulevard du 19 Mars (Les falaises) et exploité depuis plusieurs années sans la moindre autorisation par des indus occupants a été récupéré et mis gratuitement à la disposition des automobilistes. Ces nouvelles mesures vont permettre de lutter contre le racket des automobilistes et contribueront à la réorganisation du transport urbain de l'avis de nombreux riverains.

TLEMCEN

Les premiers flocons de neige



Khaled Boumediene

Les premiers flocons de neige sont tombés dans le sud de la wilaya, plus particulièrement sur les monts dépassant les 900 mètres d'altitude. Une fine pellicule qui suffit à faire le bonheur des habitants des communes d'Aïn Ghoraba-Béni Hedail, Terny, Béni-Snous, Sidi-Djilali et Bouih. Ces premiers flocons ont offert des images exceptionnelles aux familles de ces localités qui sont sorties pour contempler le paysage inédit et profiter de la neige dans une ambiance bon enfant. La neige ne tient pas partout, principalement au-dessous de 900 m. En dessous de cette hauteur, on a plutôt à faire à de la neige mouillée comme sur les hauteurs de Tlemcen, Mansourah, Ain Fezza, Béni-Ghezli et Sabra où ça ne tient pas au sol. « Sincèrement nous avons souffert de la sécheresse qui a sévi depuis plusieurs mois ! La neige, c'est meilleur pour le moral surtout après ces dernières précipitations, on est très

heureux de cette couche de neige qui a recouvert la région, on en veut encore ! », se réjouit Abdelaïz, un salarié de la CNAS qui habite à Aïn Ghoraba.

Les éleveurs de ces zones qui ont commencé la transhumance hivernale, à la recherche d'horizons plus cléments pour leur bétail, ont accueilli avec une grande joie cette poudre blanche. Généralement, les nomades des zones steppiques du sud de la wilaya se dirigent vers les localités du nord avec leurs troupeaux pour fuir la vague de froid et s'y installer jusqu'à la fin du printemps. Du côté de Béni-Snous, les crêtes des immenses montagnes offraient également un manteau neigeux exceptionnel. Dans cette contrée, les températures ont chuté brusquement et le thermomètre descend en dessous de zéro dans certains sommets de montagnes de la vallée des Béni-Snous.

Après un été et un début d'automne plutôt secs, la wilaya de Tlemcen commence à enregistrer quelques précipitations, de-

puis la deuxième décade du mois en cours. Ces dernières averses de pluie et chutes de neige, qui constituent un immense bonheur pour les agriculteurs et éleveurs de la wilaya, permettent de sauver la saison agricole et combler le déficit de l'automne, qui avait inquiété sérieusement ces agriculteurs.

A l'heure actuelle, les barrages ne sont pas encore à leur niveau maximum mais ils disposeront de capacités suffisantes dès cet hiver. Il faut rappeler que les responsables du croissant rouge algérien, les services de l'action sociale et les éléments de la protection civile de Tlemcen en collaboration avec les autorités locales mènent une vaste action de solidarité pour venir en aide aux sans-abris et pour les protéger contre la rudesse de l'hiver qui pointe son nez. De nombreuses associations qui activent à Tlemcen lancent un appel aux bienfaiteurs pour permettre à cette catégorie de démunis qui passent de longues nuits glaciales dans les rues ou sous les ponts, de faire face aux affres du froid.

ment aux mois de novembre des 16 dernières années. En 24 heures, il a été enregistré 87 mm d'eau, un nouveau record. Sur la période de 1991 à 2020, la moyenne annuelle des précipitations a été de 355 millimètres par an (donc assez faibles). Au mois le moins pluvieux (juillet) elles s'élèvent à 2 mm, durant le mois le plus pluvieux (novembre) elles s'élèvent à 55 mm.

Les 295 mm de ce mois de novembre augmentent une pluviomé-

trie exceptionnelle avec un hiver précoce qui devra s'installer prochainement sur le pays.

Il y a lieu de noter que cette perturbation qui a engendré ces fortes précipitations est due à une dépression atmosphérique venue du nord de l'Europe. Elle intervient au moment où la plupart des barrages du centre et de l'est connaissent des taux de remplissage au-dessous de 40%, en raison de la sécheresse qui a frappé le pays durant les deux dernières années.

CHLEF

Chute de pluies : un record à Ténès

Bencherki Otsmane

La région de Ténès bénéficie d'un climat tempéré chaud. L'hiver à Ténès se caractérise par des précipitations relativement bien plus importantes.

Il tombe en moyenne 516 mm de pluie par an. Selon les relevés de la station météorologique de Ténès, du 1er novembre au 28 du même mois, la quantité totale de pluie tombée (en un mois) est de 295 mm, un record comparative-

ment aux mois de novembre des 16 dernières années. En 24 heures, il a été enregistré 87 mm d'eau, un nouveau record. Sur la période de 1991 à 2020, la moyenne annuelle des précipitations a été de 355 millimètres par an (donc assez faibles). Au mois le moins pluvieux (juillet) elles s'élèvent à 2 mm, durant le mois le plus pluvieux (novembre) elles s'élèvent à 55 mm.

Les 295 mm de ce mois de novembre augmentent une pluviomé-

trie exceptionnelle avec un hiver précoce qui devra s'installer prochainement sur le pays.

Il y a lieu de noter que cette perturbation qui a engendré ces fortes précipitations est due à une dépression atmosphérique venue du nord de l'Europe. Elle intervient au moment où la plupart des barrages du centre et de l'est connaissent des taux de remplissage au-dessous de 40%, en raison de la sécheresse qui a frappé le pays durant les deux dernières années.

50 classes spéciales pour les personnes aux besoins spécifiques

Une cinquantaine de classes spéciales ont été affectées par la direction de l'action sociale et de la solidarité de Chlef aux personnes aux besoins spécifiques dans le cadre des efforts de leur intégration en milieu scolaire ordinaire et pour l'optimisation de leur prise en charge, a-t-on appris dimanche, auprès de la DASS.

« Quelque 50 classes ont été affectées aux personnes aux besoins spécifiques durant la présente année scolaire, afin de leur garantir une meilleure prise en charge et leur réintroduction en milieu scolaire et social », a indiqué à l'APS le directeur local de l'action sociale

et de la solidarité, Abdelkader Dehimi. Il a fait part d'une hausse enregistrée dans ces classes spéciales, soit 41 l'année dernière, avant de passer à 50 actuellement, en attendant l'ouverture d'autres classes similaires «dans les prochains jours, à travers la wilaya», a-t-il ajouté.

Crées en vertu d'une décision conjointe entre les ministères de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme et de l'Education nationale, ces classes «sont ouvertes aux inadaptés mentaux, aux enfants autistes et aux malentendants pour leur permettre de poursuivre leur scolarité», a indiqué M. Dehimi. La wilaya de Chlef est classée parmi les premières à l'échelle nationale dans le nombre de classes spéciales dédiées aux personnes aux besoins spécifiques dans le but d'assurer leur réintroduction en milieu scolaire ordinaire.

Une nouvelle classe spéciale a été ouverte, la semaine passée, au profit des personnes atteintes de handicaps mentaux légers, à l'école «Abdate», dans la commune de Ténès, en coordination avec l'Association «Al Bassair» et en présence du directeur du Centre psycho-pédagogique de Ténès et de parents d'élèves.

et de la solidarité, Abdelkader Dehimi. Il a fait part d'une hausse enregistrée dans ces classes spéciales, soit 41 l'année dernière, avant de passer à 50 actuellement, en attendant l'ouverture d'autres classes similaires «dans les prochains jours, à travers la wilaya», a-t-il ajouté.

Crées en vertu d'une décision

TIARET

Fraîchement élu, il décède d'un arrêt cardiaque

El-Houari Dilmi

Il venait juste d'être élu membre de l'assemblée populaire communale de Rechaïga, dans la wilaya de Tiaret. O. Bahous, un quinquagénaire qui venait de remporter un siège à l'APC de Rechaïga sur la liste du FLN, est décédé d'un arrêt cardiaque alors qu'il savourait sa victoire en compagnie de ses amis. Une triste nouvelle qui a attristé les militants et gâché la fête aux nouveaux élus du parti du FLN. Déjà vainqueur aux dernières élections législatives avec trois (03) sièges remportés, c'est la liste indépendante « Abnaa Chaâb » avec sept (07) sièges chacun.

qui a remporté le plus grand nombre de sièges (11) à l'APC de Tiaret, suivie du RND (06), le Front El Moustakbel (06), Jil Jadid (06), le FLN (05), Mouvement el Binaa (05), le Mouvement pour la société et la paix (04).

Dans les 41 autres communes, la liste indépendante « Abnaa Chaâb » a remporté la majorité dans plusieurs communes, talonnée par le RND et le FLN. Pour l'assemblée populaire de wilaya (APW), c'est le RND qui a remporté huit (08) sièges, suivi du FLN et de la liste indépendante « Abnaa Chaâb » avec sept (07) sièges chacun.

MOSTAGANEM

L'alimentation en eau renforcée

Pas moins de 41 villages et douars de la wilaya de Mostaganem ont été raccordés courant 2021 au réseau d'alimentation en eau potable (AEP), a-t-on appris dimanche auprès de la cellule d'information et de la communication des services de la wilaya.

Le bilan fait état de la réception de 19 projets d'alimentation de la population en eau potable depuis le début de l'année en cours, pour un coût financier global de 530 millions DA. Il s'agit d'opérations de pose de canalisations pour les 41 villages et centres ruraux des communes de la wilaya, ce qui représente une population de plus de 40.000 âmes.

En parallèle, 30 autres projets sont actuellement en cours pour raccorder 22 villages abritant une population de 20.000 personnes, a ajouté la même source.

Ces opérations ont porté sur le raccordement des villages de Zarifa, dans la commune de Hadjadj, Selamiya, dans la commune d'Oued Kheir, Chaïbia, dans la commune de Benabdellah Ramdane, Zaïmia, dans la commune de Mansoura et Zahaouia, dans la commune de Kherdra. Ces opérations ont nécessité un

montant de 800 millions de dinars. Afin de sécuriser et d'organiser la distribution quotidienne de cette ressource vitale, a-t-on relevé, six réservoirs d'eau d'une capacité de 2.000 mètres cubes ont été réceptionnés, au cours de la même période, et quatre autres réservoirs d'une capacité de 1200 m³ sont en cours de réalisation.

Par ailleurs, l'année en cours a également vu la réalisation et la mise en service d'un projet d'AEP de la région l'Est, à partir de la station de dessalement d'eau de mer sur la plage de Chlef (commune de Mostaganem) pour une enveloppe financière estimée à 800 millions DA.

Cette opération, réalisée en l'espace de six mois, a permis de pallier au problème d'approvisionnement en eau de 10 communes, après la baisse du niveau de l'Oued Kramis, dans la commune d'Achâacha, et l'arrêt de son système de distribution faute de pluies, a-t-on précisé.

Ces projets ciblant les zones rurales contribueront à faire passer le taux de raccordement de la wilaya en eau potable de 87% en 2020 à 97% à la fin de l'année en cours et à améliorer le service public, a-t-on affirmé à la wilaya.

EL BAYADH

Plus de 1.600 logements attribués

Les clés de 1.661 logements publics locatifs (LPL) au nouveau pôle urbain de la commune d'El-Bayadh.

Le taux d'avancement des travaux

a atteint 85%, et les entreprises chargées de ce quota s'occupent actuellement des actions d'aménagement externe qui tirent à leur fin. La réception et l'attribution de ce quota est prévu ainsi avant la fin du premier semestre de l'année 2022.

Dans le même nouveau pôle urbain du chef-lieu de wilaya, des travaux ont été lancés dernièrement pour la réalisation d'un quota de 200 logements locatifs publics, dans le cadre du programme d'habitat de l'année 2021. Les délais de réalisation sont fixés à 12 mois.

La même source a également fait état de la réalisation récente de près de 120 LPL dont 86 dans la commune de Labiodh Sidi Cheikh, 20 dans la commune d'El Khaiter, sept (7) dans la commune de Kerakda et six (6) dans la commune de Tousmouline.

La distribution de ces logements est attendue prochainement par les autorités locales, selon la même source.

Pour rappel, les clés de 730 logements locatifs publics ont été remises la semaine dernière à leurs bénéficiaires dans la commune de Bougrob.

AIR ALGERIE



VOLS NATIONAUX

Vol Départ

LUNDI

Oran - Alger 08h30
Oran - Alger 09h35
Oran - Alger 14h25
Oran - Constantine 08h00
Oran - Adrar 10h20
Oran - Annaba 13h15
Oran - Béchar 13h30

MARDI

Oran - Alger 08h00
Oran - Alger 12h25
Oran - Alger 17h00
Oran - Constantine 08h35
Oran - Adrar 12h05

MERCREDI

Oran - Alger 08h15
Oran - Alger 16h45
Oran - Alger 17h15
Oran - Elbayadh 07h15
Oran - Bechar 10h15
Oran - Timimoune 11h00
Oran - Constantine 11h45
Oran - H.Messaoud 15h55

JEUDI

Oran - Alger 08h15
Oran - Alger 10h05
Oran - Alger 17h00
Oran - Ouargla 08h00
Oran - Tamanrasset 09h00
Oran - El Oued 13h20
Oran - Annaba 14h35
Oran - Adrar 15h45

VENDREDI

Oran - Alger 08h15
Oran - Alger 10h35
Oran - Alger 17h00
Oran - Timimoun 08h00
Oran - Tindouf 09h00
Oran - H. Messaoud 14h30

SAMEDI

Oran - Alger 08h15
Oran - Alger 10h50
Oran - Alger 17h00
Oran - Béchar 08h10
Oran - Annaba 13h20
Oran - Ghardaïa 14h00

DIMANCHE

Oran - Alger 08h15
Oran - Alger 10h45
Oran - Alger 17h15
Oran - Mecheria 08h00
Oran - Tindouf 11h05
Oran - Adrar 12h20

TRAIN - SNCF



DÉPART ARRIVÉE

----- ORAN - ALGER -----

06h10 11h25
08h00 12h00
10h00 14h09
12h30 17h54
15h45 19h46

----- ALGER - ORAN -----

06h10 11h25
08h00 12h00
10h00 14h09
12h30 17h54
15h45 19h46

ORAN - ARZEW

05h30 06h18
08h30 09h18
13h40 14h28
17h05 17h53

ARZEW - ORAN

06h30 07h22
09h30 10h18
15h00 15h48
18h30 19h18

ORAN - Aïn Témouchent

08h10 09h15
13h30 14h35
17h02 18h07

Aïn Témouchent - ORAN

05h57 07h04
09h20 10h24
14h40 15h44

ORAN - TLEMCEN

12h50 15h12
16h00 18h32

TLEMCEN - ORAN

05h40 08h09
10h00 12h22

TLEMCEN - MEGHNIA

17h00 18h23

MEGHNIA - TLEMCEN

06h00 07h24

ORAN - SBA

17h10 18h32

SBA - ORAN

05h30 06h47

ORAN - CHLEF

16h15 18h35

CHLEF - ORAN

06h50 09h16

ORAN - RELIZANE

17h30 19h03

RELIZANE- ORAN

05h45 07h32

ORAN - SAIDA

15h20 17h59

SAIDA - ORAN

07h00 09h42

ORAN - BECHAR

10h20 17h11

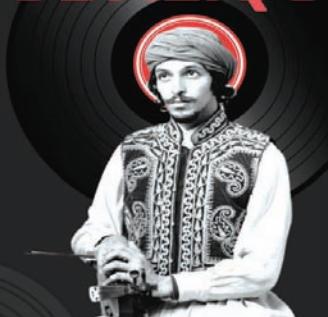
BECHAR - ORAN

06h15 13h10



HOTEL LIBERTÉ - ORAN

JBALIQS



DANS UN CONCERT PAS COMME LES AUTRES

LE 02 ET 04 DÉCEMBRE 2021

BILLETS DISPONIBLES ET RÉSERVABLES AU

THÉÂTRE LA FOURMI - LIBERTÉ HOTEL ORAN.

Réservation & information :

0770. 60. 69 .76

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

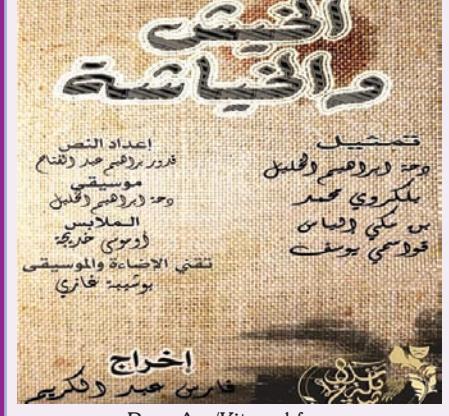
► Mardi 30 novembre à 15h
«SINDIBAD EL BAHRI»
Par Théâtre régional d'Oran

► Mercredi 1er décembre à 17h
Théâtre Adultes : «WIN RANA»



Par : Ass/ Chougrani

► Jeudi 02 décembre à 17h
«El khaych Wel Khiyacha»



Par : Ass/Kitar el fen

► Vendredi 03 décembre à 16h
Théâtre enfants : «Pinocchio»
Par : théâtre régional d'Oran

► Samedi 04 décembre à 17h
Théâtre Adultes : «Dalatena»



INSTITUT FRANÇAIS

Cinéma

Les choses qu'on dit, les choses qu'on fait

► Mercredi 1er décembre à 18h00
à l'Institut français d'Oran
De Emmanuel Mouret (2021).
Daphné, enceinte de trois mois, est en vacances à la campagne avec son compagnon François. Il doit s'absenter pour son travail et elle se retrouve seule pour accueillir Maxime, son cousin qu'elle n'avait jamais rencontré....

MÉTÉO

AUJOURD'HUI DEMAIN

ORAN

Nuageux Ensoleillé
Max.17-Min.13 Max.17-Min.11

MOSTAGANEM

Légère pluie Ensoleillé
Max.17-Min.12 Max.17-Min.12

TLEMCEN

Peu nuageux Ensoleillé
Max.13-Min.6 Max.15-Min.5

MASCARA

Nuageux Ensoleillé
Max.14-Min.7 Max.15-Min.7

TIARET

Nuageux Ensoleillé
Max.10-Min.5 Max.13-Min.4

CHLEF

Peu nuageux Ensoleillé
Max.17-Min.9 Max.17-Min.10

BÉCHAR

Ensoleillé Ensoleillé
Max.16-Min.8 Max.15-Min.8

ALGER

Nuageux Ensoleillé
Max.16-Min.12 Max.17-Min.11

CONSTANTINE

Nuageux Ensoleillé
Max.11-Min.7 Max.16-Min.6

ANNABA

Nuageux Ensoleillé
Max.16-Min.11 Max.19-Min.12

AMBASSADE
D'AUTRICHE
ALGER

«La conquête de l'Amérique»

Une lecture

de Stefan

Franz

Griebl

L'Ambassade d'Autriche en Algérie a le plaisir de vous informer qu'après sa venue en Algérie en 2019, l'écrivain autrichien Stefan Franz Griebl plus connu sous le pseudonyme de «Franzobel» animera de nouveau une lecture autour de son dernier roman intitulé «Die Eroberung Amerikas» (La conquête de l'Amérique)

► Oran, mercredi 1er décembre à 11h à l'Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed

► Alger, vendredi 3 décembre en présence d'enseignants et doctorants en littérature

CINÉMATHÈQUE D'ORAN

► Mardi 30 novembre



-14h00 : «Apocalypse now»
-16h00 : «The Magdalene sisters»

Mer 01-12-2021

LE KID D'ALGER 14H

BOUMLA 16H

Jeu 02-12-2021

BOUMLA 14H

LE KID D'ALGER 16H

Sam 04-12-2021

EL WALDINE 14H

WINNA 16H

Dim 05-12-2021

EL WALDINE 14H

EL WALDINE 16H

Espagne

Le Real porté par Vinicius et Benzema

Grâce à Vinicius et Karim Benzema, le Real Madrid, leader, a battu le Séville FC 2-1 à domicile dimanche lors de la 15e journée du Championnat d'Espagne, et reste en tête quatre points devant la Real Sociedad et l'Atlético Madrid, large vainqueur à Cadix (4-1). Les Sévillans ont ouvert le score tôt dans le match, d'une tête placée de Rafa Mir qui s'est défait du marquage de Ferland Mendy sur corner (12e), puis Karim Benzema a égalisé pour les Merengues (32e), à la reprise d'une lourde frappe d'Eder Militao repoussée sur son poteau par le portier sévillan Bono... Et le jeune ailier brésilien Vinicius a offert la victoire aux siens d'une puissante frappe en toute fin de partie, à la 87e, pour permettre au Real de

prolonger sa série de six victoires de rang toutes compétitions confondues. Métamorphosé cette saison, Vinicius a encore une fois été ovationné par le Santiago-Bernabeu après son but. Et l'avant-centre français, placé parmi les favoris pour le Ballon d'Or qui sera décerné lundi soir à Paris, a encore une fois été le patron offensif de la «Maison blanche». Les deux compères d'attaque du Real mènent la danse du classement des buteurs de Liga, avec 9 buts en 14 matches pour «Vini» et 11 buts en 13 matches pour «KB9». Mais les Andalous, qui devront aller chercher leur ticket pour les 8e de finale de Ligue des champions dans dix jours à Salzbourg, ont sérieusement mis en difficulté les hommes de Carlo Ancelotti dimanche soir.

Angleterre

City rayonne sous la neige, United freine Chelsea

Rien ni personne ne semble pouvoir arrêter Manchester City, pas même la neige: le champion d'Angleterre en titre a confirmé sa grande forme en battant West Ham (2-1), dimanche à l'occasion de la 13e journée de la Premier League. Quatre jours après son succès face au Paris SG (2-1) en Ligue des champions, City a aligné, sous la neige en première période, une troisième victoire de suite, sa neuvième en championnat cette saison. Les joueurs de Pep Guardiola maintiennent la pression sur Chelsea, qu'ils ont rejoint provisoirement en tête du championnat (29 pts), avant le match des Blues face à Manchester United dimanche en fin d'après-midi. Seul Liverpool, 3e avec 28 points après son net succès face à Southampton (4-0) samedi. Souvent en difficulté ces

dernières semaines, Leicester s'est ressaisi contre Watford (4-2). Les Foxes, qui restaient sur deux défaites au King Power Stadium en championnat face à Arsenal (0-2) et Chelsea (0-3), ont fait la différence dès la première période. La rencontre entre Burnley et Tottenham a été reportée cinquante minutes avant le coup d'envoi en raison du terrain rendu impraticable par les fortes chutes de neige. Enfin, Chelsea voit ses poursuivants Manchester City et Liverpool se rapprocher après avoir échoué à trouver la solution à domicile contre Manchester United (1-1). Après leur match nul à Liverpool (1-1) fin août et leur défaite face à Manchester City (1-0) fin septembre, les Blues n'ont pas encore réussi à battre l'une des trois équipes qui avaient fini sur le podium la saison dernière.

Allemagne

Leverkusen assomme Leipzig et se hisse sur le podium

Affaibli par le Covid, Leipzig n'y arrive plus ! Déjà éliminé en Ligue des champions, le RB s'est effondré à domicile à huis clos en Bundesliga contre Leverkusen (3-1), qui en profite pour prendre la troisième place après 13 journées.

En haut du classement, le Bayern (31 pts) et Dortmund (30 pts), vainqueurs tous les deux samedi, ont fait le trou. Le Bayer Leverkusen suit avec 24 pts devant Fribourg, 22 pts. Quant à Leipzig, quatre fois sur le podium ces cinq dernières saisons, il glisse à la 8e place à 13 points des Bavarois, et a déjà perdu toute chance de participer à la course au titre. Le départ de l'entraîneur Julian Nagelsmann — remplacé par l'Américain Jesse Marsch

— et de plusieurs joueurs clé cet été n'a clairement pas été digéré. Lâché en Bundesliga, le club des Français Christopher Nkunku et Nordi Mukiele est également déjà éliminé de la Ligue des champions par le Paris SG et Manchester City, et même pas encore certain de se qualifier pour la Ligue Europa. A la décharge du RB, cette défaite survient alors que Marsch, mais aussi le gardien capitaine Peter Gulacsi et quatre autres joueurs, sont en quarantaine après avoir été testés positifs au Covid-19. En Allemagne, où chaque région décide elle-même des restrictions anti-Covid, Leipzig (en Saxe) a été la première équipe de l'élite contrainte cette saison de rejouer à huis clos total.

Championnats européens

Angleterre - 14e journée

Aujourd'hui

- (20h30) Newcastle - Norwich
(21h15) Leeds - Crystal Palace

Mercredi

- (20h30) Watford - Chelsea
..... West Ham - Brighton
..... Wolverhampton - Burnley
..... Southampton - Leicester
(21h15) Everton - Liverpool
..... Aston Villa - Man City

Jeudi

- (20h30) Tottenham - Brentford
(21h15) Man United - Arsenal

Italie - 15e journée

Aujourd'hui

- (18h30) Fiorentina - Sampdoria
..... Atalanta Bergame - Venise
(20h45) Vérone - Cagliari
..... Salernitana - Juventus

Mercredi

- (18h30) Bologne - AS Rome
..... Inter Milan - Spezia
(20h45) Sassuolo - Naples
..... Genoa - AC Milan

Jeudi

- (18h30) Torino - Empoli
(20h45) Lazio - Udinese

France - 16e journée

Mercredi

- (19h00) Metz - Montpellier
..... Brest - Saint-Etienne
..... Strasbourg - Bordeaux
..... Angers - Monaco
..... Troyes - Lorient
(21h00) Lyon - Reims
..... Rennes - Lille
..... Paris SG - Nice
..... Nantes - Marseille
..... Clermont - Lens

Espagne - Coupe du Roi

Aujourd'hui

- (19h00) Victoria CF - Villarreal
..... CD Laguna de Tenerife - Grenade
..... Unami CP - Alavés
(21h00) CFJ Mollerussa - Getafe
..... Ebro - Celta Vigo

Mercredi

- (19h00) Cordoue - Séville FC
..... SD Solares - Espanyol
..... Segoviana CF - Majorque
(21h00) CFI Alicante - Betis
..... CF Panadería Pulido - Sociedad

Jeudi

- (19h00) CD Huracán Melilla - Levante
..... San Agustín de Guadalix - Osasuna
..... Guijuelo - Rayo Vallecano
(19h30) CD Utrillas - Valence
(21h00) CD Villa de Fortuna - Cadix
..... Leioa - Elche

**Italie
Naples prend seul les commandes**

Après les statues et les

maillots à l'effigie de Diego Maradona, les joueurs de Naples ont rendu hommage sur le terrain à l'idole argentine en dominant la Lazio Rome (4-0) dimanche pour prendre seuls la tête du Championnat d'Italie. Le «Napoli» compte trois points d'avance sur l'AC Milan, battu à domicile par Sassuolo (3-1) plus tôt dimanche dans le cadre de cette 14e journée. Après l'inauguration d'une première statue de Maradona devant l'ancien stade San Paolo jeudi, une deuxième a été présentée avant la rencontre au sein même de l'enceinte de Naples. Sous une pluie battante, les Napolitains, qui arboraient encore un maillot à l'effigie de Maradona, décédé il y a un an à l'âge de 60 ans, ont rapidement fait la différence, marquant trois buts au cours des trente premières minutes. Naples, pourtant sans plusieurs titulaires blessés ou malades (Osimhen, Ounas, Politano, Anguissa, Zanoli), a ainsi fort bien réagi après ses deux défaites d'affilée, à Milan contre l'Inter (3-2) en championnat (sa seule

France

Le PSG gagne avec Ramos mais perd Neymar

Avec un doublé de Marquinhos et trois passes décisives de Lionel Messi, le Paris SG s'est imposé en supériorité numérique à Saint-Etienne (3-1) dimanche en Ligue 1, un succès pénible marqué par les débuts

de Sergio Ramos et l'impressionnante blessure de Neymar. Ramos, recruté l'été dernier mais longtemps convalescent, n'a pas eu trop à s'employer pour son premier match avec le PSG, qui conforte sa première place en L1 mais peut s'inquiéter pour Neymar: le Brésilien est sorti en larmes et sur civière, victime d'une entorse à la cheville gauche (87e). Le club parisien (40 pts) compte désormais quatorze points d'avance sur Nice (26 pts), son dauphin avant cette 15e journée et prochain adversaire à se présenter au Parc des Princes mercredi.

Réduit à dix après l'exclusion de Timothée Kolodziejczak (45e), Saint-Etienne a bataillé en vain sous la neige du Forez et retrouve la lanterne rouge à égalité avec Metz (12 pts), victorieux sa-

medi soir sur la pelouse de l'OGC Nice (1-0). Mais au final, la performance du PSG ne lève pas les doutes sur le niveau de jeu affiché depuis le début de saison malgré les treize victoires en quinze journées en championnat. Et la position de l'entraîneur Mauricio Pochettino, arrivé il y a quasiment un an, reste incertaine après une semaine marquée par des rumeurs de départ et les spéculations autour d'un possible intérêt parisien pour Zinédine Zidane, démenti vendredi par le directeur sportif Leonardo. Au moins Paris a-t-il renoué avec la victoire après son revers (2-1) mercredi contre Manchester City, malgré la qualification obtenue pour les huitièmes de finale de la Ligue des champions. Mais malgré leur supériorité numérique, les Parisiens ont parfois été beaucoup trop statiques, à l'image de son carré «magique» Neymar, Messi, Mbappé et Di Maria qui s'est trop rarement bien trouvé et n'a pas réussi à éléver le rythme face à un adversaire recroqueillé en défense.

Ligue 1

La rencontre MCA-PAC reportée

La rencontre opposant le MC Alger au Paradou AC, pour le compte de la 6e journée de la Ligue 1 de football, prévue vendredi prochain, a été reportée à une date ultérieure, indique un communiqué de la Ligue de football professionnel (LFP). «Suite à la demande du Paradou AC et

conformément à l'article 29 du règlement des championnats de football professionnel, la Ligue de Football Professionnel décide de reporter la rencontre MC Alger-Paradou AC, comptant pour la 6ème journée de la Ligue 1, initialement prévue le vendredi 3 décembre 2021 à une date ulté-

rieure.», précise la même source. Pour rappel, quatre joueurs du Paradou AC, en l'occurrence Medjadel, Bouguerra, Titraoui et Zerrouki, se trouvent actuellement à Doha pour prendre part, avec l'équipe nationale A, à la Coupe arabe qui se déroulera du 30 novembre au 18 décembre prochain.

USM Alger**Koudri, c'est plus compliqué que prévu !**

Le milieu récupérateur de l'USM Alger, Hamza Koudri, souffre d'une lésion aux ligaments croisés du genou gauche, ont révélé des examens plus approfondis, selon le médecin du club, le Dr Mohamed Nasri. Le porteur d'eau des Rouge et Noir a contracté cette blessure lors de la rencontre contre l'US Biskra (3-0) disputée il y a une dizaine jours au stade Omar Hamadi, pour le compte de la

quatrième journée de Ligue 1. Un premier diagnostic avait fait part d'une "sérieuse entorse du genou gauche", mais l'IRM (ndl : Imagerie par résonance magnétique) passée dernièrement par le joueur a démontré qu'il y avait plutôt lésion au niveau des ligaments croisés.

"Pour l'instant, on ne sait pas s'il s'agit d'une rupture, ou d'une simple lésion. Donc, on doit com-

mencer par passer d'autres examens, pour connaître la nature exacte de cette blessure, puis on verra avec le médecin orthopédiste s'il y a lieu d'opérer, ou pas", a ajouté le Docteur Nasri. Concernant les autres blessés, le médecin des Rouge et Noir s'est voulu plus rassurant, notamment, à propos du gardien Mohamed Lamine Zemmamouche et de l'attaquant Abderrahmane Meziane.

Football - Ligue 2 - Résultats

Groupe Centre-Ouest		Groupe Centre-Est	
WAB	0-0	RCK	JSBM
USMMH	0-2	MCEB	1-0
ASMO	2-2	MCBOS	USC
CRT	0-0	ESBA	NRBT
SKAF	1-1	CRBAO	CABBA
USMH	0-0	JSMT	JSMB
GCM	2-1	MCS	USMK
USMBA	1-0	SCAD	USMAn
			JSMS
			MOC
			IRBO
			IBL
			MOB

Equipe nationale**Mahrez nominé pour le prix Puskás**

La FIFA a dévoilé lundi après-midi la liste des joueurs et joueuses retenus pour le prix Puskás. Le capitaine des Verts, Riyad Mahrez (26 buts et 27 passes décisives en 70 sélections), fait parti des nominés pour le prix, grâce au but qu'il a inscrit le 16 Novembre 2020 face au Zimbabwe. Le vainqueur de cette distinction sera désigné le 17 janvier prochain. Le prix Puskás de la FIFA est décerné au joueur ou à la joueuse jugé(e) d'avoir marqué le plus beau but de la saison écoulée, et ce, indépendamment de son sexe, de son championnat ou de sa nationalité tant qu'il ou elle n'a pas inscrit ce but sur un coup de chance. Pour obtenir cette distinction, Riyad Mahrez concourra avec dix autres candidats, en l'occurrence, Luis Diaz, Gauthier Hein, Erik Lamela, Valentino Lazaro, Sandra Owusu-Ansah, Vangelis Pavlidis, Daniela Sanchez, Patrik Schick, Mehdi Taremi et Caroline Weir. Afin de pouvoir participer au vote, les fans du monde entier doivent accéder et s'inscrire au site de la FIFA.

Cyclisme - AS Naftal Oran
Nesrine Houili dans l'attente de son transfert en Suisse

La jeune cycliste algérienne, Nesrine Houili, qui devait rejoindre, en juillet dernier, un club suisse dans une première expérience professionnelle à l'étranger, est désormais dans le flou, a indiqué lundi le président de son club AS Naftal Oran, Mohamed Bessayeh. «Houili s'est déjà rendu en Suisse mais seulement pour y effectuer un stage financé par la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs de cette athlète. C'était prévu qu'elle y revienne pour rejoindre un club là-bas en juillet dernier, mais depuis nous sommes dans le flou», a déclaré le président de l'étoile montante de la 'petite reine' algérienne âgée de 17 ans. Cela n'a pas pour autant découragé la sociétaire de l'AS Naftal Oran, comme l'attest-

te son brillant parcours lors des récents championnats arabes sur piste qui se sont déroulés en Egypte. La native d'Oran a grandement contribué dans la belle moisson des Algériens (23 médailles : 8 or, 7 argent et 8 bronze), lors de cette compétition. En mars dernier, la jeune Houili avait également brillé lors du championnat d'Afrique des juniors, tenue aussi en Egypte, s'adjugeant pas moins de six médailles (3 or, 2 argent et 1 bronze). «C'est au cours de ce championnat d'Afrique que Houili a réussi à taper dans l'oeil des recruteurs suisses. Ces derniers n'ont pas hésité à demander son transfert en Suisse pour parfaire sa formation. Evidemment, il s'agit d'une très belle chose pour le cyclisme national, sauf que pour l'instant l'ambiguïté entoure la concré-

tisation de ce projet», a encore regretté Mohamed Bessayeh. Nesrine Houili a entamé sa carrière sportive en cyclisme à l'âge de 13 ans au sein du club de sa ville natale, le Nasr Tlèlat, avant de rejoindre, en début de la saison passée, l'AS Naftal Oran. Grâce à cette jeune sportive, l'Algérie caracole en tête de quatre spécialités chez les juniors filles dans le nouveau classement mondial de l'Union internationale de cyclisme (UCI), à savoir : le Keirin, le Scratch, la course aux points et l'élimination. Dans une précédente déclaration, le président de la FAC, Kheireddine Barbari, a assuré que son instance «suivra de près Houili, lors de son aventure suisse», prédisant un avenir radieux à cette sportive «qui sera encore meilleure, grâce à cette expérience professionnelle», a-t-il déclaré.

WA Tlemcen
Meziane Ighil en ballotage favorable

L'entraîneur Meziane Ighil a indiqué, lundi, que ses contacts avec le WA Tlemcen, pensionnaire de la Ligue 1 de football, sont encore à un "stade préliminaire". "Effectivement, j'ai reçu un contact de la part du président du WAT qui voulait connaître mes intentions au sujet d'une éventuelle proposition officielle pour entraîner son équipe, mais ça reste toujours à un stade préliminaire", a déclaré Ighil. Le WAT est sans entraîneur depuis sa défaite sur le terrain du MC Alger (2-0) pour le compte de la 3e journée, une défaite qui a sonné le glas de son ex-coach, Kamel Bouhellal. L'équipe reste sur quatre défaites de rang après cinq journées de championnat. "J'ai assisté au précédent match du WAT contre le Paradou AC (défaite 1-0) pour avoir une idée sur cette formation si le

MC Oran
Bensenouci refuse le poste de manager général

Le président du Club sportif amateur (CSA) du MC Oran, Chamseddine Bensenouci, a indiqué lundi avoir décliné la proposition du Conseil d'administration de la société sportive par actions (SSPA) du même club pour occuper le poste de manager général de l'équipe pensionnaire de la Ligue 1 de football. "Contrairement à ce qui se dit ici et là, je ne suis pas le manager général du MCO. Certes, le Conseil d'administration m'a fait une proposition dans ce sens, mais je l'ai décliné", a-t-il déclaré. Ce n'est pas tout, puisque ce même responsable a démenti avoir repris le témoin, "à titre intérimaire soit-il", du président de la SSPA, Tayeb Mahiaoui, qui devrait s'absenter pour une longue durée pour des "raisons de santé". "Je suis membre du Conseil d'administration, mais je ne suis pas le président par intérim de la SSPA. Tayeb Mahiaoui se trouve actuellement en Espagne pour se soigner, et il y a une administration en place qui est chargée de gérer les affaires courantes du club professionnel", a précisé Chamseddine Bensem-

FIFA - Coupe arabe 2021 Une dernière répétition avant le Mondial

M. Zeggai

La Coupe arabe de football, devant servir de répétition générale à la Coupe du monde de football 2022, débutera aujourd'hui au Qatar avec la participation de seize équipes. Cette compétition organisée par la FIFA est bien reconnue par l'Union des associations arabes de football (UAFA) comme la 10^e édition de la Coupe arabe des nations de football. C'est la FIFA qui a procédé à l'invitation des 23 sélections, 22 du monde arabe issues de ces deux confédérations africaine CAF et asiatique AFC, et le Soudan du Sud, invité pour participer directement à l'épreuve finale. Neuf équipes, le Qatar, l'Algérie, l'Egypte, l'Irak, le Maroc, l'Arabie Saoudite, la Syrie, la Tunisie et les Emirats arabes unis, se sont qualifiées grâce à leur rang au classement mondial de la Fifa. Les sept autres ont joué des barrages à Doha pour s'assurer une place dans le tournoi. Cette compétition sera marquée par la présence de deux champions continentaux, le Qatar et l'Algérie, et verra la participation de près de 370 joueurs du monde arabe. Ce tournoi ne s'inscrit pas dans le calendrier international de la FIFA. De ce fait, quelques sélections sont composées par un effectif en partie ou en totalité de joueurs locaux. Les joueurs pros évoluant en Europe ne peuvent pas être libérés par leurs clubs respectifs, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une date FIFA. Néanmoins, tous les matchs sont considérés par la FIFA comme des matchs internationaux à part entière. Six stades ont été retenus pour abriter ces joutes dont la finale aura lieu le 18 décembre, un an jour pour jour avant la finale du Mondial. Il s'agit, en outre, de la première Coupe arabe à se tenir sous l'égide de la FIFA, même si la plupart des équipes n'ont pu faire appel à leurs meilleurs éléments. Ainsi donc, après une éclipse de neuf ans, la Coupe arabe revient au-devant de la scène, des problèmes de calendrier ayant em-



pêché sa tenue dans les temps, cette compétition censée se dérouler tous les quatre ans. La dernière édition a eu lieu en 2012 en Arabie Saoudite et a été remportée par le Maroc. A propos de statistiques, c'est l'Irak qui détient le plus grand nombre de titres avec quatre consécrations (1964, 1966, 1985 et 1988). L'Arabie Saoudite vient en deuxième position après avoir été sacrée à deux reprises, en 1998 et en 2002, alors que l'Egypte, le Maroc et la Tunisie ont remporté un titre. Le match d'ouverture est prévu aujourd'hui entre le Qatar et le Bahreïn au stade Al-Bayt d'une capacité de 60.000 places en présence du président de la Fifa, Gianni Infantino. Cette empoignade s'annonce nettement à l'avantage du Qatar, pays hôte et champion d'Asie en titre. Trois autres rencontres, Tunisie-Mauritanie, Irak-Oman et Syrie-Emirats arabes unis, se dérouleront le même jour dans trois autres stades. Par ailleurs, selon certaines informations d'une source digne de foi, la FIFA compte exploiter ce tournoi pour innover en matière d'arbitrage.

LE PROBLÈME DU HORS-JEU ENFIN RÉGLÉ ?

Nous avons appris qu'après l'utilisation de la VAR, la FIFA envisage de tester le hors-jeu automatisé. Cela consiste en une nouvelle technologie qui permettra aux arbitres de la VAR d'être avertis à chaque fois qu'un joueur est en position de hors-jeu. Il est fortement question de voir ce système testé lors de cette Coupe arabe. Ces essais auront, bien évidemment, pour objectif d'améliorer le niveau de l'arbitrage mondial, et voir si ce nouvel apport à l'arbitrage sera efficace dans le jeu et, surtout, s'il sera adopté pour la prochaine Coupe du monde au Qatar en 2022. Cette innovation sera fonctionnelle grâce à l'intelligence artificielle, qui placera 29 points de repères sur chaque joueur à l'aide de douze caméras situées au bord de terrain. Les sportifs du monde entier attendent donc avec impatience l'application de cette nouvelle technologie qui mettra un terme aux multiples contestations des joueurs et des entraîneurs, et donc aux critiques dont les arbitres et leurs assistants sont les victimes toutes désignées.

Aujourd'hui	Mercredi	Vendredi
Tunisie - Mauritanie (11h00) Irak - Oman (14h00) Qatar - Barhén (17h00) Emirats - Syrie (20h00)	Algérie - Soudan (11h00) Egypte - Liban (14h00) Maroc - Palestine (17h00) Arabie saoudite - Jordanie (20h00)	Irak - Bahreïn (11h00) Qatar - Oman (14h00) Emirats - Mauritanie (17h00) Tunisie - Syrie (20h00)
Samedi	Lundi	Mardi
Maroc - Jordanie (11h00) Algérie - Liban (14h00) Egypte - Soudan (17h00) Arabie saoudite - Palestine (20h00)	Syrie - Mauritanie (16h00) Tunisie - Emirats (16h00) Bahreïn - Oman (20h00) Irak - Qatar (20h00)	Maroc - Arabie saoudite (16h00) Jordanie - Palestine (16h00) Algérie - Egypte (20h00) Liban - Soudan (20h00)

FAF - Yacine Benhamza

«Nous avons une réputation à défendre»

Le vice-président de la Fédération algérienne de football (FAF), Dr. Yacine Benhamza, a déclaré dimanche que l'équipe nationale A', abordera la Coupe arabe de la Fifa à Doha (30 novembre - 18 décembre), avec l'intention d'aller jusqu'au bout, estimant qu'il y aura «une réputation à défendre», deux ans et demi après le trophée africain remporté par les «Verts» en Egypte. «Nous avons une grande ambition pour aller jusqu'au bout. L'Algérie est championne d'Afrique. Cette équipe A' est constituée notamment de joueurs de l'équipe A, c'est une très bonne chose. Nous avons une réputation à défendre», a affirmé Benhamza, chef de la délégation algérienne à Doha. Lors du rendez-vous arabe, l'Algérie évoluera dans le groupe D, en compagnie de l'Egypte, du Soudan et du Liban. Les Algériens en-

tameront le tournoi mercredi face au Soudan, au stade Ahmed-Ben Ali à Doha (11h00 algérienne), avant d'affronter le Liban, le samedi 4 décembre au stade Al-Janoub (14h00), puis l'Egypte, le mardi 7 décembre, toujours au stade Al-Janoub (20h00). «Tout le monde avance que nous sommes les favoris pour remporter le trophée. Ce ne sera pas facile au vu de la concurrence, mais notre objectif est de remporter le titre», a-t-il ajouté. Membre du bureau fédéral et président de la commission du football professionnel, Dr Yacine Benhamza, a souligné l'importance de «représenter dignement» les couleurs du pays au Qatar. «L'équipe nationale se trouve dans d'excellentes conditions. Nous avons de réelles chances dans cette compétition, en attendant la vérité du terrain. Le plus important est de représenter dignement

notre pays. J'estime que nous sommes bien placés que beaucoup d'autres équipes», a-t-il conclu. Arrivés samedi à Doha, les joueurs du sélectionneur Madjid Bougerra ont effectué dans la même journée leur première séance d'entraînement, dédiée à la récupération, en l'absence de quelques éléments tels que le portier Raïs M'bolhi (Al-Ittifaq/Arabie saoudite) et Yacine Brahimi (Al-Rayyan SC/ Qatar). La délégation algérienne s'est envolée tôt samedi (4h00) depuis l'aéroport international d'Alger, avec à bord le staff technique, conduit par Madjid Bougerra, le sélectionneur national des A Djamel Belmadi, et les cinq joueurs qui évoluent dans le championnat national. Par la suite, le plan de vol incluait un arrêt à Tunis en vue d'embarquer l'ensemble des éléments évoluant dans le Championnat tunisien.

CAN-2022 féminine - Préparation Deuxième victoire en amical face à la Tunisie

La sélection algérienne féminine de football s'est imposée devant son homologue tunisienne sur le score de 4 à 2, (mi-temps: 3-0), dimanche à Tunis, en match amical préparatoire, en prévision du dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, prévue au Maroc. Les buts de l'Algérie ont été inscrits par Belkacemi Lydia (38e), Cilai Koué (40e), Muller Taleb Laura (42e) et Adjabi Ikram (78e). C'est la seconde victoire des Algériennes devant les Tunisiennes après celle acquise jeudi par (1-0). Pour cette double confrontation amicale, la sélectionneuse, Radia Fertoul, a convoqué 24 joueuses, dont 13 évoluent à l'étranger. Pour rappel, l'Algérie défiera l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique en titre, lors du 2e et

Coupe de la CAF La JS Saoura battue à Accra

Le représentant algérien en Coupe de la Confédération de football (CAF), la JS Saoura, a été battu par son homologue ghanéen de Hearts of Oak sur le score de (2-0), mi-temps (1-0) en match comptant pour le 2e tour préliminaire additionnel (aller) de la compétition disputé dimanche à Accra. Les deux buts de la rencontre ont été l'œuvre d'Ibrahim Salihou (16e) et Boateng (71e). Lors de cette rencontre, le joueur de la JSS, Zakaria Saidi a écopé d'un carton rouge à la 75e minute. Le second représentant algérien dans cette compétition, la JS Kabylie, a également été battu par Royal Léopards d'Eswatini (1-0) en match joué à Manzini. Les matches «retour» se joueront respectivement à Béchar et Tizi-Ouzou le dimanche 5 décembre.

Athlétisme - FAA Les élites nationales travaillent sans relâche

L'élite de l'athlétisme algérien «travaille sans relâche» pour augmenter son potentiel, en espérant que cette progression lui permettra de prétendre à de meilleurs résultats lors des importantes échéances internationales à venir, dont les Jeux Méditerranéens de 2022 à Oran et les Mondiaux d'athlétisme, la même année aux Etats-Unis, a indiqué le président de la Fédération algérienne (FAA), Yacine Louaïl. «Cela fait déjà plusieurs semaines que nous avons entamé le travail dans cette perspective. Les athlètes d'élite spécialisés dans les courses de fond et demi-fond étaient en regroupement à Tikjda, alors que leurs homologues des épreuves techniques étaient réunis à Alger», a commencé par détailler le premier responsable de la FAA, dans une déclaration au site officiel de l'instance. «Les athlètes n'ont droit qu'à une courte période de répit entre deux stages, car ils sont vite rappelés à reprendre du service, après un court break», a ajouté la même source. Outre les infrastructures et les différents moyens pédagogiques qui ont été mis à la disposition des athlètes, pour les aider dans leur quête de bien préparer les prochaines échéances internationales, Louaïl a révélé que le ministère de la jeunesse et des sports (MJS) a débloqué «une enveloppe conséquente». Le premier responsable de la FAA a préféré ne pas dévoiler le montant de cette subvention, mais d'après lui, elle «devrait suffire» à couvrir les dépenses nécessaires.

Mondial des clubs 2022

La compétition fixée au début du mois de février

La prochaine Coupe du monde des clubs de football se tiendra du 3 au 12 février 2022 aux Emirats arabes unis, a annoncé la Fifa lundi. La compétition était initialement prévue au Japon pour le mois de décembre 2021, avant qu'elle ne soit délocalisée vers les Emirats arabes unis. Le tirage au sort, prévu ce lundi, déterminera les huit matches de cette compétition en pleine transition, qui était censée passer à 24 équipes dès cette année avant que la crise sanitaire ne bouscule les plans de la Fifa. Parmi les clubs engagés figurent Chelsea,

vainqueur de la Ligue des champions, le club brésilien de Palmeiras, qui vient de s'adjuger une deuxième Copa Libertadores consécutive, les Mexicains de Monterrey et le club égyptien d'Al-Ahly. Les Saoudiens d'Al Hilal complètent le plateau, aux côtés de leurs voisins émiratis d'Al Jazira et de la formation néo-zélandaise d'Auckland. Le Qatar avait accueilli en début d'année la précédente édition, remportée par la Bayern Munich, qui était déjà censée se tenir en décembre 2020 et avait été reportée de deux mois en raison de la pandémie de co-

ronavirus. La Fifa a par ailleurs annoncé la tenue du 14 au 30 mars 2022 d'un tournoi de qualification pour le Mondial-2022 pour la zone Océanie, qui réunira huit équipes au Qatar et attribuera un ticket pour un match de barrages en juin 2022. Ce barrage sur un match entre le représentant océanien et une équipe ayant terminé 4e des qualifications de la zone CONCACAF, ainsi que celui prévu entre l'équipe classée 5e des éliminatoires d'Amérique du Sud et une nation de la zone Asie, devraient également se tenir au Qatar les 13 et 14 juin.

Athlétisme - Championnat national hivernal Rendez-vous les 18 et 19 mars à Oran

Le championnat national hivernal d'athlétisme aura lieu à Oran les 18 et 19 mars prochain, a-t-on appris du président de la Ligue de wilaya de la discipline, Brahim Amour. Dans une déclaration, le président de la Ligue d'Oran a fait savoir qu'il a été informé par le président de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), Yacine Louail, de la domiciliation à Oran du championnat en question, et ce, en marge de sa visite, la semaine passée, dans la ville la semaine passée. Le patron de la FAA était accompagné pour la circonstance par le prési-

dent du Comité olympique algérien, Abderrahmane Hammad. Les deux hommes en ont profité pour inspecter les travaux en cours au niveau du stade d'athlétisme de 4.200 places qui a été retenu justement pour abriter le championnat national hivernal, a ajouté Brahim Amour. Selon le même responsable, cette épreuve est inscrite dans le programme des compétitions expérimentales (tests Événements) en prévision de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM) qui va abriter la capitale de l'Ouest du 25 juin au 5 juillet 2022. D'ailleurs, c'est le

Comité d'organisation des JM qui se chargera d'équiper le stade en question, ce qui constitue, a ajouté Brahim Amour, «un très bon investissement pour notre Ligue vu que le matériel dont nous disposons est devenu vétuste». Pour rappel, la dernière compétition nationale en athlétisme tenue à Oran remonte au début 2020 lorsque la Ligue locale avait organisé, au niveau du Centre équestre «Antar Ibnou Cheddad» à Essenia, le championnat d'Algérie de Cross, un événement avec lequel la capitale de l'Ouest a renoué après deux décennies d'absence.

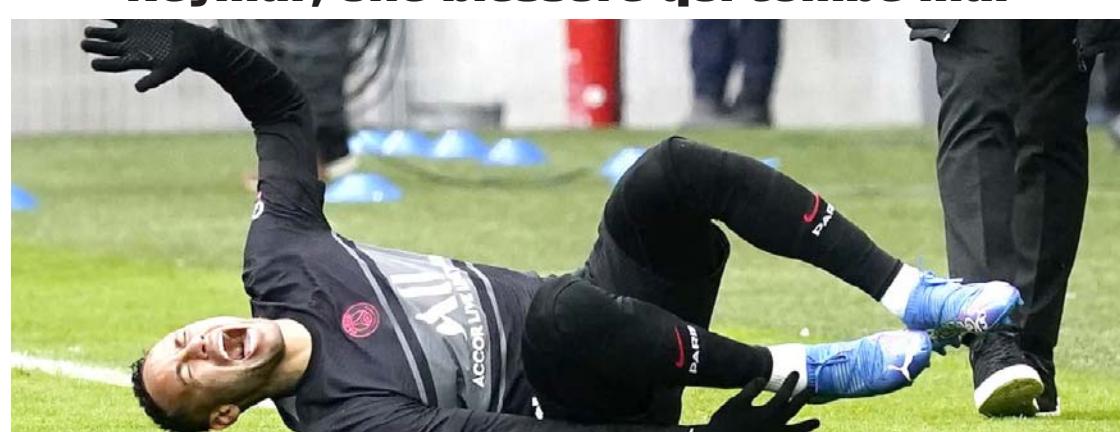
Cyclisme - Prix international d'Alger La 16e édition au mois de mars

La 16e édition du Grand Prix international cycliste de la ville d'Alger 2022 aura lieu du 15 au 18 mars avec une importante participation de sélections nationales ainsi que trois formations étrangères, a-t-on appris de la ligue algéroise de cyclisme (LAC). Sur quatre étapes à travers le territoire de la wilaya Alger, cette édition débutera par un prologue, puis trois étapes qui seront déterminées prochainement par la commission technique, installée officiellement mercredi dernier au siège de la Ligue d'Alger afin d'arrêter les étapes, a précisé la

même source. Pour la circonstance, un Comité d'organisation sera installé dans les prochains jours par le bureau exécutif de la Ligue algéroise de cyclisme. Cette 16e édition verra la présence des clubs affiliés à la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), des sélections régionales, des sélections de ligues ainsi que de sélections mixtes dont le nombre de coureurs est fixé à six au maximum et 4 au minimum. Trois formations étrangères seront également présentes à cette édition sur invitation du Comité d'organisation, a-t-on indiqué. Le Grand Prix in-

Paris SG

Neymar, une blessure qui tombe mal



Un air de déjà vu. C'est probablement ce que se sont dit les supporters du Paris Saint-Germain hier devant leur télévision. Après un tacle de Maçan, Neymar a ainsi dû quitter ses partenaires plus tôt que prévu. Une nouvelle blessure à la cheville, et qui s'annonce assez contraignante, puisque l'ancien du Barça a quitté le stade en béquilles et les premières estimations évoquent six semaines d'absence. «C'est parti pour récupérer, malheureusement ces revers font partie de la vie d'un athlète. Maintenant, c'est ce que tu as, lève la tête et allons de l'avant. Je revien-

drai meilleur et plus fort», a ensuite lancé le joueur de 29 ans sur ses réseaux sociaux. Mais force est de constater que cette blessure tombe au mauvais moment, comme c'est souvent le cas avec lui... Même s'il n'y aura pas de match coupeur dans les semaines à venir pour les Parisiens, qui savent déjà qu'ils termineront deuxièmes de leur poule européenne et qui ont une avance conséquente en championnat, il y a tout de même des matchs intéressants qui approchent... Neymar va ainsi manquer le match face à Nice, dauphin des Parisiens, dès mercredi, ainsi que le déplacement

à Lens samedi prochain. Il y a aussi ce duel contre Monaco le dimanche 12 décembre, et tout indique qu'il est très incertain pour le match à Lyon du 9 janvier. Mais surtout, cette longue absence ne va pas aider à la création d'automatismes du fameux trio offensif parisien, déjà très critiquée après le match face à Manchester City, et qui n'a pas été très brillant contre l'ASSE, où le Brésilien et Mbappé n'ont pas été au niveau attendu. Et en janvier, les grands rendez-vous européens arriveront très vite, avec une MNM qui n'aura que très peu joué ensemble au final...

Tennis - Coupe Davis L'Espagne éliminée, Russie et Serbie en quarts



L'Espagne, tenant du titre, a été éliminée de la Coupe Davis, dimanche après sa défaite 2-1 devant la Russie qui se qualifie pour les quarts au même titre que la Serbie de Novak Djokovic qui prend une place de meilleur deuxième. Feliciano Lopez (106e mondial) avait apporté un premier point surprise à l'Espagne en battant Andrey Rublev (5e) 2-6, 6-3, 6-4. Mais le N.2 mondial Daniil Medvedev avait aisément égalisé aux dépens de Pablo Carreno (ESP) 6-2, 7-6 (7/3). Le sort de trois des principales nations du tennis mondial allait donc se jouer sur le double décisif entre les Russes Andrey Rublev et Aslan Karatsev et la paire espagnole Feliciano Lopez et Marcel Granollers. Après la perte du premier

AS Saint-Etienne Un milliardaire russe en pole pour le rachat ?



Coactionnaire majoritaire et vendeur de l'ASSE avec Bernard Caïazzo, Roland Romer était présent, dimanche, sous la neige de Geoffroy-Guichard, pour assister à la défaite des Verts contre le PSG (1-3). Mais aux côtés du dirigeant stéphanois, Miguel Salgado était également dans la tribune officielle. Une présence intrigante de l'ancien international espagnol qui, pour beaucoup, était liée à la grande première de Sergio Ramos sous le maillot parisien. Que nenni. Selon les informations du quotidien L'Equipe, si l'ex-latéral droit du Real Madrid se tenait dans les travées stéphanoises, c'est en tant que conseiller sportif de Total Sports Investments LLP (TSI), société de capital-risque investissant dans le sport et qui vient de se positionner sur le rachat de l'ASSE. Dans ce sens, TSI a fait part de sa volonté d'injecter 100 M€ dans le club stéphanois, incluant le rachat des parts sociales et l'injection de fonds sur le compte courant du club. Une somme est bien supérieure à celles proposées par Markarian et Roussier,

récemment refusées. Domiciliée à Londres, cette entreprise serait donc désormais bien positionnée pour reprendre le club stéphanois. Pour preuve, KPMG, le cabinet anglo-néerlandais chargé de superviser la vente, a d'ores et déjà donné son accord pour l'ouverture des négociations. Dans cette optique et pour prouver aux actuels dirigeants stéphanois leur détermination, plusieurs représentants de TSI étaient présents, ce dimanche après-midi, à commencer par le milliardaire russe Roman Dubov, président de cette société depuis 2010. Et les choses semblent d'ailleurs aller bon train, puisque L'Equipe indique par ailleurs que toutes les parties se sont retrouvées dès le coup de sifflet final pour aller visiter les installations du centre sportif Robert-Herbin. À ce rythme, la vente pourrait alors se conclure avant la fin de l'année, comme le désirait initialement Bernard Caïazzo et Roland Romer. Trop tôt pour l'affirmer, mais le sourire affiché par Romer malgré la défaite stéphanoise laisse, malgré tout, présager d'une issue positive...

Yémen

En plus de la guerre, les déplacés désormais menacés par le froid

Forcée de fuir les combats pour la deuxième fois en sept ans de guerre au Yémen, la famille d'Ali Yahya Hayba, comme des milliers d'autres déplacés, n'a plus que deux couvertures et du foin pour survivre au froid.

Dans le camp d'Al-Soumiya, à l'est de Marib, dernier bastion des forces gouvernementales dans le nord du pays, les déplacés vivent dans le plus grand dénuement. M. Hayba partage sa tente avec six autres familles qui ont elles aussi fui les combats entre le gouvernement, soutenu par une coalition emmenée par l'Arabie saoudite et les rebelles Houthis alliés à l'Iran. Ces 35 hommes, femmes et enfants dorment «sur deux bottes de paille», dit-il à l'AFP. «On ne peut même pas tendre un rideau pour avoir un peu d'intimité ou installer un coin toilette. On a une couverture pour trois ou quatre enfants», se lamenta ce Yéménite de 39 ans. «Ici, on est dans le désert, on n'a ni service humanitaire, ni école, ni hôpital, ni rien d'autre».

Car le camp d'Al-Soumiya a du mal à faire face à l'afflux de familles de déplacés, dont le nombre est passé de 60 à près de 1.300 en un mois, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Parmi ces familles, celle d'Ali Abdallah, qui dit à l'AFP avoir dû s'enfuir «deux ou trois fois déjà» en raison du conflit qui depuis 2014 a déjà déplacé des millions de Yéménites. Selon l'ONU,

la guerre aura causé la mort de 377.000 personnes, victimes directes et indirectes, d'ici fin 2021. Dans l'un des pays les plus pauvres du globe, l'ONU affirme qu'il s'agit de la pire crise humanitaire au monde.

Malgré ces déclarations alarmantes, «on n'a reçu ni matelas ni couvertures et le froid va finir par nous tuer», martèle M. Abdallah à l'AFP.

«SANS RIEN»

Dimanche, l'Unicef, l'agence de l'ONU pour l'enfance, a annoncé apporter eau, kits d'hygiène et toilettes portables pour 7.500 habitants du camp. Mais, souligne Ali al-Habbash, qui supervise les opérations à Al-Soumiya, de nouveaux déplacés arrivent chaque jour. «Ils n'ont aucun autre abri, alors nous les accueillons mais ils s'entassent sans rien: ni endroit où dormir ni couvertures», reconnaît-il.

Et Al-Soumiya n'est qu'un exemple. En tout, la province de Marib compte 139 camps de déplacés qui accueillent, selon les autorités, 2,2 millions de personnes.

Car Marib, petite ville de 20.000 à 30.000 habitants avant la guerre, a longtemps été un refuge pour des centaines de milliers de Yéménites fuyant les autres villes en proie aux combats.



Mais quand les Houthis ont relancé en septembre une nouvelle offensive sur Marib, la donne a changé: plus de 45.000 personnes ont été forcées de se dépla-

cer ces deux derniers mois, selon l'OIM. Et à chaque nouvelle vague de déplacés, prévient l'ONU, ce sont plus de Yéménites qui se retrouvent en danger de mort.

Dans un rapport récent, le Programme des Nations unies pour le

développement (PNUD) estimait que près de 60% des décès, soit environ 227.000 personnes, étaient dus aux conséquences indirectes du conflit, comme le manque d'eau potable, la faim et les maladies.

Syrie

Comment la Finlande a donné des cours secrets aux enfants de l'EI

Des phrases en anglais et en finnois défilent et se mêlent aux photos d'animaux: dans sa maison en banlieue d'Helsinki, Ilona Taimela relit les centaines de messages échangés sur WhatsApp pendant plus d'un an avec ses élèves en Syrie. L'an dernier, cette enseignante a été sollicitée pour donner secrètement des cours, via le service de messagerie, à des enfants finlandais de membres de l'organisation Etat islamique, dé-

tenu dans le camp syrien d'Al-Hol par des forces kurdes.

«Certains des enfants ne savaient pas ce qu'était un bâtiment, ce qu'était une maison, parce qu'ils ont toujours été dans une tente (...) Il y avait tellement de choses qu'ils devaient apprendre», raconte la Finlandaise à l'AFP. Surpeuplé, manquant d'hygiène et théâtre de violences, le camp d'Al-Hol abrite plus de 60.000 déplacés, dont un tiers sont des en-

fants de mères étrangères venues en Syrie pour épouser des combattants djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI).

«C'est un endroit misérable, hors de contrôle», explique Jussi Tanner, envoyé spécial de la Finlande chargé de garantir les droits fondamentaux des enfants finlandais à Al-Hol, notamment leur accès à l'éducation.

La propagande extrémiste y est libre de circuler sans contre-messa-

ge», souligne-t-il. M. Tanner a donc eu l'idée de proposer des cours par téléphone aux enfants finlandais d'Al-Hol, au moment où l'enseignement à distance s'est démocratisé avec la pandémie de Covid-19.

Avec l'aide d'une fondation finlandaise, il embauche Mme Taimela, spécialisée dans l'enseignement aux enfants finlandais à l'étranger - ainsi qu'un autre enseignant, pour élaborer un programme - avant de transmettre les détails aux mères.

Bien que les téléphones soient interdits dans le camp - les cours se déroulent en secret - «le jour même (...) nous avons reçu peut-être huit enfants», raconte Mme Taimela. Rapidement, 23 noms - sur la bonne trentaine d'enfants finlandais du camp - se verront inscrits. Le projet, sensible en Finlande, a été pendant plusieurs mois caché de l'opinion publique.

CENTAINES D'ÉCHANGES

«Bonjour ! Nous sommes le jeudi 7 mai 2020. Le premier jour de l'école à distance !», écrivait à l'époque Ilona Taimela, dans un message accompagné d'un selfie.

Les enseignants ont rapidement échangé chaque jour des centaines de messages écrits et vocaux avec les enfants, qui recevaient un ou deux cours quotidiens en fonction des niveaux. «Les petits avaient toujours finnois, et les plus grands géographie ou histoire, certains voulaient aussi apprendre l'anglais», explique Mme Taimela.

Elle et son collègue, qui a souhaité rester anonyme, étaient «constamment inquiets pour leur bien-être», «surtout quand nous apprenions qu'ils étaient malades, ou qu'il y avait une tempête».

Certaines familles «se sont échappées du camp et participaient donc

à l'école alors qu'elles étaient en fuite dans le nord-ouest de la Syrie, une zone active de conflit», explique M. Tanner. «D'autres ont été soudainement rapatriés et ont quitté le groupe pour de bon», quand la Finlande a décidé d'oeuvrer à leur rapatriement après un débat intense dans le pays.

RETRouvailles

Après plusieurs mois de cours, la mère d'une fillette de six ans révèle à l'enseignante que sa fille sait désormais lire. «C'était un moment eureka», savoure Mme Taimela. Pour la professeure, qui dit éprouver «de la tristesse plutôt que de la colère» envers ces mères, beaucoup d'entre elles étaient vulnérables et «leur religion leur promettait une sorte de paradis».

Si Ilona Taimela s'était faite à l'idée qu'elle n'aurait jamais de nouvelles des enfants rapatriés, en juillet 2020, elle a été appelée dans un centre d'accueil en Finlande. Elle y a rencontré certains de ses élèves pour la première fois. «Ce furent quelques heures pleines d'émotion», se souvient-elle. Le ministère finlandais des Affaires étrangères a rapatrié à ce jour 23 enfants et sept adultes. Selon M. Tanner, il ne reste plus qu'une quinzaine de personnes «plus difficiles à atteindre» - dont dix enfants - dans les camps en Syrie. Mi-2021, l'enseignement a pris naturellement fin et le ministère a rendu le projet public. Ilona Taimela cherche désormais à savoir comment utiliser ce modèle d'enseignement dans d'autres régions en crise. Elle a déjà reçu des demandes concernant la Grèce, la Birmanie ou la Colombie. «L'enseignante d'Al-Hol, c'est l'étiquette que je porterai désormais», sourit-elle. «Mais je suis fière de ce que nous avons fait».

Au Mexique, la quête éperdue de 94.000 disparus «Je voudrais juste un os»

Désespérée, une mère supplie un soldat pour qu'il lui laisse une chance de retrouver les restes de son fils, un parmi les quelque 94.000 disparus qui hantent le Mexique.

La mère-courage, qui a perdu la trace de son enfant il y a un an, négocie avec les forces de sécurité l'accès à un ancien champ de maïs dans l'Etat de Tamaulipas (nord-ouest), où une demi-tonne de restes humains ont été retrouvés depuis 2017. «Répondez-moi! Vous n'avez pas d'enfants?» insiste la femme d'une cinquantaine d'années face à des militaires qui font la sourde oreille. «Je voudrais juste un os de mon fils pour qu'il repose à côté de mon mari.» Ce dialogue de sourds éclate à quelques kilomètres de la capitale de l'Etat, Matamoros. À la frontière avec le Texas, la zone est frappée par la violence des narcotrafiants, en l'occurrence le Cartel du Golfe. La Bartolina est considérée comme un «camp d'extermination», selon la Commission nationale de recherche des disparus (CNB, officiel). Le site est interdit d'accès même pour les familles de victimes. La maman, qui refuse de décliner son identité pour raisons de sécurité, n'a aucune preuve que les restes de son fils se trouvent quelque part ici sous terre.

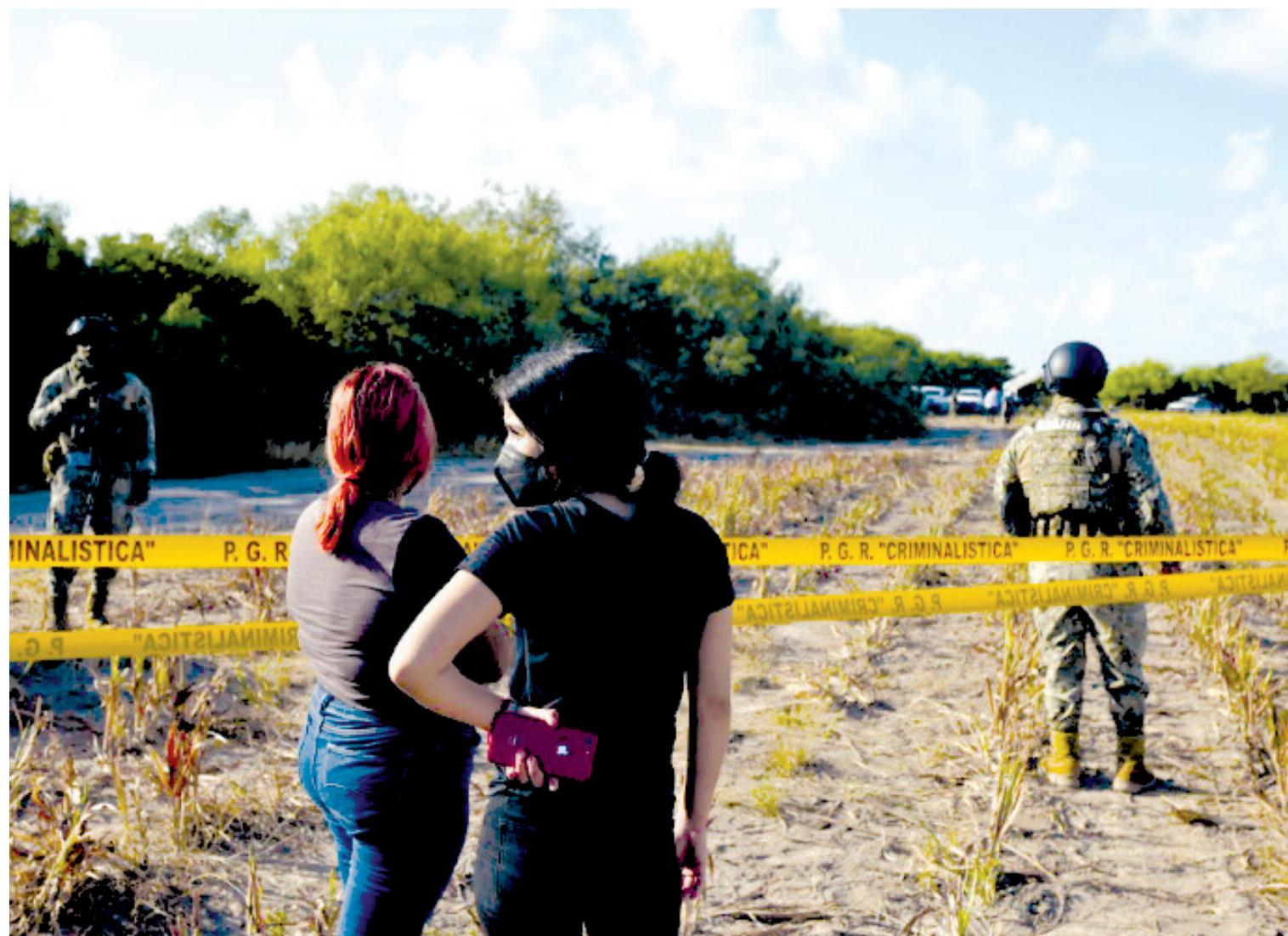
Mais elle a décidé de venir après avoir appris qu'un de ces collectifs de victimes serait présent - souvent des mères qui dénoncent «l'inefficacité» des autorités et entreprennent leurs propres recherches.

«CRIME ORGANISÉ»

Voie de passage de la drogue vers les Etats-Unis, l'Etat de Tamaulipas qui compte 11.667 disparus est le plus touché par le phénomène, avec celui de Jalisco (ouest). Au total, le Mexique compte 93 à 94.000 personnes disparues, d'après les chiffres officiels. Les disparitions ont commencé avec la «guerre sale» des autorités contre les mouvements révolutionnaires des années 1960-80. Leur nombre a explosé autant que les assassinats à partir de 2006, quand l'ex-président Felipe Calderon a déclaré la guerre totale au narco-trait. En 15 ans, le Mexique (126 millions d'habitants) a enregistré 300.000 assassinats, plus de 36.000 en 2020 soit une moyenne de 100 par jour. «Le crime organisé reste une des causes principales des disparitions», note Laura Atuesta du Centre d'enquête et d'expertise économique (Cide), en allusion au trafic de drogue, de migrants ou de carburant prélevé frauduleusement («Huachicol»).

Les autorités évoquent aussi «la corruption des forces policières liées au crime organisé», comme l'a rappelé mi-novembre le sous-secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme, Alejandro Encinas.

Pour la plupart, les disparus sont des jeunes entre 15 et 30 ans, pris au piège de la pauvreté (43,9% de la population), du chômage (plus de 50% de la main d'œuvre tra-



vaille dans le secteur informel), du cercle vicieux de l'embriagadement ou simplement de la malchance d'avoir été là au mauvais moment. Dans les zones de conflits entre police et «narcos», des jeunes filles sont enlevées et livrées à la traite des femmes. C'est le thème de «Nocche de fuego», film mexicain de Tatiana Huezo qui a bouleversé cette année les Festivals de Cannes et Saint-Sébastien.

«FAITES VOTRE TRAVAIL»

Retour à la Bartolina, sous un soleil de plomb. Maria Isela Valdez, 58 ans, à la tête du collectif de victimes, s'indigne contre les forces de sécurité qui empêchent les mères de passer. «Pourquoi la garde nationale (ndlr: un corps de sécurité créée en 2019), l'armée et la marine n'étaient pas là quand ils ont été enlevés, massacrés, torturés, enterrés, brûlés?»

Avec sa fille Delia, 38 ans, elle recherche son fils Roberto, enlevé dans la ville voisine de Reynosa en 2014. En juin 2019, la mère s'est agenouillée devant le président de la République, Andres Manuel Lopez Obrador, pour lui demander de l'aide. La fille a publiquement demandé en juin au Cartel du Golfe une trêve pour pouvoir accéder à la Bartolina et retrouver les restes de son frère.

La mère et la fille ont campé devant le parquet, avant d'obtenir enfin gain de cause: pouvoir se rapprocher du site. «Nous sommes ici pour que les autorités fassent leur travail, parce que si nous partons, elles ne vont rien faire», martèle Delia auprès de l'AFP. Ce jour-là, elles obtiennent de rester sous une tente pendant que les médecins-légitistes mènent leurs recherches. L'attente est longue et éprouvante, sous une température de 40 degrés cel-

sius dans cette région désertique où les serpents glissent entre les arbustes épineux. Finalement, des affrontements à balles réelles entre policiers et hommes armés abrègent le travail des experts.

«REGARDER AILLEURS»

«Les familles font toujours face à un système qui ne leur donne pas de réponse», soupire auprès de l'AFP Karla Quintana, leader de la CNB qui coordonne les recherches. Au total, 98% des délit au Mexique restent impunis et des milliers de corps non identifiés croupissent dans les morgues parce que la justice est débordée, dit-elle. Le pays manque de médecins-légitistes et les magistrats du parquet traînent des pieds pour conduire des investigations, poursuit Mme Quintana, alors que des infiltrations de criminels dans les organes de sécurité ont été dénoncées y compris par les autorités. Le gouvernement, au pouvoir depuis fin 2018, affirme vouloir sortir de l'inertie. «Rien qu'entre mars 2019 et aujourd'hui, la CNB a réalisé avec les familles 2.300 journées de recherche», a argué le sous-scrétariat d'Etat aux droits de l'Homme mi-novembre. Mais à l'issue d'une visite d'une dizaine de jours au Mexique au cours de laquelle une centaine de personnes ont disparu, le Comité de l'ONU contre les disparitions forcées a dénoncé vendredi «l'inefficacité» des autorités, l'arbitraire des décisions de justice à l'heure des recherches et la culture «d'impunité».

Mme Quintana, qui a fait état fin septembre de la découverte d'un nouveau «camp d'extermination» près de Nuevo Laredo, toujours dans l'Etat de Tamaulipas, déplore également l'apathie de la société mexicaine. Ces disparitions suscitent souvent l'indifférence. «On ne

comprend pas comment avec des centaines de milliers d'homicides (...), avec des milliers de fosses clandestines et avec une impunité quasi-totale, la société mexicaine préfère regarder ailleurs», déclarait-elle récemment à l'édition mexicaine du journal espagnol El País.

Exception, l'affaire des 43 étudiants d'Ayotzinapa, disparus le 26 septembre 2014 dans des conditions troubles dans l'Etat de Guerrero (sud), a secoué le Mexique et au-delà. Mais sept ans après, seuls les restes de trois d'entre eux ont été retrouvés et identifiés.

Selon la version officielle de l'époque, les «43» ont été séquestrés et assassinés par une bande de narcotrafiants appelés «Guerres unidos». Une version largement invalidée, au point que l'ONU estimait en 2020 «fondamental que l'Etat mexicain continue d'apporter des réponses fiables aux familles».

ASSASSINÉE PENDANT LES RECHERCHES

Armée de pelles, de pics et de patience pour chercher les restes de ses frères Marco Antonio et Alejandro, Milagros Valenzuela avance sous protection policière avec son collectif, près de la ville d'Hermosillo. L'Etat de Sonora (nord) est une autre zone rouge. En juillet, l'une des membres du collectif, Aranza Ramos, 28 ans, a été assassinée par balles chez elle. Ramos cherchait les restes de son mari, Bryan, disparu depuis décembre 2020. Le couple avait une petite fille d'un an. Le Bureau des droits de l'Homme de l'ONU a enjoint le Mexique d'enquêter sur un possible lien entre cet assassinat et l'activisme de la jeune femme. Au fil d'une autre recherche, Milagros a cru reconnaître, au vol de vautours, la présence de restes humains. Im-

possible de se rendre sur le site, quatre personnes sont mortes le même jour dans une fusillade. «Cela veut dire qu'ils ne veulent pas que tu rentres», lui a alors déclaré un policier. «Quand l'Etat ne parvient pas à prendre en charge les recherches, il place les familles des disparus dans une situation à risque», ont relevé les Nations unies.

Souvent mis en cause, le parquet a réagi dans l'Etat de Sonora, affirmant avoir accompagné les travaux de recherche des familles depuis la création du premier collectif dans l'Etat. «Le procureur général maintient sa volonté et son engagement de s'occuper et de soutenir les familles qui cherchent un proche dans leur travail remarquable, parce que c'est juste», a déclaré à l'AFP une porte-parole du parquet. Chaque semaine, les femmes du collectif continuent de se donner rendez-vous près d'une station-service d'Hermosillo. Ces retrouvailles dans la bonne humeur prennent la dimension d'une thérapie collective, lance l'une d'entre elles, dont le fils a disparu depuis quatre ans.

Mais la frustration peut rapidement prendre le dessus. «Le plus dur, c'est de partir avec l'espoir de retrouver quelque chose et quand tu rentres chez toi les mains vides», soupire Milagros.

Son collectif demande publiquement au crime organisé de respecter les cadavres: «Si vous les avez tués, pourquoi les enterrer-vous? Pourquoi les brûlez-vous?» Milagros tient la réponse à sa propre question. «Malheureusement, les autorités disent que sans corps, il n'y a pas de délit.» Malgré le danger, Anel Robles, soeur d'armes de Milagros, reste déterminée à poursuivre les recherches de son mari, disparu entre les mains de policiers. «Si nous ne le cherchons pas, qui va le faire à notre place?»

Après la Barbade

La crainte d'un effet domino pour la monarchie britannique

Une tendance qui va «inévitablement se poursuivre» ? Après la Barbade, qui devient mardi une république, certains experts s'attendent à voir d'autres royaumes suivre l'exemple de cette île des Caraïbes pour s'affranchir de la couronne britannique.

En 1997, le prince Charles, héritier de la couronne britannique, avait lu à Hong-Kong un message de sa mère la reine Elizabeth II lors de la cérémonie pluvieuse scellant la rétrocession de cette ancienne colonie britannique à la Chine, après plus de 150 ans. Vingt-quatre ans plus tard, le prince de 73 ans sera présent lundi soir lors d'un nouveau transfert de souveraineté: la Barbade, micro-Etat des Caraïbes indépendant depuis 1966, a élu mi-octobre sa toute première présidente après avoir annoncé 13 mois plus tôt devenir une république. «Alors que votre statut constitutionnel change, il était important pour moi de me joindre à vous afin de réaffirmer les choses qui ne changent pas. Comme le partenariat entre la Barbade et le Royaume-Uni en tant que membres vitaux du Commonwealth», doit dire le prince Charles dans un discours dévoilé à l'avance par ses services. Mais au crépuscule du règne d'Elizabeth II, âgée de 95 ans, son fils Charles risque d'hériter d'une monarchie britannique à la portée mondiale réduite, certains experts estimant que la Barbade pourrait bien entraîner d'autres royaumes dans son sillage.

Pour Joe Little, rédacteur en chef de Majesty Magazine, le changement de cap opéré par ce pays relève en effet d'une «progression naturelle», suivant une tendance qui a commencé peu après que la reine a accédé

au trône en 1952. «C'est une tendance qui va inévitablement se poursuivre», estime l'expert interrogé par l'AFP, «pas nécessairement sous le règne actuel, mais sous le prochain, et cela va probablement s'accélérer».

«JOUR DE LA DÉMOCRATIE»
En 1947, cinq ans avant qu'Elizabeth II ne devienne reine, le Royaume-Uni voyait déjà l'Inde, «joyau de la couronne», devenir une république indépendante. Après son accession au trône en 1952, de nombreux mouvements d'indépendance ont balayé les anciennes colonies britanniques, qui ont rompu avec la Couronne, dont les liens souvent basés sur une sanglante conquête et la traite d'esclaves. Certaines sont restées fidèles à la couronne et jusqu'à mardi, la reine reste officiellement la cheffe d'Etat de 16 pays. La Barbade, avec ses quelque 300 000 habitants, suit les traces des Fidji (1987) et de Maurice (1992), devenues des républiques après des nations caribéennes comme la Dominique, la Guyane et Trinité-et-Tobago dans les années 1970.

La cérémonie de lundi soir, qui a lieu la veille du 55e anniversaire de l'indépendance du pays, marquera «un moment historique» d'une portée considérable, estime le professeur d'histoire Hilary Beckles, originaire de la Barbade. Cela symbolisera en effet pour le pays, mais aussi d'autres



nations autrefois colonisées, une libération de la «tyrannie de l'autorité impériale et coloniale», ainsi que de «l'héritage brutal» de l'esclavage, ajoute le chercheur.

SENTIMENT RÉPUBLICAIN

Elizabeth II est depuis longtemps le membre de la famille royale le plus populaire et incarne pour beaucoup le dernier lien vivant du pays avec son passé impérialiste. Lorsque Charles lui succédera, de nombreux experts craignent que la

question d'un passage à une république ne se fasse plus pressante pour nombre des royaumes restant.

M. Little estime ainsi très probable que l'Australie, et dans une moindre mesure le Canada, opteront pour un chef d'Etat local. En 1999, les Australiens s'étaient déjà rendus aux urnes pour décider si leur pays devait devenir une république avec un président élu localement, mais la proposition n'avait finalement pas été adoptée. Pour Graham Smith, du groupe de pression britannique antimonarchie Republic, l'exemple de la Barbade est

«utile» car il montre qu'abandonner la monarchie peut se faire facilement. «Cela aura un impact important», prédit-il, comme en Jamaïque. Au Royaume-Uni, la fin de la monarchie est peu soutenue chez les anciennes générations, 13% seulement des 65 ans et plus désirant passer à une république, selon un sondage de l'institut YouGov réalisé en mai. En revanche, 41% des 18-24 ans seraient eux en faveur d'un chef d'Etat élu. Selon M. Smith, cela s'explique par une grande sensibilisation des jeunes aux luttes anticoloniales et antiracistes.

Sida**Des années de recherche, toujours pas de vaccin**

Plusieurs vaccins contre le Covid-19 trouvés en quelques mois, aucun contre le sida après des années de recherche: comment expliquer un tel écart? Par la nature du VIH, difficile à neutraliser, même si des essais continuent pour en venir enfin à bout. Investissements colossaux, procédures accélérées et pistes innovantes de recherche - en réalité en développement depuis des décennies - ont permis l'an dernier à différents vaccins contre le coronavirus de voir le jour en un temps record. Alors qu'est organisée mer-

credi la journée mondiale de lutte contre le sida, force est de constater que la lutte contre le VIH n'a pas connu le même destin. Et malgré de formidables progrès pour le traiter, il tue encore: 680 000 personnes dans le monde en 2020. Depuis sa découverte en 1983, la recherche d'un vaccin contre le virus de l'immunodéficience humaine (VIH), qui a pour caractéristique d'affaiblir le système immunitaire, n'a pourtant pas flanché. Mais ce virus s'avère, par sa nature, particulièrement complexe à décimer, soulignent les cher-

cheurs. Le VIH «infecte les cellules du système immunitaire» dans l'ADN desquelles il intègre son matériel génétique, explique à l'AFP le Pr Olivier Schwartz, directeur unité virus et immunité à l'Institut Pasteur. Cela le rend beaucoup plus difficile à cibler car ces cellules immunitaires, quand elles ne sont pas sollicitées, traversent des phases dormantes pendant lesquelles le virus passe sous les radars. Ainsi, alors qu'une première infection contre le SARS-CoV2 - dont on guérit dans la plupart des cas naturellement - permet d'acqué-

rir une immunité, ce n'est pas le cas avec le VIH.

MUTATIONS INCESSANTES

En second lieu, sa variabilité est sans commune mesure avec celle du coronavirus: il «mute beaucoup plus facilement», il est donc «plus difficile de générer des anticorps à large spectre qui pourraient bloquer l'infection», souligne le Pr Schwartz. Or «on sait vacciner contre un variant assez rapidement, mais pas quand un virus mute trop», souligne Nicolas Manel, directeur de recherche à l'Inserm, chef d'équipe à l'Institut Curie. Récemment, l'essai d'un vaccin en Afrique sub-saharienne, qui devait protéger contre plusieurs variants du VIH, a pris fin en raison d'une efficacité jugée insuffisante. Pour trouver un vaccin, il faudra que ce soit «un choix majeur, mais le marché est aujourd'hui très faible pour les groupes pharmaceutiques. On déplore un manque d'investissement criant sur cette question», relève aussi M. Manel. «De nombreux chercheurs sont très motivés mais ils font avec les moyens du bord».

Mettre au point un vaccin reste pourtant à priori la seule manière d'éradiquer totalement le virus, avec lequel vivent encore près de 38 millions de personnes dans le monde. Certes, pour traiter le sida, «on dispose aujourd'hui d'une boîte immunitaire: une thérapie qui marche merveilleusement bien et des médicaments pouvant prévenir la maladie», rappelle Monsef Benkirane, directeur de recherche à l'Institut de

génétique humaine au CNRS. «Mais au-delà de l'accès au traitement, il reste un problème d'adhésion à celui-ci, y compris en Europe», tempère-t-il.

ARN MESSAGER

Plusieurs dizaines de vaccins sont actuellement à l'étude. L'un d'eux, lancé cet été par le laboratoire Moderna, est basé sur la technologie de l'ARN messager qui a fait le succès de son vaccin contre le Covid. «L'utilisation de cette technologie est une nouvelle porte qui s'ouvre, pleine d'espoir pour des virus comme le VIH», veut croire le Pr Gilles Pialoux, chef de service des maladies infectieuses et tropicales à l'hôpital Tenon, spécialiste du sida. Les résultats définitifs ne devraient toutefois pas être connus avant plusieurs années. «On n'a jamais autant appris sur le système immunitaire que ces dernières années», se félicite Serawit Bruck-Landais, directrice des programmes scientifiques et médicaux de Sidaction. «De là à dire qu'on pourra rapidement mettre au point un vaccin, ce serait beaucoup s'avancer», ajoute-t-elle. Si l'épidémie de coronavirus a eu un impact très négatif sur la lutte contre le sida en perturbant gravement l'accès aux systèmes de santé, aux dépistages et aux traitements dans de nombreux pays, les chercheurs espèrent toutefois qu'elle permettra aussi des avancées, y compris sur le plan vaccinal. «On n'a jamais autant parlé de santé, de maladies infectieuses, de l'effort collectif nécessaire pour lutter contre une pandémie globale», souligne Serawit Bruck-Landais.

Pakistan: Incendie d'un poste de police où était gardée une personne suspectée de blasphème



Des milliers de personnes ont attaqué et incendié un poste de police dans le nord-ouest du Pakistan, après avoir demandé aux policiers de leur remettre un homme accusé d'avoir brûlé le Coran, a-t-on appris lundi de source policière. Près de 5.000 personnes ont encerclé dimanche soir le poste de police de Charsadda, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, y mettant le feu ainsi qu'à quelques dizaines de voitures garées aux alentours. Lundi matin, environ 2.000 personnes restaient aux abords du bâtiment et brûlaient des uniformes de police. «La foule a pris d'assaut le poste de police demandant qu'on lui remette l'homme pour qu'il soit brûlé vivant comme il a brûlé

le Coran», a déclaré à l'AFP le chef de la police du district, Asif Bahadur. L'identité et la religion de l'accusé n'ont pas été révélées par la police. «Le motif pour avoir brûlé le Coran est encore inconnu, mais nous enquêtons», a ajouté M. Bahadur. La question du blasphème est incendiaire au Pakistan, où elle transcende les frontières entre partis et où même des allégations non prouvées d'offense à l'islam peuvent entraîner assassinats et lynchages.

La loi pakistanaise, farouchement défendue par les partis islamistes, prévoit la peine capitale pour qui que ce soit reconnu coupable d'avoir insulté l'islam ou le prophète. Aucun condamné pour blasphème n'a toutefois jusqu'ici été exécuté. Les op-

osants à cette loi lui reprochent d'être instrumentalisés pour régler des conflits personnels ou attenter aux droits des minorités religieuses. Plusieurs manifestations anti-blasphème ont paralysé ces dernières années les grandes villes pakistanaises, à l'appel du parti radical Tehreek-e-Labbaik Pakistan (TLP).

Il avait aussi été à la manœuvre derrière les manifestations violentes dans tout le Pakistan après l'acquittement fin octobre 2018 de la chrétienne Asia Bibi, qui avait passé plus de huit ans dans le couloir de la mort pour des accusations de blasphème qu'elle a toujours niées. Menacée, Asia Bibi a quitté le Pakistan et vit désormais au Canada avec sa famille.

Quinze migrants marocains franchissent la barrière frontalière avec Melilla

Quinze migrants marocains sur une trentaine de candidats à l'immigration clandestine ont pu franchir samedi la barrière frontalière séparant le Maroc de l'enclave espagnole de Melilla, en utilisant des échelles. Ce nombre de migrants clandestins est le plus élevé cette année après celui enregistré en mai dernier quand plusieurs milliers de migrants marocains avaient franchi la frontière par la ville de Ceuta, l'autre enclave espagnole.

«Malgré la réaction rapide de la Garde civile espagnole», 15 personnes ont réussi à rejoindre la ville de Melilla, a indiqué un représentant du gouvernement de la ville, cité par l'agence «Europa press».

rent dans les rues.

Selon Madrid, parmi les migrants, 1.500 étaient des mineurs, tandis que l'association humanitaire Amnesty International avait avancé le chiffre de 2.000. Les autorités de Ceuta ont accusé le Maroc d'avoir manipulé les mineurs pour les encourager à franchir la frontière afin d'exercer une pression sur Madrid dans le contexte de la crise diplomatique entre les deux pays en raison de la présence sur le territoire espagnol du président sahraoui, Brahim Ghali, pour des soins. Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez avait qualifié ces événements de «grave crise pour l'Espagne et aussi pour l'Europe».

Publicité

Sous le Haut Patronage du Ministre de l'Industrie

maintenance pumps & valves

5 - 7 décembre 2021 | Palais des expositions d'Alger -SAFEX- (Pavillon UNION)

Co-organisé avec

TANK
STORAGE ALGERIA

2ème Salon international de la maintenance industrielle et des process des fluides et gaz industriels en Algérie.

Accès gratuit pour tous les acteurs du secteur de l'industrie et de l'énergie

+50 exposants et 20 conférences en 3 jours !

Inscription en ligne ➤ www.mpvalgerie.com

- Maintenance industrielle
- Automatisme
- Pièces de rechange
- Pompes & Vannes
- Canalisations & Pipelines
- Levage & Manutention

by EASYFAIRS

Sous le Haut Patronage du Ministre du Tourisme et de l'Artisanat

HORECA EXPO
ALGÉRIE

1 - 4 / 12 / 2021 | Centre International de Conférences d'Alger

+80 exposants, des conférences et des concours culinaires !

14ème Salon international des équipements et services pour l'hôtellerie, la restauration et les collectivités en Algérie.

Accès gratuit pour tous les acteurs du secteur HORECA en Algérie.

- Design & Hospitalité
- Équipements de Cuisine
- Nourriture & Boisson
- Technologie & Infrastructure
- Services & Franchises
- Bien-être & Sport

by EASYFAIRS

ANNONCES CLASSÉES

APPARTEMENTS

■ Loue F3 Seddikia 1er (4U), F3 USTO, 2ème (3U), bureau rue la Remonte 31 m², 1er (3U), F3 meublé Ain El Turck (3.5 U) villa à El Kerma (5U). Ag Abdallah - 041.38.62.87 / 0770.40.87.48

■ Vd F4 Avenue Choupot, nouvelle construction, coin 6ème police, double façade - 0669.23.81.19

■ F2 à louer, 1er étage, Haï Yasmine (2) ; prix 2.6 U/mois 0794.33.95.83

■ A vendre F4 grand hall, cuisine, 2 balcons bien aménagé, vue sur mer 5ème étage, T. Belle vue Haï Khemisti 0668.90.62.22

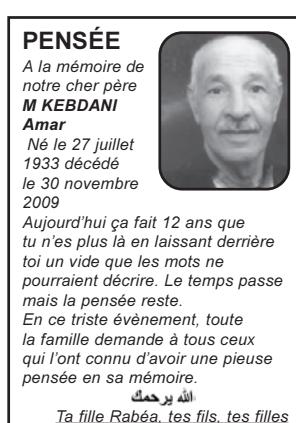
■ Loue appartement F4, RDC, cité yaghmoracen Oran + loue licence de café wilaya d'Oran - 0792.52.59.00

■ Vends duplex open space à Belgaid Oran, parking 2 véhicules 142 m². Prix après visite - 0549.68.25.06

■ A louer studio 22 m², C/V d'Oran + petite pièces, même adresse - 0793.71.32.99

■ A vendre appartement F3, acté, 2ème étage, quartier Plateau Oran, libre de suite, bien ensoleillé, toutes commodités, agence, courtier, intermédiaire et curieux s'abstenir. Prix après visite - Tél : 0778.30.25.71

■ Av F4 122 m², ensoleillé, bien agencé et ss vis-à-vis, clim, chauffage, placards et balcons, cité clôturée et sécurisée, parking, aire de jeux à H. Fellaouen, Oran, 38 logts CNEP (à proximité Rd-Pt El Bahia) - 0549.19.30.50



ANNIVERSAIRE



M. Hadj BELAHcene Sid-Ahmed
A celui que j'aime tant Mémé si je ne dis pas souvent, je t'aime Ba ; mon amour pour toi va durer jusqu'à l'infini. Tu es tout pour moi, sans toi je ne sais pas comment sera ma vie. Je remercie Dieu de m'avoir donné un père si merveilleux. Ba, je sais que tu seras toujours là pour m'épauler, j'ai écrit ce texte touchant et sincère pour te dire merci pour ce que tu as fais pour moi ; tu es vraiment le meilleur papa du monde, ça ne fait aucun doute, je sais que j'ai beaucoup de chance de t'avoir comme père. Ba sidi Szizi, on te souhaite un joyeux anniversaire De la part de tes petits-enfants Wafa, Mohamed Habib

NAISSANCE



Mohamed BELAROUI, ses enfants, sa famille et ses proches, félicitent leur fils et frère Mohammed El Amine ainsi que son épouse, pour la naissance à Montréal du poupon : **BELAROUI Malika.** Prompt rétablissement à la maman et nos vœux de bonheur Inshallah !

VILLAS

■ Av. villa modernes à F-ville, 250 m², 170 m², 200 m², cité Jamel, Belgaid avec piscine Les Palmiers... ext - 0550.03.16.64

■ Vend immeuble R+2, sup 150 m², bâti 100 m², composé de 5 appartements 2 F2 + 3 F3, toutes commodités, avec garage de 3 voitures, vue sur mer à Bousfer-Plage. Prix intéressant - 0555.20.76.32

■ A louer studio 22 m², C/V d'Oran + petite pièces, même adresse - 0793.71.32.99

■ A vendre appartement F3, acté, 2ème étage, quartier Plateau Oran, libre de suite, bien ensoleillé, toutes commodités, agence, courtier, intermédiaire et curieux s'abstenir. Prix après visite - Tél : 0778.30.25.71

■ Av F4 122 m², ensoleillé, bien agencé et ss vis-à-vis, clim, chauffage, placards et balcons, cité clôturée et sécurisée, parking, aire de jeux à H. Fellaouen, Oran, 38 logts CNEP (à proximité Rd-Pt El Bahia) - 0549.19.30.50

■ Vs avez bien immobilier à louer, à vendre ou voulez-vs acheter ou louer terrain, promo, agricole, école, urb, immeuble, hôtel, carcasse, room, local. Contacter bur d'affaires/ville - Tel: 0550.03.16.64

EMPLOIS

■ Pizzeria- Restaurant à Oran, cherche femme de ménage sérieuse disponible de suite et serveuses sérieuses, professionnelles - 0550.93.51.49

■ Bureau d'études d'Architecture cherche architectes, secrétaire ayant une expérience dans le domaine du bâtiment, résidant à Oran, envoyer CV avec photo au : betarchitecture.oran@gmail.com

■ Cabinet médical, à Oran, spécialisé en rééducation fonctionnelle, équipé ; cherche en médecin ou kinésithérapeute ayant sa clientèle pour association - Tél : 0794.55.95.40

■ UniBeauté Ecole de Formation Professionnelle, lance des formations en Esthétique: maquillage, massage, soin du visage, épilation, manucure et pédicure. Tél : 041.83.41.41/ 0770.00.53.43/ 0770.08.81.47 FB UniBeauté-officielle.

■ Vente de béton prêt à l'emploi, location des centrales à béton 0781.62.26.40

■ Laboratoire d'Hématologie, Maladies et Analyses du sang Dr CHOUAKI- BOUCHENTOUF 29, Bd Colonel Ahmed Benabderezak, Oran, NV Téléphone: 0551.92.91.30

DIVERS

• 2

- 11.55** Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.55 Ça commence aujourd'hui
16.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.05 Tout le monde à son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles
19.50 Météo 2
20.00 Journal 20h00
20.40 Protégeons demain



21.05 Elysée 2022

Présenté par Léa Salamé, Laurent Guimier
A quelques heures du début de vote des adhérents du parti LR qui se terminera le 4 décembre avec le congrès des Républicains, Léa Salamé anime en direct l'ultime débat entre les cinq candidats de la droite à l'élection présidentielle 2022. Tour à tour, Michel Barnier, négociateur en chef du Brexit pour l'Union européenne, Xavier Bertrand, président des Hauts-de-France, Eric Ciotti, député des Alpes-Maritimes, Philippe Juvin, maire de La Garenne-Colombes et Valérie Pécresse, présidente de la région Ile-de-France, répondront aux questions de la journaliste.

• 3

- 09.51** Dans votre région
12.25 12/13 : Journal national
14.00 Rex
16.09 Fraternité générale
16.10 Des chiffres et des lettres
17.00 Slam
17.45 Questions pour un champion
18.30 Le 18.30
18.50 18.30, la suite
19.30 19/20 : Journal national
20.20 Plus belle la vie
20.45 Tout le sport
21.00 Météo



21.05 Plus belle la vie

Feuilleton réaliste - France - 2021
Saison 18 - Prime saison 17
Avec Stéphane Henon, Anne Decis, Marie Hennerez, Florian Lesieur
L'accouchement de Léa ne devrait plus tarder. En attendant, la jeune femme accompagne Betty, Noé et Bilal faire des travaux d'intérêt général. Pour s'amuser, les adolescents la convainquent de faire un tour en téléphérique. Alors qu'ils sont dans la cabine au-dessus du vide, le moteur s'arrête. Le black-out est généralisé. A Marseille, les feux de circulation ne fonctionnent plus.

• 4

- 10.30** Il était une fois... l'Homme
12.10 Masha & Michka
13.00 Disco Dragon
13.55 Si j'étais un animal
14.15 Une saison au zoo
16.30 Angelo la débrouille
17.20 Oscar & Malika toujours en retard
17.55 Ninjago : Les Secrets du spinjitzu interdit
19.25 Une saison au zoo
20.25 Culturebox l'émission



21.10 Josyphine Baker en couleur

Née en 1906, à Saint-Louis, dans le Missouri, Freda McDonald alias Josephine Baker, première grande star noire de l'histoire, a tout connu, misère, faste, racisme. Ce document suit son parcours au music-hall, son rôle de résistante pendant la Seconde Guerre mondiale.

• 5

- 10.50** La vie des animaux
11.45 La quotidienne
13.00 Imprévus
13.05 Vues d'en haut
13.40 Le magazine de la santé
14.35 Vues d'en haut
15.05 Au cœur de nos montagnes
16.00 Au départ de Marrakech : entre mer et montagnes
16.55 C Jamy
17.45 C dans l'air
19.00 C à vous
20.00 C à vous la suite
20.55 Si le comté m'était conté...
22.40 C ce soir



- 11.55** Retour à l'âge de pierre
12.50 Arte journal
13.00 Arte Regards
13.35 Jimmy's Hall
15.25 Josyphine Baker : Première icône noire
16.25 Des volcans et des hommes
16.55 Les derniers mondes sauvages
17.40 Invitation au voyage
18.25 Invitation au voyage : Nos inspirations
18.55 Les derniers mondes sauvages
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.50 La grande famine en Irlande
22.25 La révolution irlandaise
- C 8**
- 12.45** William à midi
14.15 Inspecteur Lewis
18.13 Le 6 à 7
19.12 TPMP : Le before
20.41 Touche pas à mon poste !
21.19 La rivière rouge
23.40 Jeudi reportage



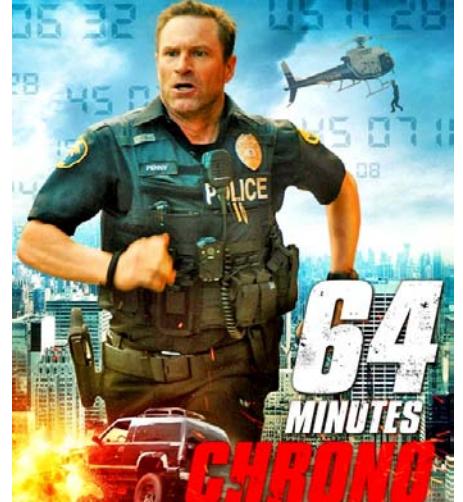
TF1
21.05
JASON BOURNE : L'HÉRITAGE

Film d'action - Etats-Unis - Japon - 2012
Avec Jeremy Renner, Rachel Weisz, Edward Norton, Joan Allen

Le programme Treadstone dont Jason était le cobaye n'était que la partie émergée d'une conspiration plus ténébreuse, ourdie par d'autres branches du gouvernement et mettant en jeu d'autres agences de renseignement, d'autres programmes militaires, d'autres laboratoires secrets. De Treadstone est né "Outcome", dont Aaron Cross est un des six agents. Sa finalité n'est plus de fabriquer des tueurs, mais des hommes capables d'assurer isolément des missions à haut risque.

CINE + FRISSON 20.50

64 MINUTES CHRONO



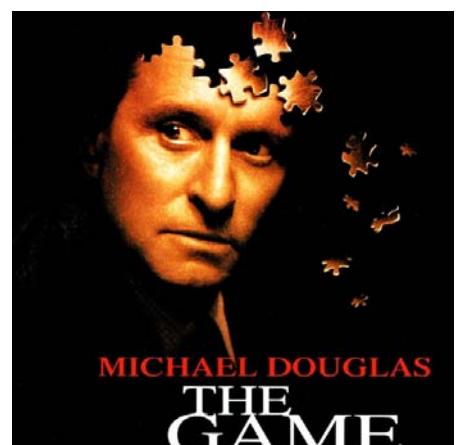
Thriller - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2019

Avec Dina Meyer, Giancarlo Esposito, Courtney Eaton, Aaron Eckhart

Après une course poursuite, l'agent Penny abat un suspect qui devait mener les forces de l'ordre aux ravisseurs de Claudia, la fille de Volk, le chef de la police. Penny se fait rudoyer par ce dernier qui fut son partenaire autrefois. La dispute est enregistrée par Ava Brooks, une jeune blogueuse d'informations. Les malfrats envoient une vidéo où l'on voit Claudia enfermée dans un réservoir qui ne cesse de se remplir. Penny dispose de 64 minutes pour la sauver.

RTL 9 20.55

THE GAME



Thriller - Etats-Unis - 1997

Avec Michael Douglas, Sean Penn, Deborah Kara Unger, James Rebhorn

Enfant, Nicholas a assisté au suicide de son père. Malgré cela, il a mené à bien ses études ainsi qu'une brillante carrière dans les affaires. Il est devenu aussi riche que blasé. Pour ses 48 ans, son frère lui offre une participation dans un mystérieux jeu de rôle. Nicholas se présente à quelques tests, puis veut passer à autre chose. Un jour, il retrouve un mystérieux pantin devant chez lui. Le jeu a commencé...

TF1
21.05
Koh-Lanta la légende

09.25 Familles nombreuses : la vie en XXL

11.00 Les feux de l'amour

12.00 Les douze coups de midi

13.00 Journal

13.45 Météo

13.55 Un ange gardien pour Noël

15.40 Père Noël incognito

17.15 Joséphine Baker au Panthéon

19.10 Demain nous appartient

19.55 Météo

20.00 Journal

20.45 My Million

21.00 C'est Canteloup

Présenté par Denis Brogniart

L'heure de la finale approche à grands pas, mais avant de pouvoir enfin participer à la célèbre épreuve d'orientation, il reste une ultime étape pour les aventuriers. Tous s'affrontent afin de remporter un confort, qui pourrait faire la différence en permettant à son bénéficiaire de reprendre des forces pour disputer l'épreuve d'immunité. Pendant ce temps, un dernier affrontement dans l'Arène détermine quel candidat reviendra dans la compétition et rejoindra ainsi ses camarades qualifiés pour la suite de l'aventure.

21.05 Sauver Lisa



Série dramatique - France - 2021

Saison 1 - Episode 5/6

Avec Caroline Anglade, Victoria Abril, Olivia Bonamy, Cristiana Reali

Les sœurs de Rose, Garance et Mélanie, ont découvert l'existence de Lisa et que Rose la fait passer pour sa fille. Pendant la soirée de mariage de Garance à la Villa Blanche, Rose a la visite de son ami Medhi, qui a vu l'alerte enlèvement des autorités et vient lui proposer son aide. Mais Lisa est introuvable. Peu après, Rose doit contacter un numéro de portable, au bout du fil... Greg, le beau-père de la fillette.

CANAL+

- 10.47** Mon année à New York
12.25 La boîte à questions
12.35 En aparté
13.32 American Rust
16.22 Clique

16.50 Killer Inside

18.36 The Tonight Show Starring Jimmy Fallon

19.18 Grooland le zapoi'

19.30 Ce sera (peut-être)

mieux après

19.36 Schitt's Creek

20.02 Schitt's Creek

20.37 En aparté

21.11 Time



Série de suspense - Grande-Bretagne - 2021

Saison 1 - Episode 3/4

Avec Sean Bean, Stephen Graham, Adam Abbou, Frances Ashman

Daniel doit rencontrer les parents de l'homme qu'il tué pour expliquer son geste. Il demande à Mark de le soutenir dans ce moment difficile. Ce dernier est contraint d'apprendre à se battre pour se défendre des attaques incessantes de Johnno Milner. Pour sauver son fils, McNally accepte de faire passer de la drogue pour le compte de Jackson, le chef de gang de la prison.

PLANÈTE +

- 09.14** Navires de légende
11.01 Sites Sacrés
12.51 Planète safari
13.52 Les super-pouvoirs du sang

14.47 Les secrets du corps humain

15.43 Palais du monde

17.24 Fautes entrer l'accusé

19.04 Planète safari

20.04 American Pickers : les trésors oubliés

20.55 Les bases secrètes des nazis

22.33 Hitler, Blitzkrieg et drogues

23.57 Sandwich

TFX

- 09.50** Mamans & célébres
11.35 W9 Hits Gold
12.50 NCIS

16.40 Un dîner presque parfait

21.05 Bad Moms 2

BAD MOMS

Un dîner presque parfait

18.50 Les princes et les princesses de l'amour
21.00 Football : Eliminatoires de la Coupe du monde féminine 2023



W9

RDC : 22 morts dans l'attaque d'un camp de déplacés

Vingt-deux civils ont été tués dimanche dans une nouvelle attaque contre un camp de déplacés en Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, moins d'une semaine après une attaque similaire ayant fait 29 morts sur un site voisin, a-t-on appris auprès de la Croix-Rouge locale. «Après l'attaque du centre des déplacés d'Ivo ce dimanche, vingt corps ont été enterrés dans deux fosses communes puis deux blessés qui ont succombé à leurs blessures ont été également enterrés, portant à 22 le nombre des personnes tuées», a déclaré à l'AFP Mambo Bapu Mance, coordonnateur de la Croix-Rouge de Djugu, en Ituri. Il accuse les miliciens du groupe Coopératif pour le développement du Congo (Codeco) d'être responsables de cette attaque.

Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell a appelé de son côté à une réaction ferme contre les auteurs de l'attaque.

La région aurifère de l'Ituri a renoué avec les violences depuis fin 2017 avec l'avènement de la milice Codeco, qui prétend défendre les intérêts des Lendu, une des communautés de cette province. Dans une autre attaque dans la nuit de samedi à dimanche, «cinq civils ont été tués» dans le territoire d'Irumu et «quatre civils» ont été tués en périphérie de Bunia, chef-lieu de l'Ituri, a par ailleurs déclaré à l'AFP Isaac Nyakuklinda, un responsable de la société civile d'Irumu. Cependant, massacres et enlèvements de civils se poursuivent. En Ituri, la dernière tuerie d'envergure remonte à lundi avec un bilan d'au moins 29 morts parmi les déplacés du camp de Drodro, voisin de celui d'Ivo.

A Miami, un migrant retrouvé vivant dans le train d'atterrissement d'un avion venant du Guatemala



Un immigrant clandestin qui s'était caché dans le train d'atterrissement d'un avion d'American Airlines a survécu à un vol de près de trois heures entre Guatemala City et Miami avant d'être arrêté, a annoncé dimanche la police américaine des frontières. L'homme de 26 ans, dont la nationalité n'a pas été dévoilée, a été appréhendé par les gardes-frontières samedi matin et conduit à l'hôpital pour une évaluation médicale, a précisé le service américain des douanes et de protection des frontières (CBP) dans un communiqué.

Une vidéo circulant sur Internet et relayée par les médias américains montre un homme, vêtu d'une simple veste légère, désorienté qui s'assied sur le tarmac, sous les regards inquiets d'employés de l'aéroport criant: «il a survécu». «Les gens

prennent des risques extrêmes lorsqu'ils tentent de se cacher dans des espaces confinés comme celui d'un avion. Ces faits font l'objet d'une enquête», ont ajouté les autorités.

Les températures chutent à partir d'une certaine altitude, et les immigrants clandestins se cachant dans le train d'atterrissement d'avion sont exposés au risque de mourir d'hypothermie, de manque d'oxygène, ou de chuter de l'appareil, souligne l'agence américaine de l'aviation FAA, qui a publié une étude sur le sujet. Au moins 129 personnes ont été retrouvées dissimulées dans les roues ou d'autres espaces de vols commerciaux depuis 1947 aux Etats-Unis, selon la FAA. Sur ces 129 personnes, 100 sont mortes de blessures liées aux conditions extrêmes de ce type de voyage.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

L'OMI-QUELQUE CHOSE OU L'OMI-ON NE SAIT TROP QUOI

trouvé de quoi ni de qui il est né, s'accrochant mordicus à une panoplie de vaccins dont une masse compacte d'humains doute de son efficacité, qu'il est indiqué qu'un nouveau monstre trublion a fait son apparition. Il est tout de même curieux que les vagues se succèdent et il est étrange que trois ou quatre rappels de vaccination soient recommandés pour qu'un virus soit calmé.

La majorité des frontières se referment et l'on a de la peine à oser remettre sur le tapis la nécessité de refaire les espaces publics dès lors que si l'on s'aventurait à

un retour à l'étranglement des activités un tant soit peu normalisées avec peine et restrictions, on donnera le coup de grâce à l'ensemble de l'économie qui s'est difficilement remise debout. Faute de mieux, et à défaut d'une victoire espérée, on s'efforce d'aiguiser l'arme des gestes barrières et la focalisation sur les vaccinations répétées en attendant des jours plus heureux.

Face au conglomérat des alertes rafraîchies de tout bord, le doute est devenu permis. Le Covid-19 et ses consorts ne seraient finalement qu'une même et seule pieuvre démoniaque qui changerait de visage au gré des saisons et au rythme des comportements et des confinements. Il ne serait qu'un satanique ennemi qui percerait de toutes forces dès que l'on baisse la garde ou qu'on lui tourne le dos.

Le tourisme mondial devrait perdre 2.000 milliards de dollars en 2021

Le secteur touristique mondial devrait encore perdre 2.000 milliards de dollars cette année sous l'effet des restrictions liées à la pandémie de Covid-19, a annoncé lundi l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), qui juge la reprise de l'activité «lente» et «fragile». Cette estimation, similaire aux pertes essuyées en 2020, survient alors que de nouvelles restrictions ont été prises, en particulier en Europe, pour faire face à une nouvelle vague de l'épidémie et que le variant Omicron, détecté pour la première fois en Afrique du Sud, se propage dans le monde entier.

Ces dernières évolutions montrent que «la situation est totalement imprévisible» et que le secteur touristique n'est pas à l'abri d'aléas susceptibles de provoquer «d'énormes dégâts» économiques, a reconnu le secrétaire général de l'OMT Zurab Pololikashvili. Selon l'agence onusienne, qui tiendra à partir de mardi et jusqu'au 3 décembre son Assemblée générale à Madrid, les arrivées de touristes internationaux devraient ainsi rester cette année «de 70 à 75% inférieures» à celles de l'avant-pandémie.

Le secteur touristique, l'un des plus touchés par les conséquences du Covid-19, devrait essuyer de nouvelles pertes pharaoniques, évaluées à 2.000 milliards de dollars, soit 1.780 milliards d'euros), soit un niveau identique à celui de 2020. «La crise du secteur touristique est historique, mais le tourisme a la capacité de récupérer rapidement», nuance toutefois Zurab Pololikashvili, en disant avoir l'«espoir que 2022 soit une meilleure année que 2021».

La Russie annonce un nouveau tir réussi de missile hypersonique

L'armée russe a annoncé lundi avoir effectué avec succès un nouveau tir d'essai du missile de croisière hypersonique Zircon, dans un contexte de course à ce genre d'armements, que Moscou juge «invincibles». Cette annonce intervient après la publication récente dans des médias américains d'informations selon lesquelles la Chine a testé cet été un missile hypersonique capable de lancer à son tour un projectile, une technologie dont ni les Etats-Unis ni la Russie ne disposent actuellement. L'armée russe a pour sa part annoncé avoir tiré un missile Zircon depuis la frégate Amiral Gorshkov sur une cible dans les eaux de la mer Blanche, dans l'Arctique.

Le tir «a été reconnu comme réussi», la cible située à plus de 400 km «ayant été détruite», souligne le communiqué. Une vidéo, rendue publique par le ministère de la Défense, a montré l'engin s'envolant dans un éclat de lumière et suivi d'une traînée de fumée au milieu de la nuit. Dans le contexte des tensions avec les pays occidentaux, en particulier avec les Etats-Unis, la Russie a multiplié ces dernières années les annonces de mise au point de nouvelles armes présentées par M. Poutine comme «invincibles», à l'exemple du Zircon. D'une portée maximale d'environ 1.000 kilomètres, celui-ci doit équiper les navires de surface et les sous-marins de la flotte russe.

Les premiers missiles hypersoniques nouvelle génération Avangard, capables d'atteindre une vitesse de Mach 27 et de changer de cap et d'altitude, ont pour leur part été mis en service au sein de l'armée russe en décembre 2019.



La ministre sénégalaise des Affaires étrangères Aissa Tall Sall a dit espérer, dimanche à l'ouverture d'un sommet Chine-Afrique à Dakar, que la Chine apporte son soutien dans la lutte contre l'insécurité au Sahel, où plusieurs pays sont déstabilisés par les activités des groupes terroristes. S'exprimant devant la presse à l'issue d'une rencontre avec son homologue chinois Wang Yi, Mme Sall a dit espérer que la Chine se-

rait «une voix forte» dans le combat contre le terrorisme dans la région du Sahel.

«Nous voudrions que la voix de la Chine, compte tenu de son influence, soit une voix forte pour soutenir le Sénégal et tous les pays engagés dans le problème de l'insécurité au Sahel», a-t-elle déclaré.

La ministre a souligné que les armées de la région déployées au Sahel - dont le Sénégal fait partie - ont besoin de «beaucoup plus encore de moyens

juridiques pour pouvoir combattre contre les terroristes et contre l'irrédentisme».

Une grande partie du Sahel, notamment le Mali, le Niger et le Burkina Faso, sont confrontés depuis des années à d'incessantes attaques de groupes terroristes, malgré la présence des forces de maintien de la paix de l'Onu. Le sommet Chine-Afrique qui s'est ouvert dimanche à Dakar est centré sur le commerce et la sécurité. Il prendra fin aujourd'hui.

Voilà que s'ajoute ces derniers jours une nouvelle appellation au lexique sanitaire pour que les populations et les Etats se perdent en conjectures ne sachant plus sur quel pied danser. Les dits variants du corona en se démultipliant ont l'air de faire tourner le monde entier en bourique. L'Omi-quelque chose ou l'Omi-on ne sait trop quoi, nouveau venu d'on ne sait où et dont l'Afrique du Sud est accusée d'en être la marraine jusqu'à en être sujette à effacer de la carte, se propage partout à travers le globe terrestre pour que la population mondiale avec ses savants chercheurs et ses gouvernements désemparés se remettent à se gratter leurs têtes.

On n'en a pas encore fini à rechercher le bout du fil d'un fléau mondial, ni encore